

Les émissions de Cartes sur table diffusées en périodes électorales

Lou Delhommeau

▶ **To cite this version:**

Lou Delhommeau. Les émissions de Cartes sur table diffusées en périodes électorales. Histoire. 2019. dumas-02478128

HAL Id: dumas-02478128

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02478128

Submitted on 13 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Année 2018-2019

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

U.F.R d'Histoire / Centre d'histoire sociale du XXe siècle

Lou Delhommeau

Les émissions de *Cartes sur table* diffusées en périodes électorales



Mémoire de Master 2 préparé sous la direction de Pascale Goetschel

Session Septembre 2019

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

Image d’illustration - Plateau de *Cartes sur table* à l’occasion du passage de François Mitterand le 16 mars 1981

Année 2018-2019

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

U.F.R d'Histoire / Centre d'histoire sociale du XXe siècle

Lou Delhommeau

Les émissions de *Cartes sur table* diffusées en périodes électorales

Mémoire de Master 2 préparé sous la direction de Pascale Goetschel

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

Session Septembre 2019

À ma grand-mère, qui me manque déjà tant et que j'admirerai éternellement.

Remerciements

Je souhaite remercier toutes les personnes qui m'ont apporter leur aide et leur soutien tout au long de cette année de recherche.

La première personne que je souhaite remercier est ma directrice de recherche, Pascale Goetschel qui a su m'orienter dans les divers choix que j'ai du faire pour traiter mon sujet. Je remercie, de la même manière, Fabien Théofilakis qui, par ces questions, qui m'a permis d'élargir ma réflexion et d'explorer de nouvelles pistes.

Je souhaite témoigner ma plus sincère reconnaissance à ma mère qui m'a , une fois de plus, beaucoup apporté tout au long de cette année de par ses conseils, ses encouragements et sa patience lors des multiples relectures.

Enfin, je remercie mes amies Garance Hamayon, Fanny Garnier et Marion Brunel pour leur soutien sans faille.

Sommaire

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE : *Cartes sur table*, le renouveau de la politique à la télévision
Chapitre 1 - Une émission sur le nouveau service public
Chapitre 2 - *Cartes sur table* en période électorale (1978-1981)

DEUXIÈME PARTIE - Campagnes électorales de 1978 et 1981 : comprendre les enjeux politiques et communicationnels à travers *Cartes sur table*
Chapitre 3 - Espoirs de pouvoir et concrétisation : une ascension en deux temps pour la gauche
Chapitre 4 - Faire campagne à la télévision : adaptation des stratégies de communication

TROISIÈME PARTIE : Autour de *Cartes sur table* : réactions et opinions dans les médias français
Chapitre 5 - Chroniques télévisuelles et radiophoniques post-émissions
Chapitre 6 - La réception de l'émission à travers les sources écrites

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES

Introduction

« La télévision est le premier pouvoir en France, et non le quatrième. »
Valéry Giscard d'Estaing

À travers cette phrase, Valéry Giscard D'Estaing exprime l'enjeu que représente la télévision pour les hommes politiques. En effet, la télévision est réputée pour avoir un pouvoir d'influence important. Les hommes politiques, de manière générale, ont très vite compris tout ce que permettait ce nouveau média. À travers lui, ils trouvent un lieu d'expression plus intéressant encore que la radio. En effet, ils peuvent s'adresser physiquement, et non plus seulement verbalement, aux citoyens. Ils y trouvent également des espaces qui leur sont consacrés avec les émissions politiques. *Cartes sur tabl*e en fait partie.

Je commencerai ici par exposer les raisons du choix de mon sujet d'étude. Le premier sujet qui m'est venu à l'esprit lorsque je me suis portée candidate au Master Histoire et audiovisuel concernait la censure à la télévision. Cette idée de sujet paraissait finalement bien trop vague pour un mémoire de master. De plus, il aurait été difficile d'apporter quelque chose de nouveau puisque les recherches et les écrits autour de la censure sont déjà très nombreux. Je me suis donc interrogée sur ce qui me plaisait réellement dans l'idée de travailler sur l'objet de la censure. J'en ai déduis que l'aspect politique primait dans mes motivations. L'idée de travailler sur le contrôle des médias par les hommes politiques m'enthousiasmait. J'ai alors décidé de me pencher sur les émissions politiques et sur l'utilisation que les hommes politiques en ont fait. Ainsi, j'ai proposé le sujet suivant « L'utilisation des émissions politiques par les hommes politiques de 1970 à 1980 ». Cela m'aurait permis de mettre en évidence un basculement dans la communication des hommes politiques entre la période de l'ORTF et l'après ORTF. Pour traiter ce sujet, j'avais pour ambition de m'appuyer sur deux émissions politiques phares de cette époque : *À armes égales* (1970 - 1973) et *Cartes sur table* (1977 - 1981).

Lors de ma première rencontre avec ma directrice de mémoire, Pascale Goetschel, j'ai du revoir mon ambition à la baisse. En effet, ce questionnement s'apparentait plus à un sujet de thèse qu'à un sujet de mémoire, le travail étant trop conséquent pour être traité correctement en deux ans. Nous avons donc convenu que mes recherches ne porteraient que sur l'une ou l'autre émission.

Après quelques recherches, j'ai découvert que l'émission *À armes égales* avait été étudiée par un étudiant de Sciences Po dans le cadre d'un mémoire de D.E.A sous la direction de Jean-Noël Jeanneney. Cela m'a donc incité à travailler sur l'autre émission envisagée *Cartes sur table*.

Le choix de l'émission étant fait, j'ai du m'interroger sur la manière de l'étudier. Au début de ma première année de master, mon choix était d'en faire une monographie. Puis, j'ai du procéder à un échantillonnage étant donné que l'émission *Cartes sur table* comporte quarante sept numéros durant en moyenne une heure. Il aurait été compliqué, dans les deux ans impartis, d'analyser convenablement les quarante sept émissions de la collection. Je me suis donc une fois de plus posé la question de ce qui aurait, pour moi, le plus d'intérêt. Les périodes ayant le plus d'enjeu pour les hommes politiques sont, par définition, les périodes électorales. Or, il y a deux échéances électorales entre 1977 et 1981 : les élections législatives de 1978 et les élections présidentielles de 1981. En regroupant les numéros en rapport avec ces deux événements, je suis arrivée à un total de quatorze émissions. J'ai donc redéfini une dernière fois mon sujet pour arriver à celui ci « Les émissions de *Cartes sur table* diffusées en périodes électorales (1978 et 1981) ».

Mon objet d'étude est donc principalement l'émission *Cartes sur table*. Celle-ci est diffusée du 20 mars 1977 au 30 mars 1981 sur Antenne 2. Elle consiste en un entretien entre deux journalistes, Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach, et une personnalité politique. L'émission est censée être diffusée de manière hebdomadaire mais connait de grandes variations. En effet, certaines périodes ne sont pas du tout couvertes (ex : aucune émission diffusée entre mai et septembre 1979). Au contraire, lors des périodes électorales, certaines semaines comptent deux émissions. Les périodes qui m'intéressent respectent donc, en général, le rythme hebdomadaire de diffusion. La diffusion se fait les mercredis soirs de 20h30 à 21h30 (22h pour la période des présidentielles), sur la case que l'on appellerait aujourd'hui « prime-time ». Cet horaire permet de rassembler un large public, ce qui offre une grande visibilité aux hommes politiques. Pour traiter mon sujet, j'ai choisi d'étudier les émissions diffusées dans le cadre des campagnes électorales de 1978 (législatives) et de 1981 (présidentielles). Cela représente un total de dix émissions également réparties entre les deux années. La justification de cette sélection réside dans le titre de mon mémoire. Le but est de comprendre ce que ces émissions ont de particulier dans leur fonctionnement, dans l'attitude des participants et dans leur accueil par les médias et le public.

Champs de recherches

Ma recherche s'inscrit dans plusieurs disciplines, plusieurs champs historiques. Tout d'abord, je souhaite souligner le fait que ma démarche relève de l'histoire culturelle. Pour définir l'histoire culturelle, je reprends ici la définition de Pascal Ory qui est la suivante : « une histoire sociale des représentations »[1]. À travers *Cartes sur table*, nous assistons à une représentation des journalistes et des hommes politiques. Le terme de « représentation » sert à mettre en évidence le fait que les journalistes et les hommes politiques soient représentés à travers une caméra. Ils donnent à voir une image d'eux même, leur existence est mise en évidence.

Mon sujet s'inscrit dans trois champs de recherche qui sont l'histoire de la télévision et des émissions politiques, l'histoire des représentations des hommes politiques et de la communication et enfin, une histoire de la réception. S'intéresser à l'histoire de la télévision est indispensable puisque c'est dans cet espace que l'émission *Cartes sur table* est construite. L'enjeu est surtout de comprendre l'histoire politique de la télévision. En effet, c'est à travers elle que l'on pourra comprendre ses contraintes mais également la libéralisation de la parole qui y prend place. L'histoire de la télévision permet d'avoir un contexte global de l'univers dans lequel l'émission est produite et diffusée. L'histoire plus précise des émissions politiques permet d'en appréhender les codes et les structures. Elle est importante pour comprendre comment *Cartes sur table* s'est construite.

L'histoire des représentations des hommes politiques est le deuxième champs de recherche dans lequel mon sujet s'inscrit. L'histoire de la communication des politiques est particulièrement importante pour comprendre les enjeux de mon sujet. Il s'agit de comprendre comment les hommes politiques ont adapté leur stratégie de communication avec l'arrivée de la télévision et des programmes politiques dans lesquels ils sont les vedettes. De plus, dans *Cartes sur table*, les hommes politiques ont le statut d'invité. Ce ne sont pas eux qui convoquent la télévision comme cela a pu être fait par Charles de Gaulle auparavant. Ils doivent donc se plier à un exercice dont ils n'ont pas le contrôle. Les émissions politiques télévisées sont un facteur de l'arrivée des communicants dans la vie politique. Les experts en communication, comme des publicitaires par exemple, ont été appelés par certains hommes politiques pour les aider lors de leurs représentations dans les médias.

---

[1] ORY Pascal, *L'histoire culturelle*, PUF, coll. Que sais je ?, Paris, 2011

Le dernier champ de recherche qui occupe mon étude est celui d'une réception particulière qui est celle des émissions politiques. En effet, ici on ne peut pas seulement parler de réception comme pour n'importe quel programme télévisé. Je m'interroge d'une part sur le succès de l'émission, sur sa reprise par les médias mais également sur l'influence d'une telle émission sur les électeurs et sur les résultats électoraux. Cette histoire de la réception des émissions politiques est à lier avec l'entrée du marketing dans la vie politique et à l'effet que celui-ci peut avoir sur les téléspectateurs, considérés avant tout comme de futurs électeurs. Plusieurs études ont été menés sur le sujet comme nous allons le voir.

Historiographie

L'historiographie de mon sujet est multiple puisqu'elle recouvre l'histoire de la télévision, le lien entre politique et télévision, la communication politique ainsi que la réception. Je vais donc m'appuyer sur différents ouvrages traitant de ces trois thèmes principaux.

Dans son ouvrage *Les médias*, François Balle met en avant une histoire globale des médias français depuis leur création. Il consacre un chapitre à la télévision en montrant comment celle-ci s'est imposée comme média de masse en volant la vedette à la presse et à la radio. Il explique également les débuts des métiers de la télévision. Au départ, aucun journaliste n'était formé pour la télévision. Les premiers journaux télévisés étaient ainsi présentés par des professionnels de la presse. François Balle retrace également les grandes dates de la télévision en partant de la première diffusion d'une émission française depuis la Tour Eiffel le 25 avril 1935, puis avec l'apparition des deuxième et troisième chaine respectivement en 1964 et 1972 et la fin des monopoles publics avec l'éclatement de l'ORTF (Office de Radiodiffusion Télévision Française) en 1974, élément particulièrement intéressant pour notre sujet.

Sur l'histoire plus politique de la télévision, Agnès Chauveau retrace la voie de l'indépendance de la télévision et sa réglementation notamment suite à l'éclatement de l'ORTF[2]. Cet article met en évidence le long détachement de la télévision par rapport au pouvoir politique. Il est important de connaître le contexte dans lequel l'émission *Cartes sur table* est créée et diffusée. Notre étude mentionne les nouvelles libertés et contraintes du service public à travers l'exemple d'Antenne 2, chaine de diffusion de *Cartes sur table*.

---

[2] CHAUVEAU Agnès, « La voie institutionnelle de l'indépendance », *Le temps des médias*, Nouveau Monde édition, 2009/2 n°13, p.105-121.

François Balle, dans l'ouvrage cité plus haut, dédie un chapitre à la notion de quatrième pouvoir associée aux médias et notamment à la télévision. Ce chapitre est particulièrement intéressant puisqu'il aborde la question de la réception. Le reproche fait à la télévision est d'influencer les populations et de leur dicter une façon de penser unique. L'auteur réfute cette idée selon laquelle les médias influenceraient la population. Pour lui, les relations humaines ont bien plus d'impact sur les décisions que l'on prend dans notre quotidien. Il y a une surestimation du pouvoir prêté aux médias et notamment à la télévision selon lui. Cette idée me parait importante à soulever car, une des interrogations de mon mémoire concerne l'influence des émissions politiques sur les comportements de vote des individus. L'influence des médias peut dépendre du champ dans lequel il se place : l'influence est-elle la même lorsque l'on traite de sujets quotidiens, de sujet culturels et de sujets politiques ?

Pour répondre à cette question, nous pouvons mentionner l'article de Isabelle Veyrat-Masson sur les campagnes électorales télévisées[3]. Elle s'intéresse ici à toutes les études menées sur l'influence des médias lors des échéances électorales. Une des premières études menées par Serge Tchakotine démontre une prédisposition des populations à se faire influencer par les médias. Cette première thèse est démentie par Paul Lazarsfeld qui met en évidence la capacité humaine à faire le tri dans les informations qu'un individu veut garder ou non. Ainsi, les individus sont en capacité de choisir seuls la personne pour qui ils vont voter. Cependant, les médias jouent un rôle dans le renforcement de leurs idées. L'individu va se diriger naturellement vers le média qui partage son opinion et qui la renforce.

Les études se sont ensuite renforcées en ce qui concerne la réception des messages délivrés par les médias. Les premiers résultats montrent que les messages sont compris par la population tels qu'ils ont été délivrés. À la suite de cela, David White monte la théorie du « gate-keeping » : les journalistes ont le pouvoir de choisir les informations qu'ils veulent donner ou non. Ils n'influencent par les individus sur ce qu'ils doivent penser mais sur ce à quoi à ils doivent penser. Dans les années 1970, Maxwell McCombs et Donald Shaw s'intéressent aux conséquences du « gate-keeping » avec leur théorie de « l'agenda-keeping ». Trois agendas entrent en compte : celui des médias, celui des hommes politiques et celui de l'opinion. Chacun de ses acteurs met en avant

[3] VEYRAT-MASSON Isabelle, « Les recherches sur les campagnes électorales à la télévision », Le temps des médias, 2006/2 (n°7), p. 289-301

ce qui lui parait important en faisant abstraction des autres sujets. Il n'y a pas de véritable preuve que l'agenda médiatique peut se surimposer aux autres agendas.

Pour terminer sur cette idée d'influence des médias lors des campagnes électorales, il faut mentionner les travaux de Stuart Hall qui met en évidence trois niveaux de lectures des informations données par les médias par les individus : la lecture hégémonique (les partisans d'un leader politique accepte tout ce qui est dit en sa faveur), la lecture oppositionnelle (les médias délivrent une opinion favorable à une cause et les individus la rejette par pure opposition à la volonté médiatique) et la lecture négociée (l'individu accepte une partie du message délivrée et en rejette une autre). Cette étude montre que l'individu fait son choix politique indépendamment des médias.

Il n'existe que très peu d'études françaises au sujet de l'influence des médias dans le vote au contraire du nombre très important des enquêtes anglo-saxonnes. À travers la réception de l'émission *Cartes sur table*, j'espère pouvoir apporter un élément de réponse sur l'influence des médias français lors des campagnes électorales, tout du moins pour celles de 1978 et de 1981.

En dehors du rôle d'influence prêté à la télévision sur les opinions politiques des individus, des études ont été menées sur la mise en scène de la politique à la télévision et sur les différentes formes par lesquelles elle s'exprime.

Marie Lhérault dresse, dans son article « Les émissions politiques : réduction ou redéfinition de l'espace de communication audiovisuelle »[4], une petite chronologie des émissions politiques françaises et s'intéresse aux différentes formes qu'elles peuvent prendre. Elle fait référence à *Face à l'opinion* animé par Pierre Corval en 1954, première émission politique de plateau en France. L'émission consiste en une interview d'une personnalité politique par plusieurs journalistes sur un sujet. L'émission est supprimée sur décision de Guy Mollet, alors président du conseil, à qui une émission avait déplue. *Cartes sur table* s'inspire de ce même principe avec comme différence une multiplicité des sujets abordés. Nous retrouvons ensuite les émissions *Face à face*, *À armes égales*, *Italiques*, *Actuel 2* et *Cartes sur table*. Ces émissions connaissent une évolution de liberté de parole en fonction de si elles étaient diffusées sous l'ORTF ou après son éclatement.

[4] LHÉRAULT Marie, « Les émissions politiques : réduction ou redéfinition de l'espace de communication audiovisuelle », *Le temps des médias*, 2006/2 (n°7), p. 191-203

L'auteure dresse ensuite un bilan des types d'émission politique qui existent en mentionnant les caractéristiques de chacune. Elle commence par le format de « l'entretien » qui peut être proposé par les médias ou imposé par les politiques. Erik Neveu explique que c'est l'exercice le plus facile à appréhender pour les hommes politiques puisqu'il ressemble au « grand oral » de l'ENA (école nationale d'administration) où la plupart des hommes politiques se sont formés. L'entretien est la forme d'émission qui permet le plus de promouvoir ses idées sans trop de confrontations. On trouve ensuite la forme du « débat » qui renvoie à la conception parlementaire du métier. Un des premiers exemple que l'on trouve à la télévision est l'émission *À armes égales* où deux hommes politiques s'affrontent sur leurs idées, tout cela étant modéré par un journaliste qui sert d'arbitre. *Cartes sur table* se placerait, selon l'auteure, dans la catégorie des émissions d'entretien. Je pense que la catégorisation de l'émission est plus complexe. *Cartes sur table* se situe à la croisée d'une émission d'entretien et d'une émission de débat. En effet, la mise en scène de l'émission et son contenu s'apparente à un entretien entre journalistes et hommes politiques. Cependant les journalistes ne sont pas seulement intervieweurs, ils jouent également un rôle d'adversaire en opposant les candidats à des idées portés par leurs concurrents respectifs. Ainsi, les journalistes incarnent les opposants politiques de la personnalité présente en plateau ce qui amène à une forme de débat.

Marie Lhérault montre que les émissions politiques ont rapidement eu une place importante à la télévision. Ceci s'explique par les obligations de diffusion du service public comme nous le verrons plus loin. La télévision a été mise à profit de la communication politique puisqu'elle permet une large visibilité pour les homme politiques. Pour l'auteure, on assiste à une redéfinition de l'espace de communication pour les hommes politiques au début de la télévision.

En plus des études menées sur les différents formats des émissions politiques, il existe également des écrits sur les mises en scène de plateau. Patrick Amey livre un article sur la spécificité des mises en scènes des débats télévisés[5]. Il y explique que l'organisation des plateaux définissent la place et le rôle de chacun. Le spectateur a déjà des indices sur les enjeux de l'émission.

> La scénographie d'un studio de télévision produit donc des effets attendus, elle livre des indices qui permettent d'inférer les types de relations appelées à s'instaurer sur le plateau entre les acteurs, et entre ceux-ci et les téléspectateurs.

[5] AMEY Patrick, « Mise en scène des débats télévisés : vers une (socio)sémiopolitique des plateaux de télévision », *Question de communication* [en ligne], 11/2017, 18p.

Il prend appuie sur des travaux de Patrick Charaudeau[6] sur la symbolique que portent en eux les plateaux de télévision. Ce dernier montrent que les places données aux différents acteurs hiérarchisent leur importance. Il y a toute une théâtralité qui se trouve derrière la mise en scène des plateaux de télévision. Cela me semble tout a fait important dans le cadre de *Cartes sur table* où l'homme politique se trouve seul entouré de deux journalistes qui lui font face. Les caméras donnent toute l'importance à l'invité et à ses propos.

Il expose ensuite les recherches d'Edward T. Hall sur la grammaire des distances interindividuelles. Cette étude a permis de mettre en évidence que les distances entre les invités renseignent sur les rôles et les attendus de chacun des acteurs du débat. Plus les acteurs sont proches, plus ils sont enclins à une situation d'empathie mais il ne faut pas trop les éloigner pour que la tension soit toujours palpable.

Le dernier champ couvert par mon sujet est celui de la communication politique. Je vais donc faire un point ici sur les travaux qui m'ont inspiré dans mes recherches à ce propos. Un ouvrage m'a particulièrement aider pour cette partie de ma recherche, il s'agit de celui de Pierre-Emmanuel Guigo intitulé *Com & politique, les liaisons dangereuses ?* paru en 2017[7]. Il y met en évidence les relations entre journalistes et politiques. Il explique leur proximité par le fait qu'ils aient souvent fréquentés les mêmes écoles avant d'arriver à leurs carrières respectives. Denis Ruellan, sociologue, parle du journalisme comme d'une profession « floue » car il n'est pas rare que journalisme et politique se chevauche au fil des carrières. On voit ainsi des politiques devenir journalistes à la fin de leur carrière et vice-versa. Toutefois, cette proximité entre les deux professions ne doit pas être vue comme un complot. Les journalistes se doivent de fréquenter régulièrement les hommes politiques puisqu'ils constituent la première source d'information. L'auteur cite ensuite les travaux de Patrick Champagne sur la double dépendance des journalistes. Cette dernière relève d'une dépendance au pouvoir politique et d'une dépendance au pouvoir financier qui règne sur les chaines. Mais, les politiques ont également besoin des journalistes comme nous l'avons déjà dit. Sans eux, ils ne peuvent pas avoir de visibilité. Ainsi, les deux professions dépendent l'une de l'autre.

---

[6] CHARAUDEAU Patrick, *La parole confisquée. Un genre télévisuel, le talk-show*, Paris, Dunod, 1987

[7] GUIGO Pierre-Emmanuel, *Com & politiques, les liaisons dangereuses ? :10 questions pour comprendre la communication politique,* Paris, Arkhe editions, coll. Tête chercheuse, 2017, 202 p.

L'auteur nous informe ensuite sur les « communicants » qui font partis des équipes de campagnes des politiques. Au début de ce phénomène, les candidats faisaient appel à de grands publicitaires. Claude Marti (agence TBWA[8]) a ainsi travaillé pour Michel Rocard, Jacques Pilhan pour François Mitterand tandis que Jacques Hintzy (Havas[9]) conseillait Valéry Giscard d'Estaing. Les budgets de campagnes ne sont pré-définis et cadrés qu'à la fin des années 1980 ce qui rend quasi-impossible l'appel aux publicitaires qui était jusqu'à lors beaucoup utilisé.

Pierre-Emmanuel Guigo propose également une étude du rôle des débats. Il explique que les débats télévisés prennent toute leur importance au moment des échéances électorales. En dehors de ces événements, ils passent souvent inaperçus. Cependant, les débats ne font pas l'élection. Ils ne peuvent qu'orienter les indécis. Cela rejoint l'hypothèse de Paul Lazarsfeld sur le fait que les médias n'influencent par la majorité de l'opinion. En effet, les sondages réalisés à la suite des débats présentent des résultats très similaires aux intentions de vote. Cela signifie que les sondés désignent leur candidat comme étant le vainqueur du débat. Les électeurs se placent en faveur du candidat qu'ils veulent voir comme vainqueur. Cette hypothèse s'applique aux émissions de débats mais il n'est pas certain qu'il en soit de même pour les émissions d'entretien telle que *Cartes sur table*. De plus, cette émission est diffusée en dehors de la période officielle des campagnes télévisées. On peut alors se demander si les émissions d'entretien, qui permettent de découvrir plus en profondeur les programmes de chaque candidats, peuvent influer sur le choix des électeurs.

L'auteur explique comment la communication politique est arrivée en France. En effet, cette dernière est une spécialité américaine. La communication politique moderne, issue du marketing, arrive en France dans les années 1960-1970. Pour en retrouver les origines, il faut remonter à l'entre-deux-guerre et à la publication de *Propaganda* d'Edward Bernays. Dans cet ouvrage, l'auteur montre qu'il faut appliquer les méthodes traditionnelles de ventes à la politique pour communiquer le mieux possible. En 1933, les deux américains Clem Whiteaker et Leone Baxter fonde la première agence spécialisée dans la communication politique « Campaign Inc. ». Puis, le publicitaire Rosser Reeves apporte sa contribution (toujours d'actualité) en soutenant qu'il faut définir une « proposition unique de vente » et la martelé pendant toute la campagne plutôt que de multiplier les messages. C'est l'origine des slogans de campagnes utilisés par tous les politiques. En

[8] TBWA est un réseau publicitaire international fondé en 1970 aux Etats-Unis. Elle compte une antenne en France créée au même moment.

[9] L'agence Havas est l'une des plus ancienne agence de conseil en communication. Elle a été crée en 1835 à Paris par Charles-Louis Havas.

France, Michel Bongrand est le premier à importer les méthodes américaines de communication. Il vend ses services à Jean Lecanuet, au Général De Gaulle et à Valéry Giscard d'Estaing en 1981. Les méthodes américaines sont ensuite reprises par tous les partis jusqu'à aujourd'hui. Les Etats-Unis étant à l'origine de la communication politique, il y a peu d'étude sur la communication politique à la française.

On peut tout de même mentionner ici l'étude de Christian Delporte sur la peopolisation des politiques en France[10] qui rejoint fortement la logique de communication. En effet, il met en évidence le fait que les hommes politiques français apprennent à mettre en avant leur vie privée pour se rendre plus sympathique à l'égard des électeurs. Le Général De Gaulle échappe à cette règle puisqu'il est un homme considéré comme « extraordinaire » pour son rôle dans l'Histoire de France. Mais ses successeurs ne jouissent pas des mêmes atouts et doivent donc se démarquer. Pour rassurer les électeurs, il faut montrer qu'on les comprend et qu'on est comme eux. C'est la règle que tente d'appliquer tous les candidats aux élections depuis 1965. Jean Lecanuet met alors en avant sa famille, méthode très utilisée par les américains à l'image de John Fitzgerald Kennedy. Il retrace également son parcours personnel pour se placer en « monsieur tout-le-monde » et ne pas se distancer des Français. Georges Pompidou, élu en 1969, poursuit cette logique en devenant le premier président français à partager une partie de sa vie privée à travers les médias. Les candidats et présidents suivants s'inspirent de cette méthode en s'adressant avec émotions aux Français. L'attendrissement est une stratégie de communication qui fonctionne. En se montrant attentionnés et faillibles, les hommes politiques se rapprochent des votants.

Pour conclure sur cette partie, je vais citer l'article de Jamil Daklhia et Marie Lhérault sur la peopolisation en politique[11]. Les deux auteurs mentionnent le travail d'Eric Darras sur la mise en scène de la vie privée comme véritable stratégie de communication et sur ces dangers. En effet, bien que cette stratégie permette de toucher une partie des Français, elle peut également participer à la désacralisation du pouvoir.

---

[10] DELPORTE Christian, « Quand la peopolisation des hommes politiques a-t-elle commencé ? Le cas français », *Le Temps des médias* 2008/1 (n° 10), p. 27-52.

[11] DAKHLIA Jamil, LHÉRAULT Marie, « Peopolisation et politique », *Le Temps des médias* 2008/1 (n° 10), p. 8-12

Cette notion de peopolisation, et plus encore d'émotionnalisation, me parait importante à soulever dans le cadre de mon mémoire. En effet, certains hommes politiques participant à *Cartes sur table* utilisent ces stratégies de manière visible dans leurs propos ou dans leur façon de s'adresser à la caméra.

Outils de recherche et méthodes

Le premier centre d'archives que j'ai consulté est celui de l'Inathèque pour la simple raison que ce site est le premier que nous avons visité dans le cadre du master. De plus, il est le centre qui regroupe le plus de sources étant donné que mon mémoire porte sur une émission de télévision. Les sources écrites sur le fonctionnement d'Antenne 2 y sont nombreuses. J'ai ainsi trouvé des grilles de programmes et des documents administratifs d'Antenne 2. J'ai également découvert, au fil de mes recherches, des cartons contenant des mesures d'audiences effectuées sur la période de diffusion de l'émission. De nombreuses sources provenants du fonds CSA (conseil supérieur de l'audiovisuel) sont conservées à l'inathèque. Ce dernier contient des enquêtes d'opinions réalisées auprès du public d'Antenne 2 et sont donc une bonne manière d'appréhender le ressenti du public face à divers styles d'émissions. Lorsque l'intitulé de mon sujet s'est affiné, j'ai également fait des recherches sur les campagnes politiques à la télévision. J'ai alors découvert un certain nombre d'études faites auprès du public sur les campagnes télévisées de 1978 et 1981 dans le fond INA (institut national de l'audiovisuel). Toutes ces sources m'ont permis d'avoir des pistes assez générales sur le fonctionnement de la télévision et notamment celui d'Antenne 2. J'ai également élucidé certains points sur l'opinion du public à l'égard de la télévision et plus précisément de la politique à la télévision. Cependant, ce site ne m'a pas permis de me procurer des documents sur la création ou la production *Cartes sur table*.

Pour tenter de remédier à ce problème, j'ai contacté le service des archives de France Télévision en espérant y trouver plus d'information sur l'émission. Le service des archives a conservé des scripts de certaines émissions ainsi que des dossiers photographiques et des dossiers de presse aux volumes assez conséquents. Les dossiers de presse rassemblent des articles de journaux de tous bords politique, ce qui est extrêmement intéressant pour comprendre la réception de l'émission et le rôle qu'elle a pu avoir lors des campagnes électorales. Cela a donc permis une

certaine avancée dans mes recherches mais aucun document sur la production de l'émission n'y a été préservé. Les seuls documents me permettant de faire des hypothèses à ce sujet sont les photographies prises sur le plateau et dans les coulisses de l'émission.

La source donnant le plus d'information sur le déroulement de l'émission et sur le comportement des hommes politiques durant celle-ci est l'ouvrage écrit par l'un des présentateur de l'émission, Alain Duhamel[12]. Il y raconte ses souvenirs avec les personnalités politiques qu'il a interviewé. Cela m'a permis de comprendre davantage les préparations des hommes politiques en amont de l'émission *Cartes sur table* et l'enjeu qu'elle représentait pour eux. De plus, cela m'a donné des pistes de réflexion sur les relations entretenues entre politiques et journalistes. Cet ouvrage s'est donc montré très complémentaire des informations que j'avais trouvé précédemment. Cependant, je n'ai pas encore trouvé d'ouvrage similaire écrit par le second présentateur de l'émission Jean Pierre Elkabbach. Un tel ouvrage me permettrait une comparaison des propos et du ressenti vécu par les deux journalistes à l'égard des hommes politiques.
Pour compléter, vérifier les propos recueillis à travers cette ouvrage, je souhaitais réaliser un entretien avec chacun des deux journalistes. J'ai réussi à contacter Alain Duhamel qui a accepté de me recevoir pour un entretien[13]. Malheureusement, celui-ci n'a pas été satisfaisant puisque les réponses faites ne concernait que de manière très lointaine l'émission *Cartes sur table*. Je n'ai obtenu aucune réponse de la part de Jean-Pierre Elkabbach malgré plusieurs tentatives de prise de contact.

À travers mon étude sur les émissions de *Cartes sur table* diffusées en période électorale , je tenterai de répondre aux questions suivantes : En quoi l'émission politique *Cartes sur table* est-elle un marqueur du changement du paysage audiovisuel ? Comment les émissions diffusées en périodes électorales témoignent du renouveau politique et communicationnel qui s'opère entre 1978 et 1981 ? Comment une telle émission participe aux campagnes électorales et en devient une étape incontournable ?

Dans un premier temps, je vais étudier *Cartes sur table* comme nouvelle émission politique et surtout comme première émission politique diffusée après l'éclatement de l'ORTF. *Cartes sur*

---

[12] DUHAMEL Alain, *Derrière le miroir, les Hommes politiques à la télévision*, Paris, Plon, 2001, 323p.

[13] L'entretien avec Alain Duhamel est présent dans son intégralité dans les annexes.

table reprend des schémas d'émission déjà existants mais apporte des nouveautés de par son format et par l'évolution des réglementations télévisuels. Puis, je m'intéresserai aux enjeux politiques de 1978 et de 1981 ainsi qu'aux stratégies de communication mises en place autour de ces deux échéances électorales. Enfin, je me concentrerai sur l'impact de l'émission *Cartes sur table* sur les campagnes électorales à travers ses reprises dans les médias, les réactions qu'elle suscite et les opinions qui s'expriment à son égard.

PARTIE I

CARTES SUR TABLE, LE RENOUVEAU DE LA POLITIQUE À LA TÉLÉVISION

Chapitre 1

Cartes sur table, une émission sur le nouveau service public

Ce chapitre est dédié à une présentation générale de l'émission *Cartes sur table* et du contexte particulier dans lequel elle est diffusée. Cette nouvelle émission politique s'insère dans un genre déjà bien connu et dont les formes sont multiples. La mise en scène de l'émission est un des objets d'étude de ce premier chapitre car elle constitue une innovation importante par rapport aux émissions politiques qui l'ont précédée. Le nouvel univers télévisuel dans lequel *Cartes sur table* prend place est également à souligner et fera l'objet de la seconde partie de ce chapitre. En effet, l'éclatement de l'Office de Radiodiffusion Télévision Française (ORTF) survenu en 1974 provoque un changement important du fonctionnement des chaines de télévision et notamment d'Antenne 2 (chaine de diffusion de *Cartes sur table*). La fin du monopole d'Etat sur la télévision amène théoriquement une nouvelle liberté pour les chaines et pour les journalistes.

I. *Cartes sur table* : un concept d'émission entre innovation et tradition

A. Un entretien presque mensuel

Cartes sur table est une émission politique de plateau qui prend la forme d'un entretien. Elle oppose une personnalité politique à deux journalistes qui posent, à tour de rôle, des questions sur divers sujets d'actualité. Cette forme de l'entretien est, selon les propos d'Erik Neveu[1], le format le plus apprécié par les hommes politiques puisqu'il s'apparente au « grand oral » de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) par laquelle la plupart sont passés. De plus, il laisse tout l'espace nécessaire à l'homme politique invité pour promouvoir ses idées. Pour comprendre en quoi *Cartes sur table* s'inscrit entre tradition et innovation du genre de l'entretien, nous allons ici faire un rappel des émissions politiques antérieures à celle ci.

Ce format d'émission politique est celui que l'on retrouve dès le début à la télévision. La première émission politique de plateau, *Face à l'opinion*, prenait la forme d'un entretien entre un homme politique et plusieurs journalistes qui pouvaient être des journalistes parlementaires[2] ou des

[1] Cité par LHÉRAULT Marie, « Les émissions politiques : réduction ou redéfinition de l'espace de communication télévisuelle ? », *Le Temps des médias* 2006/2 (n° 7), p. 191-203

[2] Journalistes politiques rendant compte des travaux du Parlement (Sénat et Assemblée Nationale).

journalistes de presse. Cette rencontre entre l'invité et les journalistes est animée par Pierre Corval[3] et diffusée entre 1954 et 1956 sur la Radiodiffusion Télévision Française (RTF). L'émission *Face à Face*, diffusée dix années après, reprend le principe de l'entretien entre une personnalité politique et deux journalistes de presse écrites. L'échange est dirigé par Jean Farran et diffusée à 20h30 pour une durée moyenne d'une heure. L'émission ne connait qu'une durée de vie très courte (de janvier 1966 à octobre 1966) sur la première chaine de l'ORTF. Suite à ces deux émissions d'entretien, le genre politique à la télévision se renouvelle à travers l'émission *À armes égales*. Cette fois, les hommes politiques ne se retrouvent pas face à la presse mais face à un opposant pour débattre pendant près de deux heures autour d'un sujet donné. Ce débat entre les deux personnalités politiques est encadré par quatre journalistes Michel Bassi, André Campana, Alain Duhamel et Jean-Pierre Alessandri. *À armes égales* est diffusée entre 20h30 et 21h sur la première chaine de l'ORTF. On compte, pour cette émission, trente-trois numéros produits entre 1970 et 1973. C'est à ce moment là, l'émission politique la plus pérenne. Le format mélange les genres puisque les journalistes sont tout de même en majorité sur le plateau. Ce n'est pas une émission de débat entre deux personnalités politiques adverses, tel qu'on en connait aujourd'hui. À la même période, le programme *Actuel 2* voit le jour sur la deuxième chaîne de l'ORTF. Ici, le format de l'entretien tel qu'il existait déjà est privilégié. Une fois de plus, on retrouve un invité politique interviewé par quatre journalistes de presse écrite et arbitré par une journaliste du service information de la chaîne (Jean-Marie Cavada, François Closets, Michel Desjeunes ou Jean-Pierre Elkabbach). L'émission est diffusée de 20h30 à 21h30 comme les programmes précédents.

Cartes sur table innove dans sa manière de présenter l'entretien politique, forme qui apparait comme traditionnelle. Le premier changement notable est l'absence d'animateur entre l'invité politique et les journalistes. Les deux journalistes, Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkkabach, endossent le double rôle de présentateur et d'intervieweur, bien que Jean-Pierre Elkabbach paraisse plus aux commandes de l'émission que son partenaire. On a donc un échange plus direct entre les deux parties. La deuxième rupture qui s'opère avec les émissions précédentes provient du profil des journalistes présents sur le plateau. Nous avons vu que dans les émissions antérieures à *Cartes sur*

[3] Pierre Corval (1910-1973) est un résistant et journaliste de presse écrite puis de télévision française. Il débute sa carrière grâce au journal *L'Aube* puis la poursuit à la télévision en créant en 1954 la première émission politique télédiffusée.

table, les journalistes conviés pour débattre avec l'invité étaient issus de la presse écrite. Ici, les deux intervieweurs sont des spécialistes du journalisme audiovisuel.

Jean-Pierre Elkkabach débute sa carrière de journaliste grâce à Radio Alger à l'âge de vingt-trois ans. Il rejoint ensuite France Inter en tant que reporter. Après les événements de mai 1968, il se voit remercier par la direction de France Inter et intègre deux ans plus tard la première chaine de l'ORTF comme présentateur du journal. Finalement, en 1972, il quitte la première chaine pour devenir présentateur du journal de la deuxième chaîne de l'ORTF. Jean-Pierre Elkabbach s'est formé au journalisme par la radio et la télévision. De son côté, Alain Duhamel commence sa carrière dans la presse écrite en écrivant des chroniques pour Le Monde dès 1963. Il rejoint rapidement l'ORTF en co-présentant *À armes égales* sur la première chaine. Dans le même temps, il obtient une place de chroniqueur à la radio sur l'antenne de France Culture puis celle d'Europe 1.

L'invité de *Cartes sur table* est donc face à deux journalistes qui connaissent plutôt bien le fonctionnement de la télévision. Cela modifie la communication des hommes politiques puisque les deux présentateurs maitrisent l'univers du plateau télévisé et savent comment s'en servir. L'exercice change avec ces deux journalistes, il ne s'agit plus seulement de discours mais aussi d'image.

La dernière particularité de la nouvelle émission politique d'Antenne 2 est sa longévité. En effet, *Cartes sur table* compte quarante-huit numéros diffusés sur une période de cinq ans alors que tous les programmes précédents n'avaient pas excédé trois ans. On peut supposer que le format choisi satisfait davantage que les précédents. Cependant, il faut souligner le manque de régularité dans la diffusion des émissions.

La figure n°1 ci dessous présente le nombre d'émissions diffusées selon le mois et l'année. On remarque que l'émission est parfois mensuelle, parfois hebdomadaire en fonction des périodes. De plus, le nombre de numéros fluctuent entre six et treize par année avec des mois entiers sans diffusion et d'autres avec cinq émissions. *Cartes sur table* apparait donc comme étant une émission quasi mensuelle si l'on se réfère au nombre d'émissions annuelle. Cependant, elle est très irrégulière et dépendante de l'actualité.

Nombre d'émission/ Mois	1977	1978	1979	1980	1981
Janvier		1	1	2	2
Février		5		1	2
Mars			2	3	4
Avril	1		2		
Mai	1			1	
Juin	1	2		1	
Juillet	1			1	
Août					
Septembre	1	1	1	1	
Octobre		2	1	1	
Novembre	1	1	1	1	
Décembre		1		1	
Total	**6**	**13**	**8**	**13**	**8**

Tableau n°1 : Tableau du nombre d'émission diffusées par mois et par année.

B. Une émission triangulaire : la mise en scène

Nous allons ici nous intéresser à la mise en scène de *Cartes sur table* qui constitue également une nouveauté avec les émissions politiques qui l'ont précédée. Les différents plateaux de *Face à Face*, *À armes égales* ou *Actuel 2*[4] présentent des formes et des ambiances très différentes de celle de *Cartes sur table*. Pour introduire l'analyse des mises en scène de ces quatre émissions, j'aimerais cité les propos de Patrick Amey[5].

[4] Je ne présente pas ici l'émission *Face à l'opinion* présentée Pierre Corval entre 1954 et 1956 car aucun numéro n'est disponible en visionnage à l'Inathèque. Je n'ai donc pas de source pouvant justifier mes propos à ce sujet précis.

[5] AMEY Patrick, « Mise en scène des débats télévisés : vers un (socio) sémiopolitique des plateaux de télévision », *Question de communication* [en ligne], 11/2007, 18p.

> Tout mode d'organisation et de structuration des plateaux de télévision a des incidences sur le régime de présence (mise en place physique) et de visibilité (mise en images) des acteurs qui y sont installés et montrés. […] La scénographie d'un studio de télévision produit donc des effets attendus, elle livre des indices qui permettent d'inférer les types de relations appelées à s'instaurer sur le plateau entre les acteurs, et entre ceux-ci et les téléspectateurs.



Figure n°1 : Émission *Face à Face* diffusée le 07/03/1966 - Invité : Waldeck Rochet (imagette - Inathèque)



Figure n°2 : Émission *À armes égales* diffusée le 28/03/1973 - Invités : Robert Boulin et André Chandernagor (Imagette - Inathèque)



Figure n°3 : Émission *Actuel 2* diffusée le 08/07/1974 - Invité : François Ceyrac (Imagette - Inathèque)

Les plateaux de ces trois émissions affichent des formes arrondies, une atmosphère plutôt lumineuse et une mise à distance, de manière plus ou moins marquées, des personnes participantes. Les formes arrondies des décors amènent une impression de douceur. Même si les débats sont animés, les courbes des plateaux compensent l'atmosphère tendue qui peut y prendre place. Le plateau en cercle de *Face à Face*, celui de forme oval d' *À armes égales* ou encore le demi-cercle d'*Actuel 2* mettent en avant l'échange entre les différents acteurs plutôt que le conflit. Nous verrons que pour *Cartes sur table*, l'effet inverse est proposé.

Nous pouvons également remarqué une certaine distance entre les personnalités présentent dans le studio. Cette mise à distance importante est un signe supplémentaire montrant que les affrontements et les altercations ne sont pas pas recherchés. Pour l'émission *Actuel 2*, les journalistes sont particulièrement éloignés de l'invité. On retrouve une présentatrice « arbitre » qui doit tempérer le débat et qui est tenue à égale distance des deux parties. La distance est moindre sur le plateau de *Face à Face* mais on remarque tout de même un éloignement plus marqué entre les journalistes et l'invité qu'entre les journalistes entre eux. Ces deux émissions isolent l'invité par rapport au nombre important de journalistes qui lui font face. Par ce procédé, on met en lumière ce même

invité. C'est sur lui que l'attention doit être portée. Enfin, l'émission *À armes égales* met en opposition deux invités encore une fois largement tenus à l'écart l'un de l'autre. Deux journalistes/ présentateurs sont placés entre les deux hommes politiques pour réguler leurs échanges. Cette émission propose un régime plus égalitaire entre les deux groupes d'acteurs. Cependant, les deux hommes politiques sont placés plus à l'avant du plateau que les deux journalistes. Pour ces trois émissions, nous remarquons par la scénographie que les « effets attendus », pour reprendre le propos de Patrick Amey, sont une logique d'échange plutôt calme et des relations apaisées entre les acteurs.



Figure n°4 : Émission *Cartes sur table* du 15 février 1978 avec François Mitterrand (Imagette - Inathèque).

Le plateau de *Cartes sur table* est plongé dans une atmosphère très sombre et ne met en lumière que la table autour de laquelle sont placés les trois interlocuteurs comme le montre la figure n°5. La table est assez petite et reprend la forme d'un triangle ce qui est un premier indice sur l'ambiance que l'on veut donner à cette émission. En effet, la forme triangulaire est souvent utilisée pour les émissions où les interlocuteurs ont des échanges vifs et houleux. Cette dernière donne une impression de dureté qui s'accorde bien avec les émissions politiques comme *Cartes sur table* qui oppose une personnalité politique et deux journalistes de manière très directe. Le réalisateur de l'émission, Jean Cazenave, s'exprime sur le décor et la mise en scène dans les mots suivants : « Un espace resserré, sans décor ; trois hommes autour d'une petite table, à la distance d'une gifle. L'homme politique est pris en tenaille entre deux journalistes. Dans ces conditions, une question et une réponse peuvent être subies très physiquement. »[6]. À travers l'expression « à la distance d'une

[6] Interview de Jean Cazenave parue dans le magazine *Télérama* la semaine du 18 avril 1981 (n°1631).

gifle » et « pris en tenaille », on imagine bien l'intention des deux producteurs de l'émission (qui ne sont autres que les deux présentateurs) vis à vis de l'invité qu'ils reçoivent. On peut reprendre ici la grammaire des distances interindividuelles de Edward T. Hall[7]. Ce dernier explique que la mise à distance ou le rapprochement entre les personnalités présentent sur un plateau de télévision donne des indications sur les échanges et les comportements attendus entre eux. Les distances sont très parlantes sur l'ambiance que l'on veut faire régner sur le plateau. Edward T. Hall montre qu'une trop grande proximité entre les acteurs ferait émerger une certaine empathie entre eux et qu'à l'inverse un éloignement trop prononcé diminuerait fortement les émotions susceptibles d'apparaitre. Le plateau de *Cartes sur table* se situe exactement à la frontière entre ces deux distances, on observe une certaine proximité mais tout de même limitée pour conserver les effets de tensions entre les interlocuteurs. Les journalistes tout comme la personnalité qu'ils reçoivent sont convoqués dans une sorte de joute verbale qui s'apparente à un combat stratégique. L'invité doit se sentir coincé par les questions des journalistes selon les propos du réalisateur. Cela amène à des réponses ou des gestes parfois brutaux ou cyniques de la part de l'invité. Cependant, les deux parties doivent garder une apparence calme et posée pour ne pas paraitre déplacer ou malveillant aux yeux du téléspectateur.



Figure n°5 : Émission du 08/02/1978 avec Jacques Chirac - Générique du début d'émission (Imagette - Inathèque)



Figure n°6 : Émission du 08/02/1978 avec Jacques Chirac - Générique de fin d'émission (Imagette - Inathèque)

[7] HALL Edward T., *La dimension cachée*, trad. de l'anglais par A. Petita, Paris, Éd. Le Seuil, 1971 cité par AMEY Patrick, « Mise en scène des débats télévisés : vers un (socio) sémiopolitique des plateaux de télévision », *Question de communication* [en ligne], 11/2007, 18p.

Comme pour toute émission, *Cartes sur table* est introduite et clôturée par un générique que nous allons présenter. Lors du générique de début d'émission, le téléspectateur découvre un écran scindé en trois parties avec différents plans sur le plateau mettant en avant chacune des trois personnes présentent. La partie située en haut à gauche est consacrée à Jean-Pierre Elkabbach, celle en haut à droite à Alain Duhamel et la partie du bas (plus large que les deux précédentes) à la personnalité invitée. Le réalisateur procède ensuite à un zoom à l'intérieur de chaque partie, comme montré dans le figure n°6, et de manière successive pour présenter plus précisément les journalistes et leur hôte. Les trois personnalités présentent sur le plateau arborent une attitude très sérieuse. La partie la plus en bas s'agrandit ensuite pour utiliser la totalité de l'écran. Jean-Pierre Elkabbach prend alors la parole pour une présentation succincte avant de céder la parole à Alain Duhamel pour la première question. C'est également Jean-Pierre Elkabbach qui prononce les derniers mots de l'émission avant que le générique de fin soit lancé. Ce dernier reprend les mêmes caractéristiques que le générique de début d'émission comme en témoigne la figure n°7. L'écran est de nouveau divisé en trois parties selon les mêmes critères qu'au début. L'attitude de chacun est cette fois détendue, parfois amicale, invité et journalistes rassemblent leurs fiches en attendant que les caméras s'éteignent.

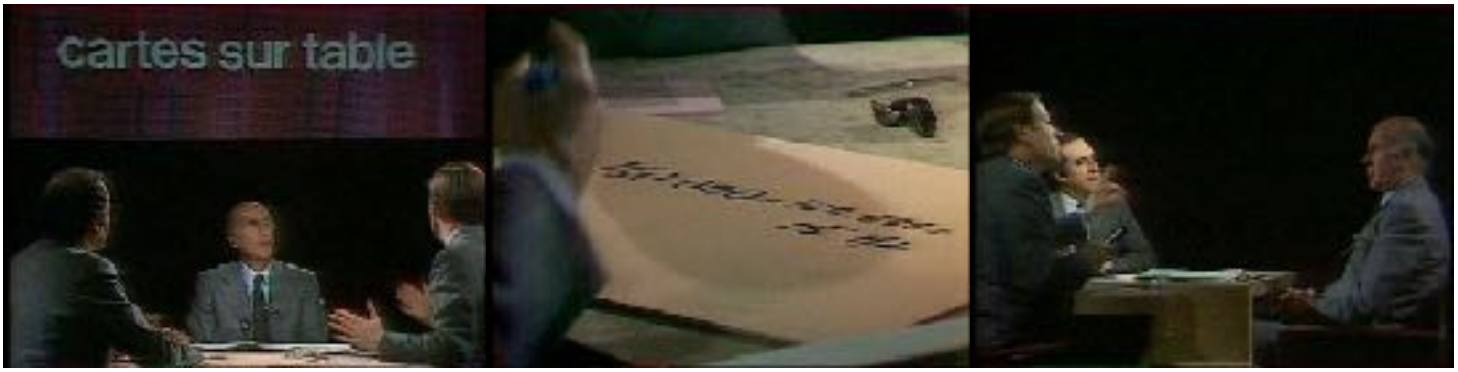


Figure n°7 : Émission du 30/03/1981 avec Valéry Giscard d'Estaing (Imagettes - Inathèque)

Nous allons maintenant étudier la réalisation de l'émission. Celle ci fait également partie de la mise en scène du programme. Nous retrouvons différents plans tout au long de l'émission comme le montre la figure n°8. Le réalisateur propose des plans généraux sur l'ensemble du plateau comme le montre l'image de gauche ici centrée sur l'invité. On retrouve des plans similaires qui donne la primauté à l'un ou l'autre journaliste. Ces plans permettent de donner l'ambiance générale et dans le cas de l'image proposée, elle donne l'orientation du plateau par rapport au public présent dans la

salle. On retrouve également des gros plans qui peuvent être effectués sur le visage de l'invité (lorsqu'il fait une annonce importante, par exemple) ou sur des objets apportés par ce dernier (comme le montre l'image du milieu). Cela permet de donner plus d'importance à une expression, un objet, une action particulière et de capter l'attention du téléspectateur. Enfin, on retrouve certains plans de côté comme sur l'image de droite. Ces plans permettent de mettre en avant l'attitude générale de l'invité que l'on ne voit pas forcément lorsqu'il est face à la caméra. Le réalisateur jongle entre les différents plans pour donner du rythme à l'émission. Son rôle est d'autant plus important dans une émission d'entretien comme *Cartes sur table* car le rythme ne va pas de soi. Les réponses des invités peuvent être très longues et si le téléspectateur n'est pas retenu par les changements de plans effectués par le réalisateur, les séquences peuvent devenir rapidement ennuyeuses. Jean Cazenave ne nie par l'importance de son travail lors de l'entretien qu'il a accordé au magazine *Télérama*[8] :

> De même, sur une question brutale, il arrive qu'il y ait 5 à 10 secondes de silence. Dix secondes de silence, dans un débat, c'est effroyable. Si je morcelle ce silence en plusieurs plans, je le rends supportable. Si je reste en gros plan, je coule l'homme que je fixe ainsi.
> J'essaie simplement tout au long de l'émission de suivre le rythme des phrases. Il y a un préambule, un point fort, puis une chute de tension. Des moments où il faut être en gros plan : si je suis en harmonie avec celui qui parle, je sens à des signes imperceptibles, l'éclat du regard par exemple, qu'il va se passer quelque chose. C'est d'ailleurs beaucoup plus difficile à prévoir avec Giscard qu'avec Chirac…

En dehors du rythme qu'il donne à l'émission, Jean Cazenave endosse une véritable responsabilité vis à vis de l'homme politique présent sur le plateau. En fonction de la manière dont il retransmet à l'écran une intervention, il peut donner plus ou moins d'importance à une information. Si le réalisateur film en gros plan, le discours donné par l'invité prend une dimension toute autre que s'il était filmé en plan général. C'est également en partie sur lui que repose l'égalité entre les personnalités interviewées. Le traitement visuel du passage des invités sur le plateau de *Cartes sur table* a de grandes conséquences sur l'image qu'ils renvoient. Cependant, Jean Cazenave explique dans son entretien qu'il n'est pas toujours facile de détecter les moments forts de l'émission et de les mettre en valeur. Certains invités sont plus facilement déchiffrables que d'autres.

---

[8] Interview de Jean Cazenave parue dans le magazine *Télérama* la semaine du 18 avril 1981 (n°1631).

Nous avons démontré dans cette première partie que l'émission *Cartes sur table* constitue un renouveau pour les émissions politiques à la télévision. Elle alterne entre tradition et innovation tant par son concept que par sa scénographie. *Cartes sur table* apparait dans un contexte plus global de renouvellement de l'audiovisuel français suite à l'éclatement de l'ORTF. Elle est diffusée sur un nouveau service public garant de plus de liberté.

II. Antenne 2 : un nouveau service public après l'éclatement de l'ORTF

A. Réglementation d'une chaine de télévision : Antenne 2

L'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) est crée en 1964 dans le but de gérer la radiodiffusion et la télévision publique française en distribuant les fréquences et en contrôlant la production audiovisuelle nationale et régionale. L'ORTF est de ce fait un monopole d'Etat à qui l'on reproche une certaine censure. Cependant, cette organisation permet à l'audiovisuel français d'avoir le soutien financier et technique de l'Etat. L'Etat était chargé de collecter la redevance et de la reverser aux chaines de télévision publiques pour les financer. Le soutien technique de l'Etat était également jugé nécessaire puisque la gestion des fréquences et des ondes hertziennes était difficile du fait de leur rareté. Dès le début des années 1970, ces deux dimensions commencent à être remises en cause. La publicité apparait en 1968 sur la première chaine et en 1971 sur la deuxième chaine. Les fonds reçus via la publicité par les chaines publiques ne devaient pas représenter plus de 25% de leurs ressources globales. Cela permet à l'Etat d'être le financeur de la télévision et donc d'en garder le contrôle. Malgré cela, l'introduction de la publicité à la télévision et son développement montre que celle-ci pourrait devenir le financeur majoritaire. Cela signifie qu'à terme, elle remplacerait l'Etat. Celui-ci perd donc sa légitimité de contrôle du contenu diffuser par les différentes chaines. D'autre part, l'apparition des réseaux câblés en Belgique et au Canada influence le débat en France. Ces techniques permettent une multiplication des chaines et une gestion simplifiée de ces dernières. La gestion par l'Etat de la distribution des fréquences ne serait donc plus nécessaire. Ces deux éléments introduisent l'idée qu'une télévision plus libre est possible en France.

Les revendications politiques se mêlent à ces deux aspects techniques. Dès 1968, la neutralité de l'ORTF dans le traitement et la diffusion de l'information est remise en cause. Les événements de mai sont peu montrés sur les chaines de télévision publiques et le point de vue de l'Etat y est marqué. Le président Charles de Gaulle est accusé de contrôler excessivement l'information.

Le changement de présidence en 1974 à la faveur de Valéry Giscard d'Estaing est accompagné de la fin du monopole d'Etat sur la télévision française. Celui-ci est acté par la loi du 7 août 1974 qui organise la concurrence au sein du service public. Dès 1975, toutes les chaines deviennent des entités à part entière. Cependant, le contrôle de la télévision et de l'information par l'Etat ne disparait pas entièrement.

Suite à l'éclatement de l'ORTF, l'audiovisuel public se compose de sept sociétés autonomes : une société nationale de programme radio (Radio France), trois sociétés de radio nationales de programmes de télévision (Télévision française 1, Antenne 2, France Régions 3) et trois établissements publics chargés de gérer la création, la diffusion et la postérité des émissions de télévision (Télédiffusion de France, Société française de production et Institut national de l'audiovisuel). Or, dans l'un de ses ouvrages, Alain Duhamel explique que le nouveau président Valéry Giscard d'Estaing a choisi de nommer discrètement les dirigeants de ces sept sociétés[9]. Jean-Pierre Elkabbach soutient également que chaque nomination des responsables de chaines dépend du gouvernement et passe notamment par le bureau de Michel Poniatowski, alors ministre de l'intérieur[10]. Cette information est également sous-entendue dans l'article 11 de la loi d'août 1974.

> Art. 11 - Le conseil d'administration de chaque société comprend six membres : deux représentants de l'Etat, un parlementaire, une personnalité de la presse écrite, un représentant du personnel et une personnalité du monde culturel.
> […]Le président, choisi parmi les membres du conseil d'administration, est nommé pour trois ans par décret en conseil des ministres. Il organise la direction et en nomme les membres.[11]

---

[9] DUHAMEL Alain, *Derrière le miroir, les Hommes politiques à la télévision*, Paris, Plon, 2001, p.323

[10] Propos recueillis par *Témoignages Chrétiens* le 20 avril 1981.

[11] Extrait de l'article 11 de la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision publié dans le *Journal Officiel* du 8 août 1974. Cet article apparait dans la troisième section (Dispositions communes aux sociétés nationales de programme) du chapitre 2 (Les sociétés nationales de programme).

On comprend ici que les dirigeants de ces sept sociétés sont nommés en deux étapes. Ils sont dans un premier temps choisi parmi les membres du conseil d'administration. Puis, ce choix est validé et entériné par le conseil des ministres. Les propos d'Alain Duhamel sur la nomination des dirigeants des sociétés se vérifie. Le conseil des ministres prend en compte la volonté du président de la République qui peut alors avoir émis son choix. De plus, les sociétés nationales de programmes sont placées sous le contrôle du Premier ministre de l'époque, Jacques Chirac. Ce rôle du premier ministre est spécifié dans les articles 14 et 15.

> Art. 14 - Le premier ministre ou un membre du Gouvernement délégué par lui à cet effet, assure le respect du monopole, veille à l'observation par l'établissement public et les sociétés nationales des cahiers des charges et, de façon générale, des obligations du service public.
> Art. 15 - Un cahier des charges arrêté par le Premier ministre ou le ministre délégué par lui fixe, après avis de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française, pour l'établissement public et pour chaque société nationale, à l'exclusion de toute emprise d'intérêts économiques privés, les objectifs à atteindre pour l'accomplissement des missions de service public, notamment le développement des réseaux et le volume minimum d'émissions. [12]

Le premier ministre participe à l'établissement du cahier des charges de chaque chaine de télévision, ce qui lui confère un droit de regard sur ce qui est produit et diffusé. Ce rôle est limité, selon l'article 15, à la vérification de « l'accomplissement des missions de service public ». Cependant, il n'y a pas encore de contrôle extérieur de la télévision comme c'est le cas avec le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel aujourd'hui. Plusieurs projets de régulation de l'audiovisuel sont évoqués depuis le début des années 1960 (« Comité de contrôle des émissions » (1962), évocation d'une « Haute autorité » par la commission Paye (1970), « Haut conseil de l'information » (1972) …) sans qu'aucun ne voit le jour. Le contrôle reste, à ce moment là, entre les mains du gouvernement.

Malgré la promotion par le pouvoir public d'une nouvelle télévision libre et autonome, ce dernier exerce toujours un contrôle sur les nouvelles chaines en essayant de le rendre moi visible. Ce contrôle est tout de même contraint par la hausse de la diffusion de la publicité à la télévision. En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, les annonceurs s'emparent de la télévision dès la fin des années 1960. En 1975, la publicité représente 50% du financement des trois chaines du

[12] Article 14 et 15 de la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision publié dans le *Journal Officiel* du 8 août 1974. Ces articles apparaissent dans la première section (Action de l'Etat) du chapitre 4 (dispositions communes).

service public. Or, cela affaiblit nettement le contrôle du gouvernement sur les nouveaux diffuseurs. Les chaines de télévision sont même soupçonnées de ne pas totalement maitriser leur politique de programme du fait du pouvoir croissant des annonceurs et de la part conséquente qu'ils représentent dans leur financement. Le nouveau service public est donc contraint d'une part par l'Etat (bien que ce pouvoir s'affaiblisse) et d'autre part par les annonceurs.

Cartes sur table apparait donc à la télévision dans un paysage nouveau de l'audiovisuel français. Elle répond à une mission de service public indiquée dans le cahier des charges d'Antenne 2. Ce dernier mentionne l'obligation suivante : « Des émissions consacrées à la libre expression des formations politiques et d'organisations professionnelles doivent être programmées régulièrement. Y ont accès les formations politiques représentées à l'Assemblée Nationale et au Sénat par au moins 20 parlementaires et les organisations professionnelles représentatives à l'échelon nationale … ». L'émission présentée par Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach répond parfaitement à cette attente puisqu'elle est programmée plusieurs fois par an et donne la parole aux formations politiques les plus importantes de l'échiquier. Cependant, elle est moins en accord avec la deuxième disposition qui mentionne l'accueil des organisations professionnelles. En effet, seuls trois représentants de syndicats (Edmond Maire, André Bergeron et Georges Séguy) sont conviés sur toute la durée de diffusion de *Cartes sur table*. On suppose donc que d'autres émissions existant sur Antenne 2 sont plus spécifiquement consacrées à l'expression des représentants des organisations professionnelles.

L'éclatement de l'ORTF est prometteur d'une nouvelle liberté pour la télévision française et d'autant plus pour les émissions politiques puisque l'Etat doit observer une position nettement moins interventionniste. Cependant, comme nous l'avons dit plus haut, l'Etat est encore très impliqué dans le fonctionnement des chaines de télévision puisqu'il en nomme les présidents. Cela montre qu'à travers une personne, l'Etat peut donner des prérogatives et s'assurer un certain pouvoir. Si les contraintes donner par le gouvernement ne sont pas respectées, le président de la chaîne peut certainement être contraint de quitter ses fonctions au profit d'une nouvelle personne. Les contraintes du gouvernement et, de façon plus large, du monde politique sont également ressenties dans le milieu journalistique comme nous allons le voir.

B. Fin du monopole d'Etat : une nouvelle liberté journalistique ?

La liberté nouvelle que promet l'éclatement de l'ORTF n'est pas si évidente que cela, comme nous l'avons montrer plus haut. Le nouveau service public reste, en partie, sous contrôle de l'Etat et aucune organisation extérieure n'est créée pour le réguler. Nous pouvons alors nous demander si les journalistes et, plus spécifiquement, les journalistes politiques peuvent exercer leur métier plus librement qu'auparavant. C'est un point important pour nous puisque *Cartes sur table* est animée et produite par deux journalistes politiques et qu'il est intéressant de connaitre leur niveau d'indépendance par rapport au gouvernement. En effet, nous avons vu que la chaine de télévision Antenne 2 était tenue de recevoir les diverses sensibilités politiques et de leur donner la parole. Cependant, rien n'est mentionné sur l'égalité de durée, sur les conditions de réception etc. Ici, l'enjeu est de comprendre la relation entre les journalistes et le pouvoir politique et de voir le déplacement des contraintes qui sont passées de contraintes officielles à des contraintes officieuses.

Marcel Jullian, fondateur et ancien président d'Antenne 2 confie dans son ouvrage *La télévision libre*[13], la circulation d'un document nommé « Les dix commandements des journalistes » au sein des journalistes d'Antenne 2. Ceux-ci sont très explicites sur l'ambiance qui régnait sur le nouveau service public et sur la liberté relative dont ils bénéficiaient.

> Avant tout reportage :
> Voir si Michel Bassi a quelque chose à en dire.
> Voir si Raymond Barre n'a rien à dire sur le sujet.
> Voir si Valéry Giscard d'Estaing ne va rien dire sur le sujet.
>
> Pendant tout reportage :
> Poser des questions dures, mais ne pas faire de peine à l'interviewé
> Si malgré tout, on veut lui faire de la peine, consulter un avocat avant
> Ne jamais dire « C'est faux ! », certains comprendraient « menteurs »
>
> Après tout reportage :
> Toujours montrer son commentaire à la rédaction en chef AVANT … même si ça ne sert à rien APRÈS

[13] JULLIAN Marcel, La télévision libre, Paris, Idées Gallimard, 1981, 224 p.

> Fouiller les sujets et aller à l'essentiel, ce n'est pas contradictoire : on peut expliquer la politique européenne de Suarez en 30 secondes.
> Ne pas pleurer si la rédaction en chef frappe un sujet jugé « douteux »… Vous n'êtes pas le premier : depuis le 1er janvier 1977, 360 ont pris le chemin du placard!
>
> Avant, pendant, après :
> Ne jamais utiliser de gants en papier Q pour parler aux Mouchemerdes, ils croiraient qu'on veut les gifler. »

Les journalistes dénoncent une à une toutes les personnes qui peuvent être des censeurs vis à vis de leur travail. On retrouve dans un premier temps Michel Bassi, ancien journaliste et présentateur de *À armes égales*, il est depuis 1976 le porte-parole de Valéry Giscard d'Estaing et donc un allié du gouvernement. La deuxième personne visée est le premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing : Raymond Barre. On retrouve ensuite le président de la République lui-même. Les journalistes affirment qu'avant tout reportage, il faut s'assurer que ces trois personnalités n'auront rien à redire à propos du sujet choisi et à la façon dont il a été traité sous peine de recevoir des remontrances. L'équipe journalistique d'Antenne 2 informe ensuite sur les précautions à prendre pendant les reportages. Le plus important est de ne pas importuner la personne interviewée. On comprend que « l'interviewé » dont il est question ne désigne pas une personne lambda mais très certainement une personnalité publique ou politique. On suggère de « consulter un avocat » en cas d'interview ou de reportage un peu engagé pour se prémunir de certains risques. On conseille également de ne pas s'opposer trop frontalement à cet « interviewé » pour ne pas se faire accuser de comportement déplacé. Enfin, après tout reportage, c'est la rédaction en chef qu'il faut consulter et à qui il faut rendre des comptes. Elle apparait comme le dernier rempart du gouvernement en terme de censure. C'est cette rédaction qui, en dernier recours, peut décider de ne pas diffuser un sujet qui causerait trop de tort au gouvernement. Or, en 1977, la responsabilité de l'information est attribuée à Jean-Pierre Elkabbach, fortement soupçonné au sein de la rédaction d'être très proche du pouvoir en place. On comprend alors l'ironie des journalistes dans leur « Dix commandements ».
Bien qu'il faille prendre du recul par rapport à ce document puisqu'on ne sait pas combien de journalistes d'Antenne 2 y ont adhéré, il permet tout de même de comprendre qu'il n'est pas question d'une totale liberté pour eux après l'éclatement de l'ORTF. En effet, des contraintes sont toujours exercées par le pouvoir politique et en interne, par la direction de la rédaction.

Le jeu d'opposition qui existe entre journalisme et pouvoir politique dépend finalement du niveau d'influence du journaliste au sein de la rédaction. En effet, plus le journaliste occupe une place importante, plus l'opposition avec le pouvoir politique s'estompe en apparence. Les journalistes comme Alain Duhamel ou Jean-Pierre Elkabbach ne s'exposent pas à la même opposition que les journalistes chargés de faire les reportages pour le journal télévisé de 20 heures par exemple. En effet, ils doivent plutôt entretenir des relations de proximité avec le pouvoir pour obtenir les informations qu'ils souhaitent. C'est là que l'on trouve la plus grande différence entre ces deux « catégories » de journalistes. Tandis que les uns souhaitent s'opposer au gouvernement et dénoncer certaines pratiques de manière très frontale, les autres vont plutôt se rapprocher des hommes politiques (de gouvernement et d'opposition), sans les froisser et en cachant certaines informations pour conserver une place de choix auprès d'eux. Ainsi, les personnalités politiques participent volontiers à leurs émissions, leur livrent l'exclusivité de certaines informations et facilitent leur ascension dans la profession.

Cette proximité avec le pouvoir a été reprochée de nombreuse fois à Jean-Pierre Elkabbach qui a été soupçonné de devoir sa place de directeur de l'information d'Antenne 2 au gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing. *Libération* fait état de ces soupçons en janvier 1977[14] : « On raconte que l'Elysée aurait conseillé à Marcel Jullian de nommer Jean-Pierre Elkabbach en remplacement de [Charles] Baudinat soudain forcé de quitter ses activités ». Il est loin d'être le seul quotidien à partager cette nouvelle. Cependant, le journaliste présentateur de *Cartes sur table* se défend d'avoir entretenu des relations personnelles avec le président[15]. Il affirme par ailleurs qu'il le regrette et explique qu'aux Etats-Unis, il est courant pour les journalistes haut placés de téléphoner ou de déjeuner avec le président. Il ajoute qu'aujourd'hui en France, cette pratique se répand également et qu'elle est plutôt bien vu voire qu'elle justifie le travail des journalistes et la véracité de leur propos.

Les relations entre journalistes et hommes politiques reposent sur une double-dépendance selon l'expression employée par Patrick Champagne[16]. En effet, les journalistes ont besoin de maintenir d'étroites relations avec les hommes politiques pour obtenir certains avantages que nous avons mentionnés plus haut (exclusivité de certaines informations, ascension professionnelles etc.).

---

[14] Article publié dans Libération le 12 janvier 1977 disponible à l'Inathèque dans le carton n°00014468-017.

[15] Voir AVRIL Nicole, ELKABBACH Jean-Pierre, Taisez-vous Elkabbach, Paris, Flammarion, 1992, 348p.

[16] CHAMPAGNE Patrick, *La double dépendance : sur le journalisme*, Paris, Raison d'agir, 2016

L'inverse est également vrai : les hommes politiques ont besoin des journalistes pour obtenir de la visibilité. Ce sont les journalistes qui mettent en scène les hommes politiques et qui les aident à se façonner une image auprès du public. Cependant, les émissions proposées par les journalistes ne sont pas toujours à la hauteur des attentes des hommes politiques. Nous retrouvons cette idée dans les propos tenus par Jean-Pierre Elkabbach dans le quotidien *Sud-Ouest* datant du 13 mars 1981.

> Chaque candidat voulait trouver chez nous, un miroir qui sublime sa propre image. Les journalistes de l'audiovisuel dans un débat, jouent le rôle d'avocat du diable qui rappellent aux candidats ce qu'ils ont déjà dit ou fait. Ceux ci n'acceptent pas et nous traite comme des adversaires. […] Coups de téléphone avant l'émission, un peu d'intimidation ou de menace pendant la séance de maquillage, un comportement méprisant durant le débat…

Sur un plateau de télévision, l'avantage revient aux journalistes et dans le cas de *Cartes sur Table* tout particulièrement puisque les deux présentateurs sont également les producteurs. Ce sont donc eux qui décident de la mise en scène comme nous l'avons déjà vu mais également des questions posées et du déroulé global de l'émission. Comme le dit Jean-Pierre Elkabbach, les personnalités invitées souhaitent trouver un espace d'expression qui leur permette de se sublimer. Cependant, ils sont face à des journalistes qui les interrogent parfois sur des points peu clairs de leur discours ou de leur comportement. *Cartes sur table* n'est pas un espace consacré à la libre parole et à la propagande de chacun, il y a un adversaire qui se s'exprime à travers les voix de Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel. Les questions des journalistes sont parfois vue comme des attaques par les hommes politiques qui réagissent alors par des pressions et/ou des menaces en coulisses comme l'explique Jean-Pierre Elkabbach dans les propos cités. Il explique également dans une interview livrée à *Télérama*[17] que Jacques Chirac n'avait pas supporté certaines questions lors d'un passage à l'émission et lui avait lancé « Je ne vous raterai pas ». Alain Duhamel confirme les propos tenus par son collègue dans l'un de ses ouvrages[18]. Il raconte qu'après avoir posé une question sur la peine de mort à François Mitterrand (point très important de son programme), plusieurs de ses collaborateurs lui ont fait de sévères reproches, considérant qu'elle nuirait à leur candidat. Le principal concerné a, au contraire, remercié le journaliste pour sa question, « ce qui ne dissuadera

---

[17] Interview parue dans *Télérama* (n°1579) la semaine du 16 avril 1980.

[18] DUHAMEL Alain, Derrière le miroir, les hommes politiques à la télévision, Paris, Plon, 2001, p.323

pas pour autant certains des siens d'assouvir peu après leur vengeance. » selon les propos d'Alain Duhamel.

Les sanctions ne sont pas directes et la liberté de parole des journalistes est pleine en apparence. Cependant, les hommes politiques de tout bord (gouvernement et opposition) disposent de moyens de pression contre les journalistes comme nous l'avons vu. Les contraintes se sont alors déplacées en passant d'interdits officiels à des interdits plus officieux.

Pour conclure sur cette question de la liberté des journalistes après l'éclatement de l'ORTF, je m'appuierai de nouveau sur les propos du réalisateur de l'émission *Cartes sur table*.

> C'est vrai, ils [les journalistes] sont souvent enfoncés. On parle souvent de la dureté des débats anglo-saxons. En France, en ce moment, l'agressivité n'est pas politique mais spectaculaire. Les candidats jouent la provocation pour renforcer leur image de marque. […] Cela fait partie du jeu de tenter d'isoler Elkabbach qui, comme responsable de l'information, a en fait davantage de poids et de pouvoir. […]. [Après l'émission] c'est la récréation. Marchais est resté à plaisanter avec les deux journalistes qu'il roulait dans la poussière devant les caméras. Giscard a visité en détail la régie, serrant les mains et bavardant. Chirac se transforme en petit plaisantin. Ils rient, ils se défoulent.[19]

À travers ces confidences, Jean Cazenave nous permet de prendre du recul sur les rapports entre les journalistes et les hommes politiques. Finalement, ces relations s'apparentent à un grand « jeu de dupes » où chacun se sert de l'autre à sa convenance. Les hommes politiques s'achètent une image en essayant d'attaquer les journalistes à l'écran et ces derniers font la même chose. On assiste à une lutte de représentation qui n'a pas beaucoup de sens en dehors de l'écran. Cependant, les tensions et les menaces qui prennent place en coulisse font partie du système de dépendance qui existe entre les deux parties. Les relations sont tout de même cordiales comme l'explique le réalisateur. Une fois les caméras éteintes, les échanges sont agréables et les plaisanteries prennent places.

La liberté des journalistes après l'éclatement de l'ORTF est donc relative et dépend du statut des journalistes. Certaines contraintes du gouvernement existent encore même si elles sont plus effacées. Les rédactions semblent tenues de respecter certaines règles et ne peuvent traiter tous les sujets comme elles le souhaitent. Les relations entre journalistes politiques et hommes politiques se

[19] Interview de Jean Cazenave parue dans le magazine *Télérama* la semaine du 18 avril 1981 (n°1631).

développent mais doivent rester discrètes sous peine de reproches de la part de la profession. Cependant, elles paraissent indispensables pour chacune des parties qui se servent amplement l'une de l'autre. Pour conclure sur cette idée, nous pouvons dire que la liberté n'est pas totale puisque une grande dépendance existe entre journalistes et politiques après l'éclatement de l'ORTF.

L'objet de ce chapitre était de présenter de manière globale l'émission *Cartes sur table* et de montrer qu'elle constituait un renouveau de la politique à la télévision. Nous avons vu que *Cartes sur table* s'inscrivait entre tradition et innovation. Elle reprend un format déjà existant (celui de l'entretien) tout en amenant des nouveautés par sa mise en scène et par le profil de ses présentateurs. L'autre particularité majeure de cette émission est qu'elle est la première à être diffusée après l'éclatement de l'ORTF. Elle est donc créée pour répondre à des obligations du nouveau service public et doit s'adapter à de nouvelles contraintes. Ce nouveau paysage de l'audiovisuel français comporte également une espérance d'accroissement des libertés. Nous avons vu, à travers le journalisme, que cette liberté n'est pas totale puisque l'exercice du métier, en particulier celui des journalistes politiques, repose sur une interdépendance avec les personnalités politiques.

Chapitre 2

Cartes sur table en période électorale (1978 et 1981)

Dans ce deuxième chapitre, nous allons nous intéresser aux émissions diffusées durant les campagnes électorales de 1978 et 1981. La période de diffusion de *Cartes sur table* couvre deux échéances électorales importantes que sont les élections législatives de 1978 puis les élections présidentielles de 1981. Durant ces périodes précises, l'émission apparait plus que jamais comme étant une tribune pour les candidats. Le statut de *Cartes sur table* est alors ambiguë : s'agit-il d'une tribune de communication de campagne ou de pré-campagne ? Cet espace important d'expression est-il ouvert à tous ? Ce sont les deux premières questions auxquelles nous allons tenter de répondre dans ce chapitre. Nous interrogerons ensuite la notion du temps de ces émissions avec d'une part le temps accordé aux candidats invités et d'autre part le rythme imposé par chacun lors des émissions.

I. Une émission de pré-campagne sur Antenne 2

A. Campagne ou pré-campagne : un statut ambiguë

Pour comprendre les enjeux d'une émission politique telle que *Cartes sur table* lors des élections, nous allons nous référer une fois de plus à la loi publiée le 8 août 1974 dans le journal officiel suite à l'éclatement de l'ORTF (office de radiodiffusion télévision française). L'article 16 de cette loi précise le rôle et les obligations du service public quand à la diffusion d'émissions spécialisées lors d'échéances électorales.

> Art. 16 - […] Les sociétés nationales sont tenues de produire et de programmer et l'établissement public de diffuser les émissions correspondant aux campagnes électorales. Les prestations fournies à ce titre par les sociétés nationales feront l'objet de dispositions insérées dans les cahiers des charges.
> La radiodiffusion ou la télévision des débats des assemblées parlementaires s'effectue sous le contrôle du bureau de chacune des assemblées.
> Un temps d'antenne égal est accordé aux groupes parlementaires de la majorité et à ceux de l'opposition.

Il est donc inscrit clairement dans la loi que la production et la programmation d'émissions correspondants aux campagnes est une obligation pour le service public. Cependant, nous ne savons pas si *Cartes sur table* répond à cette obligation ou non. En effet, il faut également définir ce qu'est

une campagne électorale et surtout faire la différence entre pré-campagne et campagne officielle. De manière générale, l'expression campagne électorale désigne « l'ensemble des opérations de propagande précédant une élection ou un référendum ; période pendant laquelle ces opérations sont autorisées »[20]. Dans cette définition, aucune durée n'est mentionnée. Une campagne électorale peut donc être très longue si l'on s'en tient à cette définition. La campagne officielle débute généralement deux semaines avant le premier tour d'une élection. Durant ces deux semaines, elle est donc particulièrement encadrée et les règles sont strictes en ce qui concerne les différents moyens d'expression des candidats. Si on se concentre sur la différence entre pré-campagne et campagne officielle à la télévision, on retrouve les mêmes idées. La pré-campagne est assez libre : les émissions comme *Cartes sur table* n'ont pas d'impératifs trop étroits à respecter, notamment sur le temps de paroles des candidats sur le plateau. C'est ce que nous a confié Alain Duhamel lors de notre entretien : « Elle [la réglementation] était moins stricte qu'aujourd'hui mais enfin il y avait, pendant la campagne électorale légale qui est différente de la campagne, il y avait à ce moment là une obligation d'équilibre d'autant plus qu'on était sur le service public. ». Lors de la campagne officielle, les temps d'antenne de chaque candidat sont contrôlés. Une grande partie de cette campagne légale à la télévision prend la forme de spots pré-enregistrés par les candidats et diffusés ensuite sur chaque chaine du service public. En 1981, les spots de campagne étaient diffusés sur toutes les chaines au même moment[21]. Les temps d'antenne par candidat ne devaient pas, à ce moment là, excéder trois heures trente toutes chaines confondues.

Les débats qui ont lieu à *Cartes sur table* ont une grande importance dans le déroulement des campagnes électorales. En effet, ce sont davantage sur des temps longs d'antenne que les électeurs peuvent se faire un avis sur le candidat auquel ils accorderont leur vote. Lors de la conception des spots de la campagne officielle, les candidats sont seuls à défendre leurs idées et n'ont personne pour les contredire où les interroger sur des points très précis de leur programme. C'est donc un exercice qui semble plus facile. Selon Pierre-Emmanuel Guigo, les débats prennent toute leur dimension lorsqu'ils sont proches d'une échéance électorale. C'est à ce moment là qu'ils interpellent le plus et qu'ils peuvent être décisifs. Cependant, il est important de souligner que les

[20] Définition provenant du dictionnaire Larousse en ligne (https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/campagne/12543/locution?q=campagne#151684)

[21] BORELL Alexandre, « La campagne officielle, un programme télévisé sous contraintes, un genre sous influence », *Télévision* 2017/1 (N° 8), p. 57-75.

entretiens avec les candidats, comme le propose *Cartes sur table*, ne font pas l'élection. Ils permettent seulement, dans la plupart des cas, de conforter l'électeur dans son choix pré-établi. L'importance de ces émissions est également soulignée par la presse qui présente le déroulement des campagnes sur les différentes chaines de télévision. Le planning des chaines de télévision pour cette période particulière fait l'objet de conférence de presse de la part des responsables de chaine. Le 25 janvier 1978, le quotidien Le Monde consacre un article à la campagne télévisée intitulée « La campagne sur TF1 et Antenne 2 » :

> La campagne sur TF1 et Antenne 2
> Les responsables des chaînes de radio et de télévision ont fait connaitre le programme des émissions politiques pour les élections. Dans les sociétés nationales, la « pré-campagne » électorale sera suivie de la campagne officielle, qui débutera environ quinze jours avant la date du premier tour, fixé au 12 mars. […]
> En ce qui concerne la « pré-campagne » :
> […] Sur Antenne 2 : Le mercredi après « Question de temps », consacré le 25 janvier à « La France dans dix ans », le magazine « Cartes sur table » de Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel recevra MM. Marchais le 1er février, Chirac le 8 février, Mitterrand le 15, Poniatowski le 22 février.

Le journal confirme les propos tenus plus haut sur le début de la campagne officielle qui a lieu quinze jours avant le premier tour des élections. Il précise également que l'émission *Cartes sur table* est diffusée dans la période de pré-campagne et ne fait donc pas partie de la campagne officielle. L'annonce des participants à ces émissions spéciales est faite mais aucune mention du passage de Raymond Barre, premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, n'est formulée. L'émission du 13 février à laquelle il a participé était pourtant dédiée aux élections législatives de 1978. Cette émission a du être programmée à la dernière minute puisqu'on remarque que les émissions sont prévues chaque mercredi du mois de Février. L'émission de Raymond Barre est diffusée le lundi 13 février et s'intercale entre celles de J. Chirac et F. Mitterrand. On peut penser que cette émission a été programmée en urgence sur la demande du gouvernement.
Pour les élections présidentielles de 1981, on retrouve le même dispositif de présentation de la pré-campagne par les chaines de télévision et notamment par Antenne 2.

La campagne présidentielle sur Antenne 2

M. Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information d'Antenne 2, a présenté jeudi, au cours d'une conférence de presse, les émissions spéciales qu'Antenne 2 consacrera à la préparation de l'élection présidentielle. Elles commenceront le lundi 26 janvier et se prolongeront jusqu'à l'ouverture de la campagne officielle : ainsi, Mme Marie-France Garaud et M. Michel Crépeau inaugureront la série des cinq numéros exceptionnels de « Cartes sur table » destinés à faire connaître les idées des divers candidats.[22]

L'annonce du déroulement de la campagne sur Antenne 2 est faite par Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information sur Antenne 2 et présentateur d'une émission phare de la période électorale : *Cartes sur table*. Il est précisé que les émissions consacrées à la campagne auront lieu entre le 26 janvier 1981 et le début de la campagne officielle. *Cartes sur table* est, de cette manière, exclue de la campagne officielle. Cela justifie que seuls six candidats (deux pour la première émission puis un par émission) participent à l'émission sur une totalité de treize candidats. Un autre article de *L'humanité* confirme les propos tenus par *Le Monde* :

Présidentielles : pas de débat sur A2

La campagne des élections présidentielles débutera sur A2 le 26 janvier. Pour l'essentiel, il s'agira de Cartes sur table durant lesquels les candidats seront interrogés par deux ou trois journalistes avec la participation de la presse écrite.

Les informations diffusées par *L'humanité* ne semblent pas être les bonnes. En effet, le quotidien annonce des émissions avec deux ou trois journalistes alors que *Cartes sur table* a toujours été présentée par deux journalistes exclusivement. De plus, la participation de la presse écrite n'a jamais eu lieu dans *Cartes sur table* et aucun autre quotidien ne mentionne cette information. Le journal ne fait pas non plus de distinction entre campagne officielle et pré-campagne puisqu'il annonce simplement le début de « la campagne des élections présidentielles » sur Antenne 2 le 26 janvier. Le statut de l'émission est donc plus flou ici. On remarque l'ambiguïté du statut de l'émission dans tous les articles cités précédemment. En effet, l'intitulé des articles mentionnent uniquement « la campagne » et/ou le niveau de l'élection (législative ou présidentielle). C'est à l'intérieur des articles que l'on découvre la subtilité entre la pré-campagne et la campagne officielle ainsi que les émissions qui se rattachent à chacune des catégories.

Si on reprend le sens large de la campagne comme nous l'avons défini au début de cette partie, nous pouvons dire que l'émission *Cartes sur table* est une émission de campagne puisqu'elle permet aux candidats présents de faire la promotion de leur programme dans une période très proche des

[22] Article « La campagne présidentielle sur Antenne 2 » paru dans *Le Monde* le 19 janvier 1981

échéances électorales. De plus, cette propagande est autorisée puisqu'elle est diffusée sur le service public et qu'aucune réprimande n'a été effectuée à l'encontre de cette émission. Les différents quotidiens qui présentent le déroulement des campagnes à la télévision généralisent souvent leur titre en parlant de « campagne » puis affinent leur propos en parlant de « pré-campagne » à l'intérieur de l'article. L'émission s'inscrit donc dans la longue durée de la campagne électorale mais appartient officiellement à la pré-campagne. Ce statut lui permet d'être plus libre quand au déroulé de l'émission, ses invités et à la gestion des temps de parole.

B. *Cartes sur table* : une tribune pour tous ?

Comme nous l'avons dit plus haut, *Cartes sur table* est diffusée dans la période que l'on appelle la « pré-campagne » et est donc tenue à des règles bien plus souples en ce qui concerne les temps de parole des candidats à une élection. Le choix des invitations est donc subjectif et dépend davantage de l'importance du candidat et de l'audience potentielle qu'il pourrait faire réaliser à la chaine. Cependant, le cahier des charges d'Antenne 2 précise dans son article 8 quelques règles que les émissions politiques doivent appliquer.

> Article 8 - principales obligations relatives aux programmes
> Des émissions consacrées à la libre expression des formations politiques et d'organisations professionnelles doivent être programmées régulièrement. Y ont accès les formations politiques représentées à l'Assemblée Nationale et au Sénat par au moins 20 parlementaires et les organisations professionnelles représentatives à l'échelon nationale.[23]

La seule obligation des émissions politiques est donc d'accorder un temps de parole aux partis politiques représentés significativement au parlement. On peut donc supposer que les partis politiques de plus petite importance peuvent être invités mais qu'aucune règle n'y oblige les chaines du service public. Le choix est donc laissé aux producteurs des émissions politiques. Cela concorde avec les propos tenus par Jean-Pierre Elkabbach lors de la première émission consacrée aux élections présidentielles de 1981. Il explique que le plateau de *Cartes sur table* ne pourra pas recevoir tous les candidats à l'élection présidentielle par manque de temps. Il se vente tout de même

[23] Cahier des charges d'Antenne 2 (1978) disponible à l'Inathèque - Carton n°00013513021

de donner la possibilité à de « petits candidats » de participer à l'émission. Sans cette initiative, affirme-t-il, ces candidats seraient totalement absents du débat pour la présidentielle. Il explique donc ce geste par une volonté, de la part des présentateurs, de respecter la démocratie. Nous verrons au fil de cette partie que ces propos sont à nuancer. Les deux seuls petits candidats invités le sont lors de cette première émission « spéciale présidentielle » diffusée le 26 janvier 1981. Marie-France Garaud et Michel Crépeau se partagent alors le temps d'une émission en étant interrogés tour à tour par les deux journalistes. Marie-France Garaud fait partie du Rassemblement pour la République (RPR) dont le chef de file est Jacques Chirac. Elle se place en dissidente et souhaite se détacher de lui pour proposer une alternative aux électeurs. Elle est donc issue d'un groupe bien représenté au parlement mais n'en est pas la représentante principale. On peut alors se poser la question de sa légitimité à être invitée sur le plateau de *Cartes sur table* si l'on s'en tient au cahier des charges d'Antenne 2. Michel Crépeau quand à lui se présente sous l'étiquette Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG) qui ne dispose que de dix députés à l'Assemblée nationale. Il n'y donc aucune obligation à lui donner la parole sur le service public.

La question qui se pose est celle de l'établissement du choix entre chaque candidat puisque seulement six d'entre eux sur les dix qui se présentent sont invités à l'émission. Un des éléments de réponse est donné par Roland Cayrol[24] dans le cadre d'une interview accordée au magazine mensuel *Antennes*. Il est alors interrogé sur les élections législatives de 1978.

> Question : Qu'en est-il, enfin, des fameuses pressions, ou opérations séduction des partis vis à vis des chaines en période électorale ?
> Réponse : Les pressions sont plus fortes, cela parait évident. Chaque candidat a son équipe dont le travail est d'avoir tous les jours des contacts avec les chaines pour faire savoir que son candidat dit des choses fondamentales. Cela a bien commencé. Les petits peut-être plus que les grands. Est-ce que pour autant cela marche mieux, je dirais presque le contraire, le fait qu'il y ait beaucoup de candidats qui fassent pression, cela donne en même temps une arme aux journalistes pour dire : vous n'êtes pas tout seul, on fera ce qu'on pourra ; c'est presque plus facile, il me semble, en campagne électorale, de refuser des demandes pressantes qu'en période normale car les chaînes ont cet argument technique de quantité de demandes et de la durée des émissions. Les journalistes font alors plus facilement le tri. Même si, délibérément, ils parlent des grands, prétextant le suffrage universel et les majorités.

[24] Roland Cayrol est conseiller pour les études politiques à l'Institut Louis Harris France et chargé de recherche à l'institut des études politiques.

Les grands candidats sont évidemment préférés puisqu'ils parlent à un plus large public et vont donc rassembler plus de téléspectateurs. Le choix de leur participation est donc évident et indispensable. En effet, on peut facilement comprendre qu'un candidat ayant des intentions de vote entre 15% et 20% est plus susceptible d'être invité qu'un candidat en récoltant 1% à 3%. Pour donner une idée de l'importance des candidats invités, nous avons dressé un tableau présentant les candidats ayant participé à l'émission *Cartes sur table* en 1978 et en 1981 ainsi que les résultats qu'ils ont obtenu au premier tour de chaque élection.

Parti politique	Représentant	Résultats à l'élection
PCF	G. Marchais	20,61 %
RPR	J. Chirac	22,54 %
UDF	R. Barre	19,63 %
PS	F. Mitterrand	22,79 %
UDF	M. Poniatowski	19,63 %

Tableau n°2 - Tableau des résultats aux élections législatives de 1978 des participants à *Cartes sur table* (pré-campagne)

Parti politique	Représentant	Résultats à l'élection
UDF	V. Giscard d'Estaing	28,32 %
PS	F. Mitterrand	25,85 %
RPR	J. Chirac	18 %
PCF	G. Marchais	15,35 %
MRG	M. Crépeau	2,21 %
RPR	M-F. Garaud	1,33 %

Tableau n°3 - Tableau des résultats aux élections présidentielles de 1981 des participants à *Cartes sur table* (pré-campagne)

Ce tableau montre bien que les candidats ayant les intentions de vote les plus importantes sont systématiquement invités. Les petits candidats doivent donc se battre davantage pour obtenir leur place dans l'émission. C'est ce qu'explique Roland Cayrol : finalement la difficulté pour eux est de se démarquer réellement. Ils sont plus nombreux que les candidats des partis majoritaires donc il est plus simple pour les chaines du service publique de brandir la carte du trop grand nombre. Il est très compliqué pour les petits candidats de faire pression puisqu'avec l'effet de multiplication, les pressions ne sont plus efficaces. La séduction l'est peut-être d'avantage mais là encore, il faut se détacher et expliquer ce que son candidat à de plus que les autres. En effet, on ne sait pas ce qui justifie d'inviter Marie-France Garaud ou Michel Crépeau plutôt que Brice Lalonde (Mouvement d'Écologie Politique) qui réalise un score à 3,88% ou Arlette Laguiller (Lutte

Ouvrière) qui parvient à rassembler 2,3% des électeurs. Ce choix repose-t-il uniquement sur la communication et les conseillers des candidats ? Il n'est pas évident de répondre à cette question.
Alain Duhamel nous livre une anecdote d'une grande importance pour nous dans son ouvrage *Derrière le miroir, les hommes politiques à la télévision*[25] à propos de Marie-France Garaud et de sa participation à l'émission du 26 janvier 1981. Il explique qu'elle est un véritable « animal politique » et qu'elle est prête à beaucoup de choses pour obtenir ce qu'elle souhaite. L'exemple qu'il donne dans son ouvrage est assez révélateur :

> Marie-France Garaud nous invite à déjeuner pour nous apprendre qu'elle a décidé de participer à notre émission : ce n'est pas une requête mais une information. Elle nous fixe même la date la plus opportune, selon elle. Comme nous lui préférons Simone Veil pour ce rendez-vous là, elle n'hésite pas à appeler la présidente du parlement européen pour lui demander de s'effacer et de lui céder la place ; pendant que celle-ci, interloquée, s'interroge poliment, Marie-France Garaud, déjà triomphante, nous explique que tout est arrangé selon ses voeux et qu'il nous suffit d'entériner sa manoeuvre.

On comprend donc avec l'exemple de Marie-France Garaud que la manoeuvre politique est reine pour obtenir sa place au sein d'une émission quand on ne fait pas partie des candidats privilégiés. Alain Duhamel explique que beaucoup d'hommes politiques ont essayé de manoeuvrer pour obtenir la date qui les arrangeait le plus mais qu'aucun n'avait osé s'imposer de cette manière. On peut ici prendre l'exemple de François Mitterrand que nous étudierons un peu plus tard et qui a, à plusieurs reprises, demandé de déplacer la date initialement prévue de son passage à l'émission. Les candidats recherchent les dates les plus avantageuses selon eux et surtout selon leur conseiller en communication.

Au delà des invitations accordées ou non aux candidats, on retrouve une différenciation au sein même de l'émission. En effet, chacun ne dispose pas exactement du même temps de parole et on observe une différence de rythme en fonction des candidats. Cela est encore une fois révélateur de l'importance accordée à chacun mais aussi de la capacité des candidats à communiquer et à s'imposer.

---

[25] DUHAMEL Alain, *Derrière le miroir, les hommes politiques à la télévision*, Paris, Plon, 2001, p.323

II. Notion de temporalité à *Cartes sur table* : temps accordé et rythme imposé

A. La différentiation des candidats par le temps

Cartes sur table joue un rôle important dans lors des échéances électorales comme nous l'avons montré précédemment. Cependant, elle n'est pas une tribune ouverte à tous et se met à la disposition de certains candidats seulement. Nous allons nous concentrer de manière plus précise sur les différenciations qui existent entre les invités et ceux qui ne le sont pas. Pour cela, il est important de faire un récapitulatif sur l'ensemble de la période de diffusion de *Cartes sur table*. Cela permet de visualiser l'importance accordée aux différents hommes politiques de cette époque. Nous avons donc dressé un tableau exposant les invités qui se sont présentés (ou qui ont représenté un parti politique) à l'élection législative de 1978 et/ou à l'élection présidentielle 1981. Ce tableau permet de comparer le nombre d'invitations dont ils ont bénéficié sur toute la période de *Cartes sur table*.

Candidat	Nombre d'invitation	Parti politique / Fonction	Année(s) de passage à l'émission
Raymond Barre	6	Premier ministre (UDF)	1977, 1978 (3), 1979, 1980
Georges Marchais	6	Secrétaire général du PCF	1977, 1978, 1979, 1980 (2), 1981
François Mitterrand	5	Premier secrétaire du PS	1977, 1978 (2), 1980, 1981
Jacques Chirac	5	Président du RPR	1977, 1978, 1979, 1980, 1981
Michel Poniatowski	1	Président d'honneur de l'UFR	1978
Marie-France Garaud	1	Membre du RPR	1981
Michel Crépeau	1	Président du MRG	1981
Valéry Giscard d'Estaing	1	Président de la République	1981
Michel Debré	1	Membre du RPR	1980

Tableau n°4 - Tableau de la liste des invités s'étant présentés (ou ayant représenté un parti politique) à au moins une des élections de 1978 ou 1981, leur fonction et le nombre de participation à l'émission.

La première remarque que l'on peut faire est que la totalité de l'échiquier politique n'est pas représentée à travers les personnes invitées à l'émission. De plus, on observe de grandes disparités

entre les candidats. En effet, Raymond Barre et Georges Marchais sont invités six fois chacun ce qui fait d'eux les personnalités ayant cumulés le plus d'émissions sur toute la période de diffusion. À l'inverse, Marie-France Garaud, Michel Debré et Michel Crépeau ne sont invités qu'une fois. L'unique invitation de Valéry Giscard d'Estaing se comprend par sa fonction de Président de la République. Il n'intervient à *Cartes sur table* qu'au moment des élections présidentielles pour défendre son renouvellement de mandat. Michel Poniatowski[26] est invité une fois également pour représenter le parti de l'UDF lors des élections législatives de 1978. Michel Debré, candidat à l'élection présidentielle de 1981 n'est invité qu'en 1980 et ne bénéficie donc pas de *Cartes sur table* pour défendre sa candidature. Tous les candidats issus de parti de petite importance (Lutte Ouvrière, Parti Radical, Front National, Mouvement d'écologie politique…) sont totalement absents du plateau de l'émission sur toute sa période de diffusion. À l'inverse, les quatre plus grands partis (PCF, UDF, PS et RPR) sont conviés très régulièrement à participer aux débats nationaux à travers le plateau de *Cartes sur table*. Ce tableau montre qu'un véritable choix est fait de la part des présentateurs de donner la parole aux partis politiques les plus importants sur toute la période de diffusion de l'émission.

Nous allons nous re-concentrer uniquement sur les périodes électorales. Si l'on se réfère à la figure n°9, on remarque que pour les élections législatives de 1978, seuls quatre parties étaient représentés à *Cartes sur table*. On dénombre au total vingt-sept listes, sous diverses étiquettes, présentées à cette élection. L'exposition par l'émission des choix qui s'offrent aux électeurs est donc très limitée. Beaucoup de partis politiques sont exclus du débat de pré-campagne proposé par *Cartes sur table*. Pour les présidentielles de 1981, la représentativité n'est pas non plus complète comme nous l'avons mentionné plus haut puisque seul six des dix candidats ont pu s'exprimer sur le plateau de l'émission.

Nous allons maintenant regarder dans le détail les temps accordés aux candidats invités sur le plateau de *Cartes sur table*. Là encore, des différences sont à mentionner. L'égalité de temps de parole n'est pas parfaite, ce qui est permis par le statut de pré-campagne de l'émission. En 1978, les candidats invités sur le plateau disposent d'une durée allant d'une heure et six minutes (pour Raymond Barre le 11 janvier) à une heure et vingt minutes (pour François Mitterrand le 15 février).

[26] Michel Poniatowski fut nommé Ministre de l'intérieur en 1974 suite à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Il quitte ses fonctions en 1977 après l'échec de la majorité aux élections municipales. Il se consacre en 1978 à la fondation du parti de l'Union pour la démocratie française (UDF) qui a pour but de soutenir le président en place. Il devient le président d'honneur de ce nouveau parti.

La différence est assez importante pour être soulignée puisqu'un quart d'heure de temps de parole supplémentaire est tout de même signifiant. De plus, lors des émissions consacrées aux élections législatives de 1978, le parti du gouvernement (UDF) est représentée 2 fois entre 1er février et le 22 février. Raymond Barre est invité une première fois le 13 février puis Michel Poniatowski est convié le 22 février. Les autres partis représenté lors des émissions ne disposent que d'un passage.
Cependant, c'est en 1981 que l'on remarque les différences les plus marquées. Le tableau ci-dessous expose le temps de parole accordé à chaque candidats et la date de leur passage aux *Cartes sur table* consacrés à l'élection présidentielle[27].

Candidats invités	Temps de parole accordé	Date de l'émission
Marie-France Garaud	0h51	26/01/1981
Michel Crépeau	0h44	26/01/1981
Jacques Chirac	1h20	09/03/1981
François Mitterrand	1h20	16/03/1981
Georges Marchais	1h31	23/03/1981
Valéry Giscard d'Estaing	1h13	30/03/1981

Tableau n°5 - Tableau présentant les temps de parole et les dates de chaque émissions de *Cartes sur table* diffusées à l'occasion des présidentielles de 1981.

Les temps d'émission vont ici du simple au double avec quarante quatre minutes pour Michel Crépeau et une heure trente pour Georges Marchais. Seuls deux candidats disposent d'une égalité de temps de parole : Jacques Chirac et François Mitterrand. Marie-France Garaud et Michel Crépeau se partagent une émission et voient donc leur possibilité d'expression réduite de moitié. Il y a donc une réelle différentiation entre les candidats invités. Il faut souligner également la participation de Jean-François Deniau à *Cartes sur table* le 9 Février 1981. Nous ne le prenons pas en compte dans les tableaux consacrés à l'élection présidentielle puisqu'il n'est pas candidat. Cependant, il fait parti du gouvernement de Raymond Barre en tant que ministre chargé des Réformes administratives et il appartient au parti de l'UDF ce qui fait de lui un soutien de Valéry Giscard d'Estaing. Sa participation à l'émission est intégrée dans les émissions de pré-campagne qui commencent le 26 janvier et qui s'achèvent le 30 mars. C'est une façon pour le parti du

[27] Les temps de parole présentés dans la Figure n°12 ne correspondent pas aux temps d'émission annoncées par l'Inathèque. En effet, plusieurs d'entre elles sont sujettes à des problèmes d'enregistrement. Il a donc fallu recalculer un temps de parole exact en prenant en compte les différents problèmes de chaque émission.

président sortant d'occuper davantage la scène médiatique. Même si le candidat officiel du parti ne se présente à l'émission que le 30 mars, un de ses partisans est envoyé à l'émission pour défendre ses intérêts. On peut voir cela comme une inégalité supplémentaire entre les différents candidats.
La dernière différence qui est à mettre en évidence est celle du timing de diffusion des émissions. En effet, le *Cartes sur table* partagé entre Marie-France Garaud et Michel Crépeau est diffusée au tout début de la pré-campagne organisée par Antenne 2. La date du 26 janvier 1981 est assez éloignée de l'échéance électorale. À l'inverse, les quatre grands candidats disposent d'une diffusion au mois de mars 1981 soit plus d'un mois après le passage des deux premiers candidats. Le mois de mars est plus propice à ce que les électeurs se souviennent de leur performance puisqu'il est bien plus proche de la date des élections présidentielles dont le premier tour à lieu le 26 avril 1981. On a encore une fois un désavantage des petits candidats par rapport à ceux qui sont considérés comme plus importants et plus représentatifs.

Pour terminer sur cette idée du temps accordé à chacun des candidats, nous allons revenir sur le propos de Jean-Pierre Elkkabach présenté dans la parti précédente. Le présentateur justifiait le fait de ne pas recevoir tous les candidats par manque de temps. Finalement, on remarque que cinq émissions sont consacrées à la pré-campagne de l'élection présidentielle et que cette dernière propose dix candidatures différentes. Si chaque émission était partagée par deux candidats comme c'est le cas pour Marie-France Garaud et Michel Crépeau, toutes les candidatures pourraient disposer d'un temps de parole à peu près égal. Nous avons donc bien un choix de la part des présentateurs de l'émission de favoriser les représentants des plus grands partis politique français.

B. Le rythme comme révélateur d'autorité

Pour montrer leur pouvoir et leur capacité à dominer un dialogue, les hommes politiques trouvent à travers les journalistes, de bons adversaires. Les émissions comme *Cartes sur table* où les hommes politiques se retrouvent en confrontation avec les journalistes leur permettent de dévoiler toutes leurs capacités à imposer une forme de pouvoir. Il est alors commun de voir les hommes politiques remettre en question toute proposition faite par les journalistes en ce qui concerne les thèmes à aborder. En effet, si on se concentre sur les propos des invités, les journalistes ne posent jamais la bonne question ou, en tout cas, pas de la bonne manière.Ces reproches constants

faits aux journalistes de la part des hommes politiques permettent d'instaurer un rythme dans l'émission. C'est une opportunité pour eux de prendre le contrôle de l'émission en ce qui concerne la gestion du temps.

Le contrôle de l'émission est attribué, de prime abord et logiquement, aux journalistes présentateurs de l'émission. Si l'on s'en tient aux propos de Pierre Bourdieu, les journalistes ont le pouvoir de diriger, de poser les questions et de distribuer les temps de parole. Or, ces propos peuvent être vrais dans le cadre d'une interview d'une personne tiers non habituée aux plateaux de télévision. Il n'en est pas tout à fait de même lorsque les invités sont des personnalités politiques. Ces derniers cherchent à s'imposer ce qui amène à une sorte de lutte entre les deux camps pour prendre le contrôle de l'émission. Cette lutte, plus ou moins animée selon les candidats reçus, instaure un rythme au sein des différents numéros de *Cartes sur table*.

Nous allons nous intéresser de manière spécifique aux émissions diffusée en 1981. Le nombre de candidats invités étant plus important qu'en 1978, l'étude que nous allons faire sera plus significative qu'avec les émissions de 1978. Nous avons dressé un tableau indiquant le temps de parole accordé, le nombre de questions posées et le temps de réponse moyen de chaque candidat. Ce tableau permet de mettre en évidence les différences de rythme donné à l'émission.

Invité	Temps de parole	Nombre de question	Temps de réponse moyen
Valéry Giscard d'Estaing	1h13	44	1'39
Michel Crépeau	0h44	21	2'05
Marie France Garaud	0h51	32	1'35
François Mitterrand	1h20	42	1'54
Jean-François Deniau	1h09	40	1'43
Jacques Chirac	1h20	35	2'17
Georges Marchais	1h31	31	2'56

Tableau n°6 - Tableau des temps de parole, nombre de question et temps de réponse moyen de chaque candidat ayant participé à *Cartes sur table* en 1981.

Les temps de réponses moyen des candidats sont variés allant d'une minute trente cinq secondes pour Marie-France Garaud à deux minutes cinquante six secondes pour Georges Marchais. Georges Marchais, avec son heure trente d'émission (soit la plus longue d'entre elles) est

un de ceux à qui les journalistes posent le moins de questions puisqu'il monopolise beaucoup plus la parole que les autres candidats. Il laisse le moins de temps possible aux journalistes pour qu'il puisse s'exprimer et arriver sur les sujets qui l'intéressent. C'est une façon de démontrer sa capacité à s'imposer face aux journalistes. Si on reprend le concept de lutte de représentation entre journaliste et homme politique, Georges Marchais fait une démonstration de force en multipliant les longs monologues mettant les journalistes en incapacité de reprendre la main sur l'émission. C'est lui qui dirige l'émission et qui impose son rythme. À l'inverse, Valéry Giscard d'Estaing est celui à qui les journalistes parviennent à poser le plus de questions alors que son passage à *Cartes sur table* dure un quart d'heure de moins que celle du candidat communiste. Son temps de réponse moyen est parmi les moins élevés. Si l'on se concentre uniquement sur les temps de réponse moyen des candidats, on remarque que Georges Marchais est celui qui parvient le plus à s'imposer et qui prend le plus de place sur le plateau. À l'inverse, Marie-France Garaud serait celle qui parvient le moins à garder la parole et qui aurait donc la plus faible autorité.

Il faut ici se poser la question de ce qui fait l'autorité des candidats. En effet, on peut considérer que ce qui fait autorité est de parvenir à conserver la parole le plus longtemps possible pour exposer ses idées sans être coupé par les journalistes, comme nous venons de le voir. Cependant, nous pouvons aussi considérer que l'autorité provient du fait d'aborder le plus de sujets possible et donc de compter le plus d'interventions possibles. Si les candidats parviennent à boucler des sujets de façon rapide et nette, cela leur laisse plus de place pour aborder tous les sujets qu'ils souhaitent. De plus, c'est là encore une démonstration de force : le candidat empêche les journalistes de le mettre en difficulté lorsqu'il répond de manière nette et assurée à une question. Il clôt le débat et donne l'impression qu'il maitrise totalement le sujet dont il parle. Il impose donc aux présentateurs de changer de sujet en utilisant une phrase bien connue « Je viens de vous répondre à ce sujet ». Si l'on se place de ce point de vue, Marie-France Garaud est celle qui parvient à prendre l'autorité sur les journalistes tandis que Georges Marchais s'enferme dans des réponses extrêmement longues et réduits le nombre de sujets dont il pourrait discuter.

Le rythme de l'émission dépend également des journalistes et de la manière dont ils s'imposent face aux personnalités politiques qu'ils reçoivent. Pour que l'émission soit vivante et que les téléspectateurs accrochent à ce qui se joue à l'écran, les deux présentateurs ne doivent pas

laisser les candidats tenir des discours trop longs. De plus, ils doivent s'imposer et faire respecter leur demande et leurs interrogations face à des invités qui souhaiteraient diriger l'émission de bout en bout. Les deux journalistes interrogent des candidats qui sont soutenus par un public présent sur le plateau de l'émission. Les réactions de la part des candidats et du public fusent parfois, ce qui rend leur mission d'autant plus difficile. Instaurer un rythme ne signifie pas que l'émission se transforme en show de la part des invités. Lors de l'émission de Jacques Chirac en 1981, Jean-Pierre Elkabbach s'agace quand aux multiples réactions du public qui semblent beaucoup amuser le maire de Paris. Le présentateur demande à Jacques Chirac de prier ses accompagnateurs d'arrêter de réagir sans cesse à ses interventions (rires, applaudissement etc.) en expliquant qu'on ne se trouve pas dans un cabaret ou autre. D'autres candidats tentent de déstabiliser les journalistes et de prendre le contrôle de l'émission en posant eux mêmes les questions comme c'est le cas de Georges Marchais ou de François Mitterrand par exemple. Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach doivent donc tenir un rythme soutenu pour ne pas endormir le téléspectateur tout en gardant une certaine sérénité dans le débat pour ne pas que l'émission se transforme en spectacle au service de chacun de leurs invités.

Le rythme des différents numéros de *Cartes sur table* ne peut être étudié qu'en se basant sur les temps de réponse et le nombre d'intervention bien que cela nous donne un indice important sur le déroulé de l'émission. Pour compléter cette étude, il est important de prendre en compte les réactions des journaux publiés les jours suivants les passages de chaque invité. On trouve alors des réactions au propos qui ont été tenus et auxquels nous nous intéressons plus tard mais également des opinions sur la manière dont les candidats se sont exprimés et donc sur la forme globale des différents entretiens. Le Monde publie alors un article le 28 janvier 1981[28], au lendemain du passage de Marie-France Garaud à *Cartes sur table*. Selon cet article, la candidate du RPR aurait dirigée l'émission d'une main de maître.

> La moitié d'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2 offerte lundi soir 26 janvier à Mme Marie-France Garaud a fourni à celle-ci une occasion inespérée de mimer la parabole des lapins fascinés et dévorés par le boa que Georges Pompidou lui racontait pour illustrer les comportements des députés gaullistes face à M. Giscard d'Estaing avant 1974. Mais cette fois-ci, Mme Garaud a tenu le rôle du boa face à deux journalistes-lapins, littéralement médusés et

[28] Article « Mme Garaud "Giscard se croit plus intelligent que la France" » paru dans *Le Monde* le 28 janvier 1981.

> désarçonnés par son assurance, ses affirmations péremptoires et ses certitudes, lui laissant l'initiative de conduire l'émission à sa guise.

Le quotidien prête à Marie-France Garaud le rôle de dirigeante face à Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach qui n'aurait pas su gérer l'entretien accordé à cette dernière. En effet, celle-ci aurait totalement maitrisé le rythme de l'émission en axant l'émission autour des sujets qu'elle choisissait sans être remise profondément en question par les deux présentateurs. Cela signifierait, selon les hypothèses que nous avons émises, que le fait de répondre de manière courte et assurée ferait preuve d'une certaine autorité de la part des candidats.

Pour les élections législatives de 1978, nous avons également des articles nous permettant d'appréhender le rythme donné à l'émission. Le passage de Michel Poniatowski aurait été très ennuyeux selon *Le Monde* qui lui consacre un article intitulé : « Hors jeu »[29].

> Impression de déjà vu ? Insignifiance des questions ? Monotonie du propos ? Placidité naturelle de l'invité ? M. Michel Poniatowski a distillé un grand ennui, mercredi soir 22 février, à l'émission « Cartes sur table » sur la deuxième chaine. Ce n'était pourtant pas faute, pour l'ancien ministre, d'avoir préparé son intervention et d'avoir apporté avec lui de quoi nourrir le débat, du moins en théorie. »

Dans cet article, les deux parties sont remises en cause : les journalistes d'une part avec les questions qui ne seraient pas pertinentes selon le quotidien et Michel Poniatowski qui n'aurait pas été d'un dynamisme marquant. On lui reconnait une certaine abondance d'information et une préparation assez précise mais l'ancien ministre n'a pas fait preuve d'une grande qualité de communicant. On suppose ici que l'émission était lente et donc peu attrayante.

Nous avons vu tout au long de ce chapitre comment s'organisait *Cartes sur table* lors des échéances électorales qu'elle a couvert en 1978 et en 1981. L'émission politique joue plus précisément son rôle lors de la période que l'on appelle la « pré-campagne électorale » ce qui lui donne une liberté plus importante que si elle appartenait à la période de la campagne dite « officielle ». Ainsi, les deux présentateurs sont libres de recevoir qui ils souhaitent sans être

[29] Article « Hors jeu » paru dans *Le Monde* le 24 février 1978.

accusés directement de partialité. *Cartes sur table* ne donne pas la parole à tous les candidats mais seulement à ceux qui sont considérés comme issus de partis politiques les plus représentatifs. Parmi ceux qui décrochent leur place au sein de l'émission, on trouve encore des différenciations en ce qui concerne les temps de paroles. Enfin, nous avons vu que les rythmes des émissions étaient également très disparates en fonction de chacun.

PARTIE II

CAMPAGNES ÉLECTORALES DE 1978 ET 1981 : COMPRENDRE LES ENJEUX POLITIQUES ET COMMUNICATIONNELS À TRAVERS CARTES SUR TABLE

Chapitre 3

Espoirs de pouvoir et concrétisation : une ascension en deux temps pour la gauche

Ce troisième chapitre a pour but de mettre en évidence les conflits politiques qui s'instaurent dans l'échiquier politique français au moment des élections. Les échéances électorales sont les moments propices aux bilans pour le pouvoir en place. C'est aussi l'opportunité pour l'opposition d'exposer des propositions nouvelles garantes d'un avenir meilleur selon leur promoteur. Nous avons vu dans les chapitres précédent que *Cartes sur table* constituait une tribune importante pour les candidats aux élections législatives et présidentielles. L'interrogation ici est la suivante : en quoi l'émission politique *Cartes sur table* peut être une source sur les enjeux politique de son époque. L'idée est de comprendre ce que l'émission met en évidence sur ce qui se joue politiquement en France à l'aune des élections de 1978 et de 1981.

I. Élections législatives de 1978 : dernière chance pour la droite

A. Une majorité désunie : construction d'une opposition entre Jacques Chirac (RPR) et Valéry Giscard d'Estaing (UDF)

Le premier élément qui nous donne un indice sur ce qui se joue à la droite de l'échiquier politique est la participation aux émissions de pré-campagne de deux partis politiques distincts : le Rassemblement pour la République (RPR) représenté par Jacques Chirac et l'Union pour la démocratie (UDF) représentée par Michel Poniatowski. Raymond Barre est également invité mais il ne se revendique pas comme étant un homme politique. On peut supposer qu'il représente d'UDF qui est le parti politique du gouvernement mais l'étiquette politique n'est pas une priorité pour lui. Pour comprendre l'opposition entre les deux droites présentes lors des émissions *Cartes sur table* diffusées à l'occasion des législatives, il faut reprendre le contexte politique depuis l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République en 1974.

Valéry Giscard d'Estaing se présente aux élections présidentielle de 1974 sous l'étiquette FNRI (Fédération Nationale des Républicains Indépendants) et s'oppose à Jacques Chaban Delmas, chef de file du parti majoritaire à l'Assemblée Nationale, l'UDR (Union des démocrates pour la République). Valéry Giscard d'Estaing hérite tout de même du soutien de quelques dissidents de

l'UDR lors de sa candidature dont celui de Jacques Chirac. Finalement, il parvient à accéder au deuxième tour de l'élection qui l'oppose à François Mitterrand. Le score final est très serré entre les deux hommes : Valéry Giscard d'Estaing remporte l'élection avec 50,8% des voix contre 49,2% pour son opposant socialiste. Une fois élu, le nouveau président de la République ne peut pas se contenter de la centaine d'élus que représentent les républicains indépendants et les centristes pour gouverner. Il ne peut se risquer à dissoudre l'Assemblée Nationale et donc à provoquer de nouvelles élections législatives au vu du score de François Mitterrand lors des élections présidentielles. Le risque de devoir gouverner en cohabitation est bien trop élevé. Pour constituer une majorité solide, il doit obtenir le soutient de l'UDR. Pour se faire, il nomme Jacques Chirac (chef de file de l'UDR depuis décembre 1974) premier ministre. Il intègre également quatre membres de l'UDR dans son gouvernement pour montrer sa fidélité.

Cependant, les tensions entre les deux hommes apparaissent rapidement : Jacques Chirac est conscient du poids politique qu'il représente en étant le chef de file du parti majoritaire de l'Assemblée. Il compte sur ce pouvoir pour faire appliquer sa politique. En 1976, J. Chirac propose un plan de relance économique pour vaincre le chômage (ce qui empêcherait l'opposition de les attaquer sans cesse sur ce point). Il propose également la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant pour objectif d'anticiper la prise de pouvoir des socialistes qui ne cessent de gagner du terrain. En effet, lors des cantonales de mars 1976, la gauche française remporte 56,3% des suffrages. Valéry Giscard d'Estaing refuse ses propositions faisant craindre à l'UDR un rapprochement du président avec les socialistes pour les évincer Jacques Chirac du pouvoir. Le premier ministre prend la décision de démissionner en août 1976, laissant sa place à Raymond Barre. Ce dernier est choisi par le président pour ses qualités d'économistes. Il ne cesse de vendre son nouveau premier ministre comme étant « Le meilleur économiste de France », fonction qui serait bien utile à son gouvernement étant donné l'état de l'économie du pays. Cet événement politique marque le début d'un conflit ouvert entre le président de la République et le chef de file de l'UDR.

Après avoir quitté le gouvernement, Jacques Chirac transforme l'UDR en RPR (Rassemblement pour la République). Il veut mettre en évidence les différences qui opposent Gaullistes et Giscardistes et proposer une alternative à la politique du gouvernement. Pour encrer les différences entre les deux partis, il se présente à l'élection municipale de Paris de 1977 pour

faire barrage au candidat désigné par le président de la République, Michel d'Ornano, et remporte la mairie de Paris. Le RPR possède donc la majorité à l'Assemblée Nationale ainsi que la direction de la capitale française.

Les élections législatives s'annoncent difficiles pour le gouvernement. En en pleine pré-campagne pour les législatives, Michel Poniatowski regroupe le courant présidentiel (Républicains, centristes et radicaux) avec la création d'un nouveau parti l'Union pour la démocratie française (UDF). Ce nouveau parti a pour but de consolider le soutien au gouvernement en très mauvaise posture pour les élections à venir mais également pour présenter une véritable opposition au RPR de Jacques Chirac. Michel Poniatowski profite du soutien de Jean Lecanuet[1] pour fonder ce nouveau parti.

On retrouve donc trois personnalités politiques de droite lors des *Cartes sur table* diffusés dans la période de pré-campagne des législatives de 1978 : Jacques Chirac, Michel Poniatowki et Raymond Barre. Cette division entre deux camps ne doit pas affaiblir la majorité selon les trois invités. Ainsi, ils assurent qu'un accord est passé pour qu'en cas de triangulaires, le candidat ayant remporté le moins de voix entre le représentant RPR et le représentant UDF se désiste. Malgré des différents affichés entre les deux partis, il y a une véritable volonté de montrer un front uni de la droite française face à une gauche montante dans le pays. Il est un point sur lequel les deux grands partis de la droite française se retrouvent : empêcher la gauche de devenir majoritaire à l'Assemblée Nationale.

> Jean-Pierre Elkabbach : Vous pensez encore que la majorité peut gagner ? Qu'est ce qu'est le plus dangereux pour elle ? La gauche unie ou la gauche désunie ?
>
> Raymond Barre : Oh je vous dirai que ce n'est pas le problème jusqu'à maintenant on ne sait pas, ou tout simplement, on sait qu'elle n'est plus unie. J'ai dis que c'était la désunion sacrée alors je crois que la majorité doit gagner et je ne dis pas seulement « la majorité doit gagner », je dis qu'il faut éviter à la France l'aventure économique et l'impuissance politique. Et que pour éviter à la France cela, il faut qu'il y ait une union, un rassemblement de tous ceux qui sont attachés à un certains nombres de principes fondamentaux, et qui en dépit de leurs divergences personnelles, sont fondamentalement respectueux de la liberté, souhaitent des progrès dans la justice sociale, autrement dit tous les autres comme disait Monsieur Pompidou.[2]

---

[1] Jean Lecanuet est chef de file du CDS (Centre des démocrates sociaux) formé par le rassemblement entre Centre démocrate (CD) et Centre démocratie et progrès (CDP) en 1976.

[2] Extrait de l'émission *Cartes sur table* du 11 janvier 1978 avec la participation de Raymond Barre.

Raymond Barre et Michel Poniatowski parle, chacun à leur tour, de « danger socialiste » lors de leur participation à *Cartes sur table*. Raymond Barre explique à plusieurs reprises que l'accession au pouvoir par les socialistes amènerait la France à une catastrophe économique. Il appuie ses propos en expliquant que les mesures économiques et sociales proposées par les socialistes et les communistes comme l'augmentation du SMIC à 2400 francs, les nationalisations et l'augmentation des prestations sociales auraient pour conséquences l'effondrement des petites et moyennes entreprises ainsi que l'effondrement de la production et donc, à terme, l'augmentation du chômage. Jacques Chirac, lors de sa participation à l'émission le 8 février 1978, explique qu'une accession au pouvoir des communistes et des socialistes mènerait forcément à une forte régression économique du pays. L'ennemi est donc bien désigné par la majorité. Le but est de faire peur aux électeurs en leur expliquant et en leur répétant que l'arrivée de la gauche au pouvoir serait une très mauvaise nouvelle pour les finances du pays.

La droite au pouvoir depuis 1974 n'a pourtant pas un bilan économique très enviable. En effet, la majorité présidentielle doit faire face à plusieurs situations de crise et à une hausse constante du chômage sur laquelle elle est constamment interrogée. Et pour cause, le nombre de chômeurs passe de quatre cent mille en 1974 à près d'un million en 1978. Cela s'explique en partie par un contexte économique international très défavorable. Le choc pétrolier de 1973 plonge la France dans une dépression économique. Le prix des énergies fossiles explose et la France en est très dépendante puisqu'elle en importe les trois quart. La France se retrouve rapidement avec une balance commerciale déficitaire. En effet, en plus des importations énergétiques très couteuses, les exportations des produits fabriqués grâce à ses énergie chutent. Le prix des productions françaises augmente sensiblement puisque leur fabrication est de plus en plus coûteuse, ce qui rend leurs importations difficiles. Le pays subit alors une importante baisse de sa production, une inflation très forte et une hausse inévitable du chômage. De plus, les entreprises françaises ont de plus en plus recours à la mécanisation de leurs productions. La main d'oeuvre est donc moins sollicitée dans le secteur industriel ce qui n'arrange pas la situation du marché du travail déjà bouleversé par la crise économique. La situation inquiète les Français et cela se ressent lors des élections législatives de 1978. Le gouvernement n'a plus la confiance des électeurs qui se tournent de plus en plus vers ses opposants socialistes et communistes. Les législatives de 1978 s'apparente à une véritable dernière chance pour la droite française.

B. Union de la gauche fragilisée, une opportunité pour la majorité présidentielle

Suite aux présidentielles de 1974, le Parti Socialiste de François Mitterrand parvient au statut de premier parti d'opposition avec un score au second tour de 49,2%. Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, la majorité à l'Assemblée Nationale reste acquise à la cause de l'UDR. Les différents partis qui composent la gauche française doivent donc rester alliés jusqu'aux prochaines échéances électorales pour accéder à la direction du pays. Cependant, à l'approche des élections législatives de 1978, les relations entre ces différents partis (PS, PCF et Radicaux de gauche) ne semblent plus être au beau fixe si l'on se réfère aux interventions des chefs de parti sur le plateau de *Cartes sur table*. En effet, un des sujets qui est le plus évoqué lors des émissions dédiés à François Mitterrand et à Georges Marchais est celui du programme commun conclut entre ces deux partis et les Radicaux de gauche. Les deux hommes se renvoient l'ascenseur à tour de rôle sur le sujet car personne ne veut assumer la responsabilité de la rupture du programme commun.

Le programme commun est signé le 12 juillet 1972 entre les dirigeants du Parti socialiste, les dirigeants du Parti communiste et quelques radicaux du gauche. Il a pour but d'assurer une « démocratie politique et économique »[3] dans le cas où l'une des trois organisations prendrait la tête du pays. Les accords concernent plusieurs mesures sociales, des mesures économiques et de nationalisation, un plan de démocratisation des institutions et un accord sur la politique internationale à mener. À la suite des élections municipales de 1977, l'actualisation du programme commun est discuté. Mais, aucun accord n'est trouvé puisque le Parti communiste et le Parti socialiste ne parviennent pas à s'entendre sur le nombre de nationalisation à appliquer. Entre 1977 et 1978, le programme commun est encore très cité mais ne représente plus un terrain d'entente entre les deux camps. Les deux partis rédigent alors, chacun de leur côté, une version actualisée du texte. Le programme commun n'a donc plus beaucoup de sens.

François Mitterand est certainement plus intéressé par l'Union des partis de gauche que par le programme commun en tant que tel. En effet, l'Union de la gauche est indispensable pour lui lors des élections présidentielles de 1974 puisqu'il est le seul candidat de ce bord. Les élections

---

3 Partie communiste français, *Programme commun de gouvernement*, Paris, Editions sociales, 1972 cité par BATARDY Christophe, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », *Vingtième Siècle*, Revue d'histoire 2017/4 (n°136), P 115-129.

législatives partielles de septembre 1974 sont défavorables au PCF, qui régresse en nombre de voix pour la première fois. Dès 1977, les communistes auraient alors décidé de saboter la campagne électorale prévue en 1978 pour ne pas voir le même scénario se reproduire. Les demandes de discussion sur un nouveau programme commun montre un désaccord entre les partis de gauche. Les communistes font durer les discussions qui s'interrompent en septembre 1977. C'est finalement une totale désunion de la gauche qui s'affiche lors des législatives de 1978. En effet, les socialistes refusent de s'accorder sur un nouveau programme commun et souhaite maintenir ce qui a été acté en 1972.

Plusieurs discussions mènent à des différents entre les trois organisations du programme commun. La question de l'armement nucléaire stratégique est discutée dans la programme commun en 1977. Pour le Parti communiste, il est difficile d'accepter une telle mesure étant donnée sa ligne de conduite qui se veut pacifique. Georges Marchais défend cette proposition en expliquant qu'elle ne servira que d'arme de « défense » et qu'une arme est nécessaire puisque l'Etat ne dispose plus d'aucun moyen de défense à cause du gouvernement en place. Il s'agit ici d'un compromis fait par le PCF pour l'Union de la gauche. En septembre 1977, un bilan sur les discussions d'un nouveau programme commun est présenté par Charles Fiterman, un des responsables du PCF. Il explique que le parti est persuadé que le PS doit céder et faire des compromis puisque l'opinion jugerait le contraire très défavorablement. Il explique que le PCF est prêt à faire un certain nombre d'efforts si le PS décide de faire de même. Les discussions tournent alors autour d'une actualisation partielle, et non plus totale, du programme commun de 1972.

Cependant, les communistes mettent un point d'honneur à faire accepter un certains nombre de nationalisation, ce qui n'est pas de l'avis des autres membre de l'Union de la gauche. Robert Fabre, représentant des radicaux de gauche, s'oppose fermement à une révision du nombre de nationalisation prévu par le Programme commun de 1972. François Mitterand tente de tempérer alors que Robert Fabre est prêt à annoncer une rupture de l'Union de la Gauche suite à une réunion le 14 septembre 1977. Le représentant des radicaux ainsi que le dirigeant communistes sont conviés à débattre en plateau le lendemain. Le PS refuse de venir exposer les différents qui anime l'Union dans les médias et reste en retrait. Le 21 septembre, François Mitterand participe à l'émission *Cartes sur table* et profite de cette occasion pour réaffirmer publiquement sa décision de ne pas

signer de deuxième programme commun. Le 22 septembre 1977, c'est au tour de Georges Marchais de s'exprimer à la télévision. Il lance un grand appel aux Français pour que ces derniers l'aide à maintenir l'Union de la gauche, qu'il annonce à demi-mot comme étant brisée. Lors de la campagne pour les élections législatives de 1978, la question des nationalisations reste un point central des désaccords entre le PS et le PCF comme le montre l'intervention de François Mitterrand à *Cartes sur table* :

> Jean-Pierre Elkabbach - Ce coût des nationalisations porte sur celles qui sont prévues dans le programme de 1972 …
>
> François Mitterand - Il n'y a pas de débat sur le nom ni le nombre des groupes industriels, sinon en ce qui concerne la sidérurgie et, d'une façon qui extrapole complètement du programme commun dans les propositions communistes, l'automobile et le pétrole. Encore que le programme commun de 1972 ait prévu une prise de participation de la puissance publique, c'est-à-dire de l'État, de l'appropriation sociale de l'ensemble des Français, dans les industries soutenus par l'argent des contribuables, par l'argent public. On donne de l'argent public, produit par les impôts, à Citroën ou à Peugeot. Eh bien, plutôt que de donner à fonds perdus - cet argent n'est jamais remboursé ou mal remboursé, en l'occurrence Peugeot a fait un effort mais la plupart du temps, dans la sidérurgie, cela ne donne rien - l'État prend des participations dans cette entreprise à concurrence de ce qu'il apporte.
> Pour la sidérurgie, cela apporterait des participations d'État de 70 %, c'est-à-dire beaucoup plus de participation de la puissance publique qu'il n'y en a à l'heure actuelle dans la SNCF qui est pourtant considérée par tout le monde y compris par les cheminots comme une société nationale.
> Donc les neuf groupes industriels qui touchent à l'informatique, à la chimie, aux industries de produits pharmaceutiques, à l'industrie d'armement, etc. et le crédit dans son ensemble seront nationalisés comme le prévoit le programme commun.
> Le point sur lequel il y a discussion, nous en avons déjà parlé ensemble, est celui de savoir quelle est exactement la notion de filiale, étant bien entendu que les communistes et les socialistes sont d'accord pour nationaliser les filiales. Les communistes eux, disent : « on nationalise toutes les sociétés dans lesquelles les sociétés-mères détiennent 51 % du capital». Nous, nous disons : « on nationalise l'intégralité des biens des sociétés mères en question ». Cela pourrait d'ailleurs revenir à peu près au même, sinon que le parti communiste demande, par ses moyens là, la nationalisation de 49 autres pour cent qui appartiennent à des groupes qui ne sont pas prévus par le programme commun de gouvernement de la gauche. Quand je dis groupe, je pense à des sociétés, à des individus… tandis que nous, nous entendons strictement nationaliser ce qui est écrit dans le programme commun et rien d'autres.[4]

Ce point de désaccord reste très fort entre les deux partis. Aucun des deux candidats ne souhaite revenir sur les positions estimant qu'ils ont fait suffisamment de concessions pour maintenir l'union de la gauche. Les tensions entre communistes et socialistes ne parviennent donc pas à s'apaiser à la veille des élections législatives de 1978. Les communistes savent que leur parti

[4] Extrait de l'émission *Cartes sur table* du 16 février 1978 avec la participation de François Mitterrand.

est en danger face à la puissance des socialistes. Les élections cantonales de 1976 et les élections municipales de 1977 ont été favorables à la gauche française mais les votes exprimaient une préférence pour le parti de François Mitterrand. Georges Marchais craint que le PCF soit relayé au rang de second en cas de victoire de la gauche. À la veille de nouvelles élections législatives en 1978, le PCF essaie donc de se protéger en émettant l'idée qu'il est le seul parti à vouloir une rupture totale avec la politique menée en France jusqu'à présent. Georges Marchais affirme que le PS est un allié de la droite et qu'il est le seul à proposer une véritable alternative. Georges Marchais refuse de continuer une alliance avec le Parti Socialiste.

> Alain Duhamel - […] Ça veut dire que vous décidez de même que les socialistes se désistent pour les communistes les mieux placés, vous faites la même chose et que comme ça il y a une majorité de siège non ?
>
> Georges Marchais - Non ça veut dire que vous le savez, nous nous en sommes suffisamment expliqués. Nous avons été contraints lors de notre conférence nationale de janvier, de nous adresser une ultime fois avant les élections à notre peuple, en tout cas à tous ceux qui veulent le changement, pour leur dire ceci : nous nous sommes battus depuis le mois de Mars pour essayer d'obtenir du parti socialiste qu'il accepte d'actualiser le programme commun. Nous n'y sommes pas parvenus, nous n'avons pas été assez fort. Non seulement le parti socialiste n'a pas voulu actualiser le programme commun comme il aurait fallu le faire, mais il abandonne le programme commun dans des questions importantes tels que les objectifs sociaux, les moyens (nationalisation), les questions touchants à la démocratie et à l'indépendance. Nous disons donc aux Français, il ne vous reste qu'un seul moyen. Nous ne renoncerons pas nous, nous ne renoncerons jamais parce que nous nous n'avons pas de politique de rechange, nous n'avons pas de stratégie de rechange. Vous allez peut être me dire que nous avons été imprévoyants, non, nous avons été honnêtes. Nous sommes honnêtes. Nous continuons de dire qu'il ne peut y avoir de véritable changement dans ce pays que par le voix de l'union de la gauche sur un bon programme de gouvernement. Alors, nous avons donc dit aux Français, il vous reste un moyen, c'est au premier tour de nous apporter votre appui massif même si vous ne partagez pas nos opinions …[5]

Georges Marchais refuse de céder face au PS et à sa potentielle victoire malgré le fait qu'il soit en tête au sein des différents partis de gauche. Il insiste en expliquant que le véritable changement ne peut passer que par une victoire du PCF aux élections législatives puisque François Mitterrand n'est pas en faveur d'un grand changement dans la politique française. Le dirigeant du

[5] Extrait de l'émission *Cartes sur table* du 1er février 1978 avec la participation de Georges Marchais.

Parti Communiste affirme lors de son intervention à *Cartes sur table* qu'il ne garantit pas le désistement de ces candidats en cas de triangulaire comprenant un candidat du Parti Socialiste mieux placé. Cela entraine une rupture totale de l'Union de la gauche et donc un échec du programme commun.

II. Élections présidentielles de 1981 : la conquête du pouvoir par la gauche

A. Discorde au sein du RPR, nouvel espoir pour l'UDF de Valéry Giscard d'Estaing

L'élection présidentielle de 1981 est l'occasion du bilan du mandat de Valéry Giscard d'Estaing en tant que président sortant et candidat à une nouvelle mandature. Ce bilan s'avère compliqué à défendre étant donné la situation économique de la France à la veille des élections. Plusieurs éléments jouent en la défaveur du président. La politique menée par son premier ministre Raymond Barre ne s'est pas avérée satisfaisante en ce qui concerne l'économie du pays. En effet, ce dernier a décidé d'entreprendre un plan néo-libérale pour rétablir les grands équilibres économiques. Pour cela, il a tenté de réduire les dépenses publiques pour faire des économies plutôt que de les accroître pour soutenir les entreprises qui en avaient besoin. Raymond Barre a donc facilité l'essor des grandes entreprises en étant plus souple avec elles (moins de contrôle des prix et moins d'encadrement du crédit) et a abandonné les petites et moyennes entreprises en difficulté. Il incite également les épargnants à investir dans le secteur industriel pour développer la production et créer de nouveaux emplois. Sa politique se révèle être un échec, les entreprises vulnérables ferment tour à tour et les entreprises en meilleure forme n'embauchent pas suffisamment pour compenser ces nouvelles pertes d'emplois. De plus, les stratégies du gouvernement pour lutter contre le chômage des trois classes considérées comme prioritaires, à savoir les femmes, les jeunes et les immigrés, ne sont pas concluantes. On encourage les femmes à travailler à temps partiel pour lier vie active et maternité, mais cette initiatives ne fonctionne pas. En ce qui concerne les jeunes, les entreprises avancent l'idée qu'ils ne sont pas suffisamment formés à l'entrée sur le marché du travail. Le gouvernement décide de créer les formations professionnelles pour résoudre ce problème. Cette opération n'est pas concluante puisqu'elle se heurte à un autre problème qu'est la mécanisation des productions. En effet, celle-ci se développe de plus en plus ce qui contribue au manque de création d'emploi. Enfin, pour les immigrés, les propositions ne sont pas si attractives :

« prime au retour » de 10 000 francs pour les immigrés souhaitant rentrer chez eux, expulsions des immigrés en situation irrégulière, non renouvellement des cartes de travail par le ministère du Travail … Les propositions faites par le gouvernement ne sont pas suffisantes pour lutter contre le chômage qui ne cesse d'augmenter. À la veille des présidentielles de 1981, le chômage concerne près de deux millions de Français contre un million en 1978.

> Valéry Giscard d'Estaing - Eh bien en disant une chose tout à fait simple c'est qu'en matière économique et sociale, il ne faut pas comparer une situation à ce que serait une situation parfaite. Il faut comparer une situation à ce qu'aurait été la situation si on avait fait une autre politique. Parce qu'il est très bien de reprocher à l'heure actuelle, de dire qu'il y a entre un million six cent mille et un million sept cent mille demandeurs d'emploi en France, c'est vrai c'est beaucoup trop, c'est vrai. Mais il pourrait y en avoir comme en Angleterre ou en Belgique dix pour cent de la population active, ce qui est le cas dans certains pays d'Europe, c'est à dire deux millions et demi. Et il faudrait savoir si les politiques qu'on nous propose n'auraient pas conduit à voire en France ce qu'il y a dans d'autres pays. Dix pour cent de déficit budgétaire dans le PIB et deux millions et demi de chômeurs. Donc il faut comparer les résultats d'une politique aux résultats qu'auraient donné une autre politique et non pas la politique absolue.[6]

Comme le montre l'extrait de l'émission ci-dessus, Valéry Giscard d'Estaing explique qu'on ne peut pas lui reprocher sa politique en matière d'emploi puisque rien ne prouve qu'une autre politique aurait permis une issue meilleure pour la France. Pour lui, le choix fait par le gouvernement a été le bon et a peut-être permis de ne pas arrivé à un taux de chômage supérieur à celui qui existe à la fin de son mandat.

Au delà des problèmes économiques, la présidence Giscard d'Estaing est marquée par des problèmes de violence et de sécurité. Depuis la fin des années 1970, le climat de peur et d'insécurité règne en France. Il est largement repris par les médias, notamment à travers plusieurs faits divers. Michel Poniatowski s'empare de ce sujet et lance une offensive contre la sécurité. Ce climat doit être stoppé selon le ministre de l'intérieur Michel Poniatowski qui lance une offensive contre l'insécurité et se déclare ouvertement en faveur de la peine de mort. Il quitte le gouvernement à la

6 Extrait de l'émission *Cartes sur table* du 30 mars 1981 avec la participation de Valéry Giscard d'Estaing.

suite des élections municipales de 1977 ce qui ne lui laisse pas le temps de mené son projet à terme. Il faut donc attendre Février 1981 pour que le gouvernement mette en place la loi Sécurité et Liberté qui prévoit de meilleures conditions de garde à vue (présence d'un avocat obligatoire) mais qui renforce les mesures de sanctions (facilitation des contrôles d'identités, alourdissement des peines pour les crimes les plus graves, délais des prescriptions allongés…). Pour conclure sur ce problème de justice et d'insécurité, le débat sur la peine de mort est également relancé après la parution en 1978 de l'ouvrage *Le pull-over rouge* de Gilles Perrault[7]. Les socialistes, à travers François Mitterrand, se placent en première ligne pour abolir la peine de mort. Les autres candidats ont du mal à se positionner sur ce sujet.

Un fait divers impliquant le président de la République vient ternir une fois de plus la présidence de Valéry Giscard d'Estaing : l'Affaire des diamants de Bokassa. Cette dernière est révélée par *Le Canard Enchainé* en 1979 et resurgit lors de l'émission *Cartes sur table* à laquelle participe le président sortant. Cette affaire débute au moment où Valéry Giscard d'Estaing était encore ministre des finances. Il s'est fait offrir de l'empereur de Centrafrique, Bokassa Ier, une plaquette de diamant lors d'un de ses voyages personnels. D'autres cadeaux luxueux ont encore été offerts alors même que Valéry Giscard d'Estaing était parvenu au statut de président. Or, en 1979, Bokassa Ier se retrouve impliqué personnellement dans le massacre d'une centaine d'enfants. La France se mêle de cette affaire qui mène à la chute de l'empereur. Bokassa Ier est destitué en septembre au profit d'un autre homme : David Dacko. *Le Canard Enchainé* révèle les relations entre le président et Bokassa Ier le 10 octobre 1979, ce qui fait éclaté un véritable scandale. En effet, il est difficile pour le président de se défendre d'avoir eu des relations privilégiés avec l'ancien empereur de Centrafrique alors que celui-ci est impliqué dans des affaires très graves. Une grande partie de l'opinion publique se retourne contre lui.

En plus des difficultés à défendre son bilan, le président sortant se retrouve face à d'autres adversaires de droite, candidats comme lui à l'élection présidentielle. Nous l'avons vu, les candidatures se multiplient au sein du RPR avec Jacques Chirac (candidat officielle du parti) et

---

[7] *Le Pull-Over rouge* de Gilles Perrault est publié en 1978 et s'empare d'une supposée erreurs judiciaire subit par Christian Ranucci. Il est accusé, en 1974, d'avoir enlevé et tué Marie-Dolorès Rambla âgée de huit ans. Cette affaire a mené à la condamnation à mort et à l'exécution de Christian Ranucci sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. L'affaire est largement médiatisé et laisse place à des controverses sur la culpabilité ou non de l'accusé.

Marie-France Garaud et Michel Debré (candidats issus du RPR mais se présentant sans étiquette). Valéry Giscard d'Estaing est donc face à trois autres candidats de droite qui se positionne très nettement contre lui, notamment sur les problèmes de politique internationale. En effet, Marie-France Garaud explique longuement lors de son intervention à Cartes sur table le 26 janvier 1981 qu'elle est contre l'intervention de la France en ce qui concerne la Pologne et l'Afghanistan et préconise un rapprochement avec les Etats-Unis pour construire une stratégie de défense contre le bloc soviétique. Jacques Chirac, quand à lui, reproche au président sortant d'être intervenu trop tard en Afghanistan. Selon le candidat du RPR, il fallait prendre des sanctions contre les soviétiques immédiatement après l'agression subit par les Afghans. Il en va de même pour la Pologne qui aurait du être davantage aider par la France pour défendre la liberté de son peuple face aux soviétiques. Le contexte internationale de Guerre Froide mène donc à des discordes entre les différents candidats de droites en France. Les opposants à Valéry Giscard d'Estaing lui reprochent d'être trop passif en ce qui concerne les attaques des soviétiques dans les différents pays cités. Certains vont même jusqu'à dire qu'il est un de leurs alliés.

Même si les différents candidats issus du RPR s'accorde à dire que la politique internationale du gouvernement n'est pas la bonne, ils ne parviennent pas à s'entendre pour d'autres raisons. Une période de flottement apparait dans leur camps depuis la candidature de Jacques Chirac à la mairie de Paris en 1977. Cela coûte au chef de file du parti la perte du soutien d'une partie des membres du RPR. Les conflits internes s'accélèrent en avril 1978 suite à l'élection du président de Jacques Chaban Delmas à la présidence de l'Assemblée nationale. En effet, trente députés du RPR votent en faveur Jacques Chaban Delmas, candidat sous étiquette RPR mais soutenu officiellement par Valéry Giscard d'Estaing. Jacques Chirac avait pourtant annoncer son soutien à la candidature d'Edgar Faure (président sortant). À la suite de cette élection, Jacques Chirac multiplie les attaques contre l'UDF notamment à travers l'appel de Cochin. Ce dernier dénonce le parti du président de la République comme mettant en priorité l'Europe plutôt que la France. Ce texte dont l'initiative est attribué à Marie-France Garaud et Pierre Juillet sème le trouble au sein du camps de Jacques Chirac et crée de grands désaccords dans le parti. Marie-France Garaud et Pierre Juillet sont remerciés par le président du RPR qui les excluent de leur fonction. Cette dernière se porte donc candidate à l'élection présidentielle pour contrer Jacques Chirac mais ne dispose pas de l'étiquette du RPR. Michel Debré ne soutient pas non plus la candidature de

Jacques Chirac puisqu'il ne le considère pas comme un bon représentant du gaullisme auquel il est attaché et qu'il défend ardemment. Il se déclare donc candidat à l'élection présidentielle de 1981 sans le soutien de son parti.

Même si le bilan du gouvernement n'est pas le plus facile à défendre à la veille des élections présidentielles de 1981, l'UDF semble finalement en bonne position face au RPR de Jacques Chirac qui traverse une violente crise interne.

B. Imposition de François Mitterrand comme grande figure de la gauche française

Après l'échec des élections de 1978, la rupture de l'union de la gauche est consommée. François Mitterrand ne compte plus sur le parti communiste pour s'octroyer une possible victoire à l'élection présidentielle. Il apparait, lors de la pré-campagne qui se déroule à la télévision, déterminé à se positionner comme grande figure de la gauche sans avoir nullement besoin de ses anciens alliés communistes. Lors de son passage à l'émission *Cartes sur table* le 16 mars 1981, il répond clairement à la question sur une possible alliance avec les communistes :

> François Mitterrand - Mon avis c'est que tant que les dirigeants communistes resteront comme ils le sont aujourd'hui, éloignés de l'union qu'ils ont brisée, tant qu'ils se cantonneront dans une attitude et dans une campagne passionnément, systématiquement parfois calomnieusement antisocialiste. Tant qu'ils joueront un double jeu entre la droite et la gauche, tant qu'ils resteront alignés sur des positions étrangères pour des affaires aussi graves que celles de l'Afghanistan ou de la Pologne, il ne me parait pas raisonnable de penser, ni juste pour que le gouvernement mène une politique harmonieuse, qu'il y ait des ministres communistes. La réponse appartient donc aux dirigeants communistes : sont-ils prêts, oui ou non, à revenir à des dispositions qui avaient prévalu lorsque nous avons pu aboutir à la signature du programme commun en 1972. Et dans l'état actuel des choses comment commettrai-je l'imprudence, surtout après ce que j'entends tous les jours, de penser qu'ils y sont prêts.

Le candidat du PS prend les devant et se montre assassin envers les communistes. Il ne se laisse pas attaquer comme lors des législatives de 1978. Il a acquis une position qui lui permet de se montrer plus sûr de lui sur le fait qu'il n'a pas besoin d'une alliance avec ce parti pour gouverner. De plus, il affirme que le PCF est le seul responsable de l'échec de l'union de la gauche. Il affiche

une image de conquérant convaincu qu'il remportera cette élection sans aide. De plus, il prend la précaution de préciser qu'il n'exclu pas les électeurs communistes mais qu'il souhaite les ramener dans son camp pour répondre à leurs attentes.

Georges Marchais est invité, une semaine plus tard, sur le même plateau. Il se place en victime que tout le monde veut abattre car il représente trop de pouvoir. Puis, il reprend une stratégie similaire à celle de François Mitterand en 1978. Il affirme être le seul à vouloir un gouvernement d'union entre les ministres communistes et les ministres socialistes. Tout comme le candidat du PS l'avait fait en 1978, Georges Marchais tente de prouver que ce n'est pas lui qui a brisé l'union de la gauche et montre sa bonne volonté à vouloir rétablir cette entente. Mais, cette effort est peu crédible puisqu'il reprend ensuite le même discours qu'en 1978 et utilise un tiers de son temps à enchainer les attaques contre François Mitterand.

L'objectif commun aux deux candidats de gauche est celui d'imposer l'alternance dans un pays où la droite gouverne depuis le début de la Ve République. Les deux candidats reprochent clairement au gouvernement de mépriser les Français et leurs opposants politiques. François Mitterand s'exprime à ce sujet à travers les propos suivants : « Je suis triste de voir comment Monsieur Barre, par exemple, Monsieur Chirac, d'autres encore, méprisent les Français car ils croient que les Français peuvent tout avaler. ». En incluant les Français dans son propos, ces paroles auront certainement plus d'impact. Il se fait le porte parole des citoyens et prétend par la même occasion défendre leurs intérêts. De plus, il traite indirectement les gouvernants actuels de menteurs. Il se place en éclaireur auprès des Français, en leur affirmant qu'ils se font avoir par le gouvernement en place. La solution est de voter pour lui, car il saura faire ce qu'il y a de mieux pour leurs intérêts. Ainsi, les électeurs trouvent en lui un protecteur et un défenseur. En accordant une majorité à son parti lors des législatives, François Mitterand pourra installer un véritable contre-pouvoir et ainsi montrer aux Français comment il compte changer la politique mise en place. Cette stratégie pousse les Français à se rebeller contre le gouvernement puisqu'on leur explique qu'ils se font manipuler et que le gouvernement n'a que faire de leurs véritables besoins.
Les deux candidats utilisent également la situation économique très difficile dans laquelle se trouve la France à cette époque. Il faut répondre aux attentes des Français qui se sentent de plus en plus en insécurité du point de vue de leurs emplois et de leur pouvoir d'achat. Selon le candidat du PCF, le

premier combat est l'augmentation de la rémunération minimum puis une augmentation générale des salaires en privilégiant les plus défavorisés. De plus, toutes les aides doivent également augmenter (aides familiales, pour les handicapés et pour les retraités). Il demande également une baisse du temps de travail et une augmentation du nombre de congés payés. Georges Marchais se place très en faveur des travailleurs. C'est l'électorat qu'il vise, il doit faire des propositions qui lui permettent de les toucher le plus possible.

François Mitterand présente un discours assez similaire avec celui de Georges Marchais, avec des propositions économiques plus modérées, notamment en ce qui concerne la taxation des ménages les plus aisés. Les deux candidats de gauche se placent en défenseurs des intérêts sociaux et économiques de la population française. François Mitterrand insiste sur la relance de l'économie et sur une mesure phare en faveur des travailleurs français : les 35 heures. Il en parle à plusieurs reprises dans l'émission *Cartes sur table* à laquelle il participe en 1981. Il explique que le combat du parti socialiste est de gagner du temps de vie pour les Français, et que cela passe par une réduction du temps de travail comme le montre cette intervention :

> François Mitterrand - Attendez, laissez-moi vous dire : un vote favorable à l'Assemblée européenne a été émis pour les 35 heures. Beaucoup d'économistes les réclament. Pour les socialistes qui ont vécu, ce n'était pas mon cas, mais je connais un peu mon histoire, les batailles préliminaires à la victoire du Front populaire en 1936, c'était la bataille sur les 40 heures. Et les mêmes arguments ressortaient, comme autre fois quand on est passé de 60 heures à 48, et de 48 à 40, et même au début de la révolution de 48 on se disputait pour savoir s'il fallait mettre 10 ou 11 heures par jour. La lutte du socialisme a toujours été de conquérir le temps de vivre pour les travailleurs. Si bien que le problème des 35 heures n'a pas seulement une vertu économique et sociale par la création d'un million d'emplois; elle a également une vertu par rapport à l'idée que nous nous faisons, nous, de la vie, à savoir que le travail n'est pas simplement une sorte, que la vie n'est pas simplement une petite annexe du travail, mais que le travail est une des réalités de la vie sans pouvoir cependant la dominer. Alors les 35 heures, c'est très importants.[8]

François Mitterrand fait donc des 35 heures un combat phare de son programme pour l'élection de 1981. À cela s'ajoute des propositions sur les allocations chomages, les allocations familiales, une

8 Extrait de l'émission *Cartes sur table* du 16 mars 1981 avec la participation de François Mitterrand.

politique plus en faveur des retraités et des handicapés. Il rejoint également son homologue communiste sur les questions de fiscalité pour les ménages les plus aisés.

> François Mitterrand - Je me pose la question : comment se fait-il que dans une république comme la nôtre et depuis si longtemps, on ait véritablement rien fait, rien, mais rien, pour rétablir plus d'égalité et plus de justice entre les catégories sociales. Eh bien, naturellement, l'impôt doit changer. Ceux qui paieront davantage ce sont ceux qui gagne le plus. Et ceux qui paieront moins ce sont ceux qui gagnent le moins, alors qu'à l'heure actuelle c'est le contraire. Car si vous le savez bien , peut-être ne le savez-vous pas, ce sont les ouvriers par exemple qui paient le plus sur le plan des cotisations sociales. Peut-être ne le savez vous pas, si on augmente le smicard de 16% son impôt est augmenté de 32%. C'est-à-dire que tout marche sur la tête. C'est-à-dire qu'en vérité les plus puissants frappent toujours les plus faibles et le pouvoir politique incarné par le chef de l'Etat, par le candidat sortant, il est complice, il est le représentant de ces catégories sociales dominantes et minoritaires qui écrasent il faut le dire avec l'impôt et par bien d'autres manières les plus nombreux qui sont souvent les plus faibles. Je veux renverser cette situation.

Le candidat socialiste est donc en faveur d'une fiscalité nouvelle qui apporterait une plus grande égalité sociale. En effet, il considère qu'avec le président actuel, les ménages les moins aisés souffrent d'un système fiscale injuste à leur égard alors que les Français les plus riches payent proportionnellement moins d'impôts. Il propose également un impôt progressif sur les grandes fortunes à partir de trois millions de revenus par an. Cet impôt est également nécessaire et permettrait de financer en parti les mesures sociales de son programme. Georges Marchais est plus vigoureux en ce qui concerne la fiscalité des ménages les plus aisés et demande une taxation à 100% pour les revenus dépassant les quatre millions de revenus par an.[9] Il juge la politique fiscale de François Mitterrand insuffisante.

Le dernier élément marquant de la campagne de François Mitterrand en 1981 est son positionnement en faveur de l'abolition de la peine de mort. Le débat est relancé au moment des élections présidentielles de 1981 mais la peine de mort reste un sujet très délicat sur lequel les candidats ont du mal à se prononcer. François Mitterrand profite de son intervention à *Cartes sur*

---

[9] Mesure annoncée lors de la participation de Georges Marchais à *Cartes sur table* le 23 mars 1981. Il en profite pour s'en prendre aux deux présentateurs de l'émission en leur disant qu'ils seraient concernés par cette mesure.

table le 16 mars 1981 pour faire part de sa décision en ce qui concerne la peine de mort en France à la toute fin de l'émission.

> Duhamel - M. Mitterrand, cela fait une heure vingt que nous sommes ensemble, nous avons donc chacun une dernière question à vous poser. La mienne c'est celle-ci : il y a actuellement cinq condamnés à mort dans des cellules, je voudrais savoir si vous étiez élu Président de la République si vous les gracieriez ?
>
> Mitterrand - Pas plus sur cette question que sur les autres je ne cacherai ma pensée. Et je n'ai pas du tout d'intention de mener ce combat à la face du pays en faisant semblant d'être ce que je ne suis pas. Dans ma conscience profonde, qui rejoint celle des églises, l'église catholique, les églises réformées, la religion juive, la totalité des grandes associations humanitaires, internationales et nationales, dans ma conscience, dans le for de ma conscience, je suis contre le peine de peine de mort. Et je n'ai pas besoin de lire les sondages qui disent le contraire, une opinion majoritaire est pour la peine de mort. Eh bien moi, je suis candidat à la présidence de la république et je demande une majorité de suffrages aux Français et je ne la demande pas dans le secret de ma pensée. Je dis ce que je pense, ce à quoi j'adhère, ce à quoi je crois, ce à quoi se rattachent mes adhésions spirituelles, ma croyance, mon souci de la civilisation, je ne suis pas favorable à la peine de mort.

Cette annonce marque l'histoire de *Cartes sur table* puisque c'est dans cette émission que François Mitterrand marque clairement sa position sur cette question précise. Le moment est grave et extrêmement sérieux. Le réalisateur donne tout son sens à cette annonce en filmant le candidat socialiste en gros plan et face caméra. François Mitterrand s'adresse de manière très solennel et très directe aux téléspectateurs. Cette intervention lui permet de mettre en avant sa détermination et toutes ses qualités d'orateurs utiles à sa future fonction de président de la République française.

Nous avons vu tout au long de ce chapitre que l'émission *Cartes sur table* donnait d'importantes informations sur les enjeux politiques en France en 1978 et en 1981. Les informations qu'elle délivre relève de ce qui est dit et de ce qui ne l'est pas. Les invitations à l'émission donne déjà des indications : on retrouve en 1981 trois candidats issus du RPR ce qui permet de comprendre que des discordes apparaissent dans le parti. On remarque également la présence de Michel Poniatowski en 1978 alors qu'il ne se porte pas candidat aux élections

législatives. On ne comprend que par la suite, en regardant l'émission, qu'il vient défendre le nouveau parti qu'il a crée pour soutenir le gouvernement lors de cette échéance électorale. D'autres informations sont données plus explicitement lors des émissions. C'est notamment le cas du conflit de la gauche au sujet du programme commun qui prend une importante place en 1978 et en 1981. Les désaccords au sein de la droite sont également évoqués. Enfin, on découvre à travers toutes les émissions les enjeux politiques les plus importants qui animent les débats de l'époque : le chômage, les problèmes sociaux et internationaux.

Chapitre 4

Faire campagne à la télévision : adaptation des stratégies de communication à travers l'exemple de *Cartes sur table*

À travers ce quatrième chapitre, nous allons nous intéresser à la communication des hommes politiques lors de leurs interventions sur le plateau de *Cartes sur table*. La période de diffusion de *Cartes sur table* correspond à une hausse de l'importance accordée à la communication télévisuelle. Cette dernière est à relier à la hausse de la possession de téléviseur des foyers français. La fin des années 1970 marque un tournant dans la manière de communiquer et dans l'introduction des conseillers en communication dans la vie politique. Les hommes politiques comprennent l'enjeu de l'image en plus de celui du discours. Les interventions sont longues et parfois ennuyeuses, il faut apprendre à communiquer autrement pour convaincre davantage. Les hommes politiques cherchent à marquer les esprits par leurs discours mais aussi par leur comportement pour retenir l'attention des électeurs.

I. Nouvel espace d'exposition, nouvelles stratégies de communication

A. Introduction des conseillers en communication : des stratégies plus abouties ?

La communication politique se professionnalise de plus en plus à l'époque de la diffusion de *Cartes sur table*. Les hommes politiques s'arment pour être le plus convaincant possible à travers la télévision. Il est maintenant question d'image et plus seulement de discours comme c'était le cas à la radio. L'appel à des professionnels de la communication est un nouveau besoin.

La communication politique moderne, issue du marketing, arrive en France dans les années 1960-1970 après s'être développée aux Etats-Unis. En 1928, Edward Bernays[10] publie *Propaganda* où il explique qu'il faut appliquer les techniques traditionnelles de vente à la politique pour mieux communiquer. La première agence de communication politique, Campains Inc., est ensuite fondée en 1933 par Clem Whitaker et Leone Braxter. Le publicitaire Rosser Reeves expose ensuite sa théorie de la « proposition unique de vente » devenue aujourd'hui le « slogan de campagne ». Michel Bongrand, après avoir suivi scrupuleusement la campagne de John F. Kennedy pour les

10 Edward L. Bernays (1891-1995) est un publicitaire austro-américain considéré comme le fondateur de la propagande politique institutionnelle. Il s'est inspiré des idées de Gustave Le Bon sur la psychologie des foules mais également des travaux de psychanalyse de Sigmund Freud. Ses méthodes consistent à utiliser la psychologie du subconscient pour manipuler l'opinion publique.

élections présidentielles, décide d'importer les méthodes américaines en France. Il propose ses services au Général de Gaulle pour les élections de 1965 mais ce dernier refuse. Cependant, Jean Lecanuet se montre bien plus intéressé et décide de suivre Michel Bongrand dans une campagne inspirée du marketing politique américain. En effet, ce dernier comprend que l'arrivée de la télévision change considérablement la manière de communiquer. L'aide apportée par Michel Bongrand au candidat Lecanuet est une véritable réussite. Ce dernier passe de 4% d'intention de vote dans les sondages à 15% des suffrages lors de l'élection. En 1967, lors des élections sociales, les gaullistes font finalement appel à Michel Bongrand, sûrement convaincu de ses méthodes à la suite des résultats de Lecanuet.

Les années 1970 marquent un véritable tournant dans la communication politique. La libéralisation du monopole sous l'impulsion de Jacques Chaban Delmas et Valéry Giscard d'Estaing permet un accroissement considérable du nombre d'émissions de débats politiques à la télévision. Au même moment, les téléviseurs finissent leur conquête des foyers.

Lors de la campagne de 1974, les deux candidats présents au second tour sont épaulés par des publicitaires. Valéry Giscard d'Estaing est aiguillé par Jacques Hintzy, salarié d'une des plus grandes entreprises de publicité : Havas. François Mitterrand choisi d'être assisté par Claude Marti, vice président de TBWA (agence de publicité) et précédemment conseiller de Michel Rocard. Les publicitaires ne sont plus seulement là pour les affiches et les slogans : ils définissent de vrais plans de communication. Cela est rendu possible par la fiabilité de plus en plus importante des enquêtes d'opinion. Des mots d'ordre sont à suivre pour réussir sa prestation télévisée : clarté de l'exposé, mesure du ton, simplification du langage, phrases courtes, peu de geste, tenue adaptée à la lumière (plus souvent du bleu), sourire naturel.

François Mitterrand s'intéresse de près à l'apport des publicitaires lors d'une campagne électorale. Il sait que lors d'une campagne électorale télévisée, l'image qu'il renvoie peut être déterminante. Dans son ouvrage *La paille et le grain*, publié en 1975, il s'exprime sur son ressenti suite à une intervention télévisée de Valéry Giscard d'Estaing : « De nouveau, j'ai vérifié cette loi du genre : à la télévision, ce qui se dit compte moins que ce qui se voit. ». Même si le Parti Socialiste était, de prime abord, défavorable au marketing politique, François Mitterrand l'impose. Ses conseillers passent alors sur le plateau de *Cartes sur table* avant ses interventions pour tout inspecter. Le candidat socialiste réalise également un véritable travail sur son image pour apparaitre

de plus en plus décontracté. Jacques Pilhan et Jacques Séguéla, du groupe Euro-RSCG[11], font de lui un homme politique affirmé à l'écran, ce qui lui permet de s'exprimer avec grande aisance, notamment au moment où il aborde le sujet de la peine de mort sur le plateau de *Cartes sur table* en 1981.

Bien que les conseillers en communication soient devenus de véritables alliés pour François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing dès 1974, les autres candidats ne sont pour le moment pas convaincus. En effet, certains résistent à cette nouvelle tendance impulsée par les deux candidats du deuxième tour de l'élection présidentielle. C'est le cas de Georges Marchais par exemple, qui ne souhaite pas être accompagné lors de ses campagnes. Selon Alain Duhamel, il est lui même un véritable professionnel de la communication. En effet, il sait comment se comporter pour faire de l'audience et donc pour multiplier les apparitions sur le petit écran. Grâce à cela, il remet le Parti Communiste sur le devant de la scène. Il est une véritable vedette à Cartes sur table bien que Jean-Pierre Elkabbach n'éprouve aucune sympathie pour lui. Le chef du parti communiste assure à l'émission une forte audience. Raymond Barre, présent lors de la campagne de 1978 à Cartes sur table, se prépare également seul à ses interventions télévisées. Il n'accorde sa confiance à un professionnel, Jacques Bille, qu'en 1988. Enfin, nous pouvons prendre l'exemple de Jacques Chirac qui, après avoir mener ses campagnes de 1978 et 1981 sans conseiller en communication, décide en octobre 1981 de faire appel à Elie Crespi de l'agence Synergie. Il se tourne en 1995 vers Jacques Pilhan, auparavant conseiller de François Mitterrand.

Nous l'avons vu, certains candidats hésitent à se faire accompagner par des communicants lors des campagnes de 1978 et 1981. La nouveauté du « marketing politique » ne fait pas l'unanimité. Cette tendance est même largement dénigrer par certains médias et quelques hommes politiques. On reproche essentiellement à ce phénomène d'être porté par des publicitaires et de vouloir rabaisser les élections à des campagnes applicables à n'importe quel produit de la vie quotidienne. Le journal *La Croix* publie en 1980 un article plein d'ironie ce sujet.

---

11 Agence de publicité fondée en 1970 par Bernard Roux, Jacques Séguéla, Alain Cayzac et Michel Goudard. Le groupe a déjà participé à la campagne politique de 1978 en créant les affiches et les slogans du RPR de Jacques Chirac et du PS de François Mitterrand.

> Sans doute le terme « marketing politique » correspond-il mal à la réalité qu'il est censé recouvrir. Le plus souvent, les spécialistes de cette discipline qui semblent prendre de plus en plus de place dans la vie politique refusent cette appellation et nombreux sont ceux qui affirment que le « marketing politique » n'existe pas. De fait, ces hommes font trop de choses différentes pour que le seul terme de « marketing » puisse s'appliquer à leurs activités. De plus, ce mot implique des études de marché, un produit et une mise en adéquation du produit par rapport aux attentes du marché. On comprend aisément ici que cette appellation puisse choquer, et pas seulement les professionnels, puisqu'elle semble impliquer que l'on se comporte vis-à-vis des hommes et des idées politiques comme on le fait vis-à-vis d'une marque de lessive ou de yahourt.[12]

Cette article fait écho à la diffusion sur Antenne 2 du téléfilm L*e moustique* dans le cadre de l'émission *Les dossiers de l'écran* du 23 septembre 1980. *Le moustique*, réalisé par Maurice Frydland dénonce le marketing politique en mettant en scène la fabrication d'un président par une équipe de marketing qui tente de le vendre comme un produit lambda. Ce programme démontre la crainte et le mépris qui existe pour le marketing politique. L'appellation même de marketing politique ne semble convenir à personne. Les communicants n'apprécient guère ce nom puisqu'ils n'estiment pas que le travail de conseiller en communication puisse être comparé à celui des publicitaires. C'est également ce terme qui choque les opposants à cette nouvelle pratique. Roger Gérard Schwartzenberg[13] se déclare farouchement contre cette nouvelle tendance puisqu'elle contribue, selon lui, à une starisation des hommes politiques. La politique est un sujet sérieux qui ne doit pas s'apparenter à un simple divertissement.

> La politique devient un spectacle. Et souvent un one man show. Avec la personnalisation du pouvoir, le monde politique repose, comme le monde du spectacle, sur le star system […]. Ces stars inventent la média politique, la politique faite sur mesure pour les médias. […]. Souvent, des agences de campaign management fabriquent leur image de marque. Résultat : le citoyen se transforme en simple spectateur d'un pouvoir toujours en représentation. Il est le témoin passif et manipulé de cette exhibition permanente. Ainsi meurt la démocratie.[14]

---

[12] Article publié dans le journal La Croix le 23/09/1980 à la suite de la diffusion d'un numéro de l'émission *Les dossiers de l'écran* consacré au marketing politique. L'article provient du carton n°AR E ORI 0001 4468 INA 122, consultable à l'Inathèque.

[13] Roger Gérard Schwartzenberg (1943-2017) est un politologue français, membre du Mouvement des radicaux de gauche. Il occupe un siège au parlement européen sous cette étiquettent de 1979 à 1983.

[14] Propos tenu par Roger Gérard Schwartzenberg en 1977, cité par Agnès Chauveau dans « L'homme politique et la télévision. L'influence des conseillers en communication », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2003/4 (n°80), p.89-100

L'aide de communicants professionnels à des hommes politiques semble être un véritable danger selon Roger Gérard Schwartzenberg. Les idées ne doivent pas passer après la représentation. Or, il craint fortement que ce soit la cas si les hommes politiques ne se concentrent plus que sur leur apparence lors de leurs interventions télévisées. Michel Poniatowski se déclare, lui aussi, très défavorable à l'entrée des publicitaires dans la vie politique française. Il affirme que le commerce et la politique n'ont rien à voir et que, par conséquent, les deux domaines ne doivent pas être mêlés de quelque manière que ce soit.

B. Marquer les esprits : instruire, plaire, émouvoir[15]

Si le marketing politique ne fait pas l'unanimité auprès des candidats aux élections législatives de 1978 et aux présidentielles de 1981, chacun tente tout de même d'apprivoiser la télévision pour être le plus séduisant possible aux yeux des électeurs. La télévision est une excellente solution pour se faire connaitre ou faire connaitre ses idées pour les personnalités politiques les moins médiatisées. Pour ceux qui le sont déjà, plusieurs stratégies sont possibles pour être convaincant et séduire les téléspectateurs : instruire, plaire et/ou émouvoir. *Le Figaro* publie en 1980 un article écrit par Jean Cazeneuve[16] résumant très bien l'art de la communication politique à la télévision.

> Que faut-il faire pour tirer le meilleur parti des étranges lucarnes ? Une distinction doit être établie entre trois types d'influence, suivant qu'il s'agit pour l'homme politique de se faire connaitre, d'intéresser ou de convaincre, les deux premiers de ces termes étant pour le troisième des conditions nécessaires mais non suffisantes. […]
> La télévision par l'ampleur de son audience et par la puissance de l'image, est l'un des meilleurs moyens pour révéler au public la personnalité d'un homme politique, et cet effet de dévoilement peut être rapide et considérable. […] Le candidat doit non seulement se faire connaitre, mais retenir l'attention de son public. Les techniques liées à ce qu'on nomme en franglais le « marketing politique » peuvent être utiles pour l'aider à ne pas être ennuyeux. Mais plus

[15] Selon l'orateur et homme politique romain Cicéron, l'art de parler et de convaincre passe par trois éléments fondamentaux : *Docere, Delectare, Movere* (Instruire, Plaire, Émouvoir). Cette règle prend tout son sens encore aujourd'hui dans la communication quelle qu'elle soit.

[16] Jean Cazeneuve est un sociologue et philosophe français. Il occupe également le poste de Président Directeur général de la chaîne de télévision TF1 de 1974 à 1978.

> efficace encore est l'art de s'adresser au téléspectateur non seulement en le traitant comme un être intelligent, mais surtout en lui donnant l'impression qu'il le devient davantage en écoutant l'orateur. […]
>
> L'autre technique qui consiste à « crever l'écran » par des mimiques amusantes, fait, certes, monter le taux d'écoute, mais ne prépare pas dans les meilleures conditions le troisième terme de l'opération, celui qui consiste à convaincre. Il est vrai que de toute manière, comme l'ont prouvé de nombreuses études, les moyens de communication audiovisuels ne permettent de changer les opinions que dans une faible proportion. On sait aussi que le petit écran aide les hommes politiques plutôt à inspirer confiance qu'à imposer leurs idées.[17]

Cet article explique à quel point la télévision est un organe de communication important pour les hommes politiques. Comme nous l'avons déjà dit, il sert à se faire connaitre mais également à convaincre le plus de personnes possible puisque son audience est très large. L'article reprend les éléments dont Cicéron fait part : instruire, plaire et émouvoir. Nous allons voir, à travers plusieurs exemples, comment les hommes politiques appliquent ces trois conseils.

Il est souligné par l'auteur, Jean Cazeneuve, que l'orateur doit apprendre des choses au public et le considérer comme intelligent pour le flatter. C'est cette stratégie que semble utiliser Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing lors de leurs interventions à *Cartes sur table*. Raymond Barre se montre très pédagogue lorsqu'une question lui est posée par Alain Duhamel ou Jean-Pierre Elkabbach. Il ne connait pas grand chose à la télévision lorsqu'il est nommé Premier ministre en 1976. Selon Alain Duhamel, il est le seul ne pas parler de l'émission et des sujets qui vont être abordés avant d'entrer sur le plateau de Cartes sur table. Une fois l'émission lancée, aucun sujet ne le désempare ni ne l'énerve. Il sait répondre à toutes les questions en restant calme et en expliquant tous ses propos. Même s'il ne s'intéresse que de loin aux questions de communication, Raymond Barre semble très à l'aise avec ses interventions télévisées.

À l'inverse, le président Valéry Giscard d'Estaing est un grand passionné de la télévision et apprécie l'exercice de l'interview. Lorsqu'il est de passage sur un plateau de télévision comme celui de *Cartes sur table*, il s'arrête sur tous les détails qui peuvent faire la différence. Il s'intéresse à tout le fonctionnement interne à la télévision, c'est ce qui fait de lui un maître de la communication. Il s'adresse au Français avec beaucoup de pédagogie, tout comme son premier ministre. L'exemple le

---

[17] Article « Le pouvoir électoral du petit écran » paru dans *Le Figaro* le 23/10/1980 et écrit par Jean Cazeneuve. Cet article est disponible à l'inathèque dans le carton n° AR E ORI 0001 4468 INA 122.

plus frappant est sans doute le moment où il sort un grand tableau et un stylo pour expliquer le chiffrage de son programme pour l'élection présidentielle de 1981.



Figure n° 8 et 9 - Émission *Cartes sur table* du 30 mars 1981 avec Valéry Giscard d'Estaing. (Imagettes - Inathèque)

Lors de cette émission, Valéry Giscard d'Estaing veut démontrer aux téléspectateurs que le seul programme chiffré concrètement est le sien. Il explique que le chiffrage de François Mitterrand en ce qui concerne les fonctionnaires est faux. Il tente de prouver cette affirmation aux futurs électeurs en direct sur le plateau de *Cartes sur table* en reproduisant les calculs devant eux. Ainsi, ces derniers sont mis dans la confidence des chiffres. La stratégie du président sortant est, d'une part de montrer l'estime qu'il a des électeurs (ils sont capables de comprendre des chiffrages importants de la même manière que le président) et d'autre part de prouver que ses concurrents ne sont pas honnêtes sur leur chiffrage. En illustrant de manière aussi concrète ses propos, Valéry Giscard d'Estaing espère gagner la confiance des téléspectateurs.

La deuxième stratégie de communication que soulève l'article du Figaro cité plus haut est celle du divertissement (qui s'apparente au « Plaire » de Cicéron). Pour cela, on peut aisément se reporter à deux candidats qui manipulent très bien cette tactique. Le premier que l'on peut citer est Jacques Chirac. En effet, si le candidat a besoin d'un certain temps pour paraître naturel sur un plateau de télévision selon Alain Duhamel, il sait s'affirmer et se montrer à la fois drôle et tranchant. Lors de ses interventions, il ne manque pas de faire rire son public ce qui a le don d'agacer Jean-Pierre Elkabbach. Ce dernier le reprend d'ailleurs plusieurs fois en lui assénant que *Cartes sur table* n'est pas un plateau de Music-Hall et qu'il conviendrait de se montrer plus sérieux.

Mais le spécialiste du divertissement reste Georges Marchais dont chaque émission est attendue par le public (partisan ou non du candidat). Le chef du Parti Communiste n'a de cesse de s'emporter face aux journalistes, multipliant les petites phrases et les grands gestes.



Figure n°10 et 11 - Émission *Cartes sur table* du 01 février 1978 avec Georges Marchais (Imagettes - Inathèque)

Un article du Figaro reprend la performance effectuée lors de son intervention à Cartes sur table le 01 février 1978 dans ses termes :

> Georges Marchais, le 12 mars, ne gagnera sans doute pas autant de voix qu'il en rêve. Mais, au travers du petit écran, il a déjà gagné un public. Et quel public ! Raymond Barre lui même avouait récemment, à l'occasion de l'émission « Cartes sur table », qu'il se plaisait à regarder Georges Marchais à la télévision chaque fois qu'il en trouvait le loisir. Et le premier ministre ajoutait : « Cela me détend ». Beaucoup de téléspectateurs de toutes opinions sont dans la même disposition d'esprit. Le secrétaire général du parti communiste les amuse. Et, paradoxalement, il réussit encore mieux son « one man show » quand on lui délègue quelqu'un pour essayer de lui donner la réplique.[18]

Le candidat communiste, même s'il ne convainc pas, parvient à faire rire et à divertir ce qui lui vaut de très bonnes audiences. Et cela est important puisque la concurrence entre les chaines de télévision devient un sujet important après l'éclatement de l'ORTF. Georges Marchais parvient à rassembler 20% des téléspectateurs lors de ses passages à *Cartes sur table*. Les journalistes/

[18] Article publié dans Le Figaro le 21/02/1978. Cet article est disponible à l'Inathèque dans le carton n° AR E ORI 0001 2841 INA 035.

présentateurs de l'émission ne peuvent donc se priver de si bons résultats, ce qui permet aux candidats de s'assurer des invitations et par conséquent une large visibilité.
Alain Duhamel explique que Georges Marchais adorait la télévision et qu'il la percevait comme une véritable arène de combat. Il se préparait de manière très consciencieuse pour chacune des émissions auxquelles il participait en notant toutes ses phrases. Cependant, l'improvisation prenait une large place lors de ses prestations. Selon le journaliste, il est un homme sincère qui croit profondément en ses idées ce qui le pousse à s'emporter de manière régulière lorsque l'on s'oppose à lui. Cela crée le spectacle et booste l'audience mais ne lui rapporte que peu de voix lors des élections.

Le dernier conseil prodigué par Cicéron pour convaincre ses auditeurs est d'émouvoir. Pour cela, nous allons nous référer à un exemple très parlant qui est celui de François Mitterrand lorsqu'il s'exprime au sujet de la peine de mort. Lorsque Alain Duhamel lui demande quelle position il tiendra face à la peine de mort lors de son mandat potentiel, le candidat socialiste donne une réponse grave et solennelle.

> François Mitterrand - Pas plus sur cette question que sur les autres je ne cacherai ma pensée. Et je n'ai pas du tout l'intention de mener ce combat à la face du pays en faisant semblant d'être ce que je ne suis pas. Dans ma conscience profonde, qui rejoint celle des églises, l'église catholique, les églises réformées, la religion juive, la totalité des grandes associations humanitaires, internationales et nationales, dans ma conscience, dans le for de ma conscience, je suis contre le peine de peine de mort. Et je n'ai pas besoin de lire les sondages qui disent le contraire, une opinion majoritaire est pour la peine de mort. Et bien moi, je suis candidat à la présidence de la République et je demande une majorité de suffrages aux Français et je ne la demande pas dans le secret de ma pensée. Je dis ce que je pense, ce à quoi j'adhère, ce à quoi je crois, ce à quoi se rattachent mes adhésions spirituelles, ma croyance, mon souci de la civilisation, je ne suis pas favorable à la peine de mort.[19]

Cette réponse est accompagnée d'une attitude très sincère et sérieuse du candidat qui n'hésite pas à s'adresser face à la caméra pour donner toute son importance à son propos. À travers cette attitude, François Mitterrand cherche à toucher le public en expliquant qu'il comprend les électeurs favorables à la peine de mort et qu'il ne compte pas les combattre dans l'ombre. Le processus

[19] Extrait de la fin de l'émission *Cartes sur table* du 16 mars 1981 avec la participation de François Mitterrand.

montre qu'il sait que la décision est difficile et qu'elle lui a valu un long temps de réflexion. Le regard face caméra permet au candidat de faire tomber la barrière de l'écran entre lui et le téléspectateur. Il entre directement dans leur foyer pour leur faire part d'un des points essentiels de son programme et pour les convaincre qu'il s'agit de la bonne décision. L'émotion est suscitée par la réponse et la façon dont celle-ci est mise en scène.

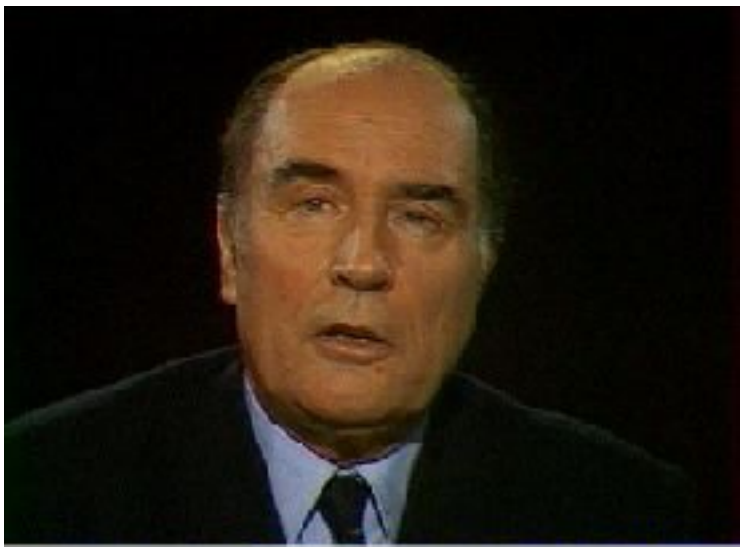


Figure n° 12 - Émission *Cartes sur table* du 16 mars 1981 avec François Mitterrand. Le candidat s'adresse aux téléspectateurs à propos de la peine de mort. (Imagette - Inathèque)

Les hommes politiques connaissent et appliquent différentes stratégies de communication pour séduire les futurs électeurs. Cependant, ils ne sont pas complètement indépendants dans leur manière de communiquer. En effet, le réalisateur joue un grand rôle dans l'image qu'il donne aux différents intervenants. Jean Cazenave (réalisateur) est conscient de l'importance de son rôle dans l'émission *Cartes sur table* :

> Je suis un vieux pilote et je pourrais faire ce que je veux. Placer une caméra au ras du sol pour transformer Marchais en Dracula. […] Quand Elkabbach et Duhamel ont posé à Mitterrand, en fin d'émission, une question sur la peine de mort, il a répondu avec une certaine gravité. Si j'étais resté en plan large personne n'aurait pu me le reprocher, mais je faisais perdre presque tout son impact à la déclaration. De même, sur une question brutale, il arrive qu'il y ait 5 à 10 secondes de silence. Dix secondes de silence à la télévision, dans un débat, c'est effroyable. Si je morcelle ce silence en plusieurs plans, je le rends supportable. Si je reste en gros plan, je coule l'homme que je fixe ainsi. J'essaie simplement, tout au long de l'émission, de suivre le rythme des phrases. Il y a un préambule, un point fort, puis une chute de tension. Des moments

où il faut être en gros plan : si je suis en harmonie avec celui qui parle, je sens à des signes imperceptibles, l'éclat du regard par exemple, qu'il va se passer quelque chose.[20]

Si le réalisateur ne suit pas les attitudes des hommes politiques, il peut complètement changer l'attitude qu'ils veulent faire paraitre à l'écran. Jean Cazenave explique qu'il essaie de suivre les candidats du mieux qu'il peut pour faire transparaitre les émotions qu'ils veulent faire passer. Cependant, rien ne nous dit qu'il réussi parfaitement ce rôle et rien ne prouve qu'il est totalement impartial. Aucune des sources trouvées ne permet de dire qu'un candidat s'est trouvé lésé par son comportement mais aucune ne dit que les candidats sont parfaitement satisfaits de la manière dont ils ont été mis en valeur à l'écran.

La communication politique à la télévision est un domaine encore peu borné à l'époque de *Cartes sur table*. Certains sont aidés par des professionnels de la communication comme François Mitterrand ou Valéry Giscard d'Estaing. D'autres candidats ne font encore que très peu confiance à ce nouveau domaine qu'est le marketing politique et choisissent de se préparer seuls. Toutefois, chacune des personnalités politiques invitées à *Cartes sur table* semble maitriser au moins un des principes fondamentaux dispensés par Cicéron.

II. Étude de cas : les discours portés par la gauche à *Cartes sur table* en 1978 et 1981

A. 1978 : la construction d'une opposition de la gauche par les discours

Nous avons vu dans le chapitre précédent que les discordes au sein de la gauche étaient de plus en plus présentes lors de la campagne de 1978. Ces différents entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste ont pour origine l'éclatement du Programme commun de 1972. Ce sujet occupe une place très importante lors des interventions de François Mitterrand et de Georges Marchais à *Cartes sur table*. Nous allons voir ici comment les discordes s'expriment entre les deux hommes et comment ils se détachent l'un de l'autre en vue des élections législatives de 1978. Cela nous permettra de mettre en évidence le fait que les anciens alliés de gauche apparaissent maintenant comme ennemis même si cela n'est pas assumé pleinement.

[20] Interview de Jean Cazenave publiée dans Télérama la semaine du 18 avril 1981 (n°1631)

Cette étude est rendue possible par l'utilisation du logiciel de textométrie nommé TXM. Ce dernier permet d'analyser des écrits de manière très précise. Nous avons donc entrer les scripts des émissions de Georges Marchais et de François Mitterrand de 1978 dans le logiciel pour les étudier.

Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés aux mots les plus employés par les deux hommes. Les deux tableaux suivants mettent donc en évidence les onze mots signifiants les plus employés par François Mitterrand et par Georges Marchais lors de leurs interventions à l'émission.

Mot	Nombre d'utilisation
Nous	190
Je	124
politique	37
parti	35
gouvernement	32
Français	25
socialiste	26
gauche	25
commun	23
travailleurs	17
communiste	16

Tableau n°7 - Vocabulaire le plus employé par F. Mitterrand en 1978

Mot	Nombre d'utilisation
Je	146
Nous	107
parti	62
gauche	56
socialiste	43
communiste	38
politique	27
gouvernement	23
programme	23
commun	22
Français	22

Tableau n°8 - Vocabulaire le plus employé par G. Marchais en 1978

La première remarque à faire ici est l'utilisation du « Je » et du « Nous » par les deux chefs de parti. François Mitterrand utilise davantage le « Je » à l'inverse de Georges Marchais. Cela dénote de la position qu'ils s'accordent eux-même. François Mitterrand se place en leader, la parole passe par lui et les décisions sont les siennes. Georges Marchais parle davantage pour tous les communistes, son discours est celui de son parti. Sa parole et ses décisions valent pour l'ensemble du Parti communiste. De manière générale, les mots qui reviennent le plus sont communs aux deux candidats. Cependant, Georges Marchais utilise très régulièrement le mot « travailleurs », c'est l'électorat qu'il vise. Il s'adresse à eux en les nommant ainsi, ce sont eux qu'il veut défendre dans son programme. Un autre fait remarquable est à noter : François Mitterrand mentionne davantage le

mot « socialiste », qui désigne son parti et les personnes qui s'y rattachent, que le mot « communiste » qui désigne ses adversaires. L'inverse n'est pas vrai pour Georges Marchais qui parle plus de ses adversaires que de ses alliés. Cela donne, une fois de plus, des indications sur les positions des deux hommes. François Mitterrand place au premier plan les socialistes puisqu'il est sûre de leur force alors que Georges Marchais les place au premier plan puisqu'il les redoute.

Les coocurrences du mot « Programme » utilisé dans les discours des deux hommes nous donnent également des informations sur le discours porté. Les coocurrences permettent de connaître les mots plus souvent associés à un autre mot donné.

	Fréquence	CoFréquence
Commun	22	20
Gouvernement	23	7

Tableau n°9 - Coocurrences du mot « programme » dans le discours de F. Mitterrand.

	Fréquence	CoFréquence
commun	23	23
gauche	25	12

Tableau n°10 - Coocurrences du mot « programme » dans le discours de G. Marchais.

On remarque que pour François Mitterrand les deux mots les plus employés avec le mot « programme » sont « commun » et « gouvernement ». Pour Georges Marchais, les deux mots revenants le plus souvent avec « programme » sont « commun » et « gauche ». De manière plus précise, pour François Mitterrand, le mot « commun » est employé 22 fois. Sur ces 22 fois, il est placé près du mot « programme » 20 fois. Dans les discours des deux hommes, le mot « programme » est généralement utilisé pour désigner le programme commun de gouvernement de la gauche établi en 1972. Ils n'utilisent le mot « programme » que très rarement pour parler d'un programme spécifique à leur parti. Cela dénote du caractère omniprésent du programme commun lors des interventions des deux chefs de parti à *Cartes sur table*. Les différents provoqués par la rupture du programme commun occupe largement le débat au détriment des explications sur le programme des deux partis en vue des élections.

Les deux présentateurs de l'émission contribuent largement à la prééminence du discours belliqueux entre socialistes et communistes. L'étude des mots les plus employés par Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach le prouve comme nous pouvons le voir dans les tableaux ci-dessous.

Mot	Nombre d'utilisation
Communiste	14
Gauche	13
Socialiste	10
Programme	9
Marchais	7
Barre	4

Tableau n°11 - Vocabulaire le plus employé par les journalistes lors de l'émission consacrée à F. Mitterrand.

Mot	Nombre utilisation
Gauche	17
Communiste	13
Gouvernement	11
Socialiste	11
Marchais	10
Majorité	8

Tableau n°12 - Vocabulaire le plus employé par les journalistes lors de l'émission consacrée à G. Marchais.

Nous remarquons ici que dans les deux cas présentés, les journalistes utilisent de manière récurrentes les mots « socialiste » et « communiste ». Cela montre à quel point la question de l'alliance et de l'opposition entre les deux partis est importante. Nous relevons également que François Mitterrand est davantage questionné sur les communistes et sur Georges Marchais que sur les socialistes dont il est le représentant. L'inverse n'est pas vrai pour Georges Marchais à qui les journalistes posent plus de questions à propos de son camps. Cette étude montre que François Mitterrand et Georges Marchais ne peuvent pour l'instant pas se défaire de leur passé commun sur lequel ils sont constamment interrogés.

Le dernier élément que nous allons abordé dans cette partie sur les discours d'opposition portés par les socialistes et les communistes sont les concordances des mots « socialiste » et « communiste » pour chacun des candidats. Les concordances permettent de re-contextualiser l'utilisation d'un mot particulier. Par exemple ici, nous allons voir dans quels contextes François Mitterrand et Georges Marchais utilisent les mots « communiste » et « socialiste ». En étudiant les résultats de cette recherche, nous nous apercevons que l'utilisation du mot « communiste » par François Mitterrand est dans 39% des cas péjorative. Au contraire, l'emploi du mot « socialiste » par le chef du parti est dans 37% des cas méliorative. Les résultats de l'analyse des propos de

Georges Marchais sont encore plus parlants puisque dans 46% des cas, l'utilisation du mot « socialiste » est plutôt péjorative et celle du mot « communiste » positive à 43%[21].

L'étude des discours portés par les deux partis de gauche à l'occasion de la campagne pour les élections législatives de 1978 nous montre que d'importantes discordes existent entre eux. Cependant, ils ne parviennent pas à se détacher de l'alliance qu'ils avaient conclu en 1972 à travers le programme commun sur lequel ils sont encore beaucoup interrogés. L'opposition entre les deux partis n'est pas pleinement assumée puisque les deux partis n'affirment pas être l'un contre l'autre. Ils expliquent que leur plus grand souhait est de ramener l'autre parti à la raison et d'actualiser le programme commun qui les liait. Dans les faits, l'actualisation du programme commun ne semble pas tant désirée.

B. 1978 - 1981 : évolution du discours de François Mitterrand

Cette seconde étude de cas reprend les mêmes outils que la précédente. L'utilisation du logiciel de textométrie TXM nous permet ici d'analyser l'évolution du discours de François Mitterrand entre la campagne électorale de 1978 et celle de 1981. Nous avons choisi de nous concentrer sur les discours de François Mitterrand puisqu'il est le candidat élu à la suite des élections présidentielles de 1981. Nous voulons donc montrer comment les discours tenus lors de ses participations à l'émission *Cartes sur table*s ont évolué et ont pu contribuer à sa victoire. Comme pour la première étude, nous allons commencer par la comparaison du lexique de François Mitterrand en 1978 et en 1981. Les deux tableaux suivants mettent en avant les mots les plus utilisés par le candidat et leur nombre d'utilisation.

21 Les tableaux complets exposant les résultats sont présents en annexe. Pour des raisons pratiques de présentation, ils ne sont pas présentés dans le corps du texte.

Mot	Nombre d'utilisation
Je	146
Nous	107
Parti	62
Gauche	56
Socialiste	45
Communiste	38
Politique	27
Gouvernement	23
Programme	23
Commun	22
Français	22
France	20
Majorité	6
Marchais	2
Giscard	2

Tableau n°13 - Vocabulaire le plus employé par F. Mitterrand en 1978.

Mot	Nombre d'utilisation
Je	235
Candidat	34
Moi	35
France	29
Politique	29
Problème	28
Président	22
Français	21
Giscard	14
Pouvoir	14
Communistes	14
Majorité	12
Chômage	11
Chômeurs	11
Économie	10

Tableau n°14- Vocabulaire le plus employé par F. Mitterrand en 1981.

Nous avions souligné dans l'étude précédente que l'utilisation du « Je » était plus forte que celle du « Nous » en 1978 dans le discours de François Mitterrand. Cette tendance se confirme et augmente même en 1981. Cela peut s'expliquer par deux choses : François Mitterrand représente le parti socialiste lors des élections législatives de 1978. Il n'est pas le seul candidat et doit parler au nom du groupe socialiste dans son entièreté. En 1981, l'échéance électorale n'est pas la même. François Mitterrand se porte candidat à la présidence de la République et, bien qu'il soit toujours le chef de file du parti socialiste, il ne représente que sa candidature à lui donc son programme et sa personne. Le « Nous » disparait des mots les plus utilisés au profit du « Je » et du « Moi » qui reviennent, en cumulé, deux cent soixante-dix fois. Au delà de l'échelle électorale et de la différence de statut de François Mitterrand lors de ces élections, nous pouvons analyser cette évolution du discours comme étant le signe d'une affirmation du candidat socialiste comme chef de file de la gauche française. En effet, François Mitterrand a pris de l'assurance à la suite des dernières élections (municipales et législatives) très favorables au parti socialiste. Il s'impose donc comme grande figure de la gauche d'où l'utilisation croissante du « Je » et du « Moi ».

L'étude du lexique de François Mitterrand montre également un changement des priorités. En 1978, l'intervention du candidat socialiste était en grande partie basée sur les problèmes internes à la gauche française et à la rupture du programme commun entre socialistes et communistes. On retrouve alors une importante utilisation des mots « gauche », « programme », « commun », « socialiste », « communiste ». François Mitterrand, lors de son intervention à *Cartes sur table* en 1981, semble souligner d'autres problèmes d'ordres économiques et sociaux tel que le chômage. L'union de la gauche n'est plus du tout un enjeu primordiale pour François Mitterrand. Le terme « gauche » était utilisé cinquante-six fois en 1978 et ne l'est plus que sept fois en 1981. L'enjeu est l'économie du pays et non plus les discordes internes à la gauche. L'ennemi politique de François Mitterrand change également entre 1978 et 1981. En effet, lors de la campagne pour les élections législatives, François Mitterrand mentionne davantage Georges Marchais et les communistes (quarante fois en cumulé) que la majorité de Valéry Giscard d'Estaing (huit fois). En 1981, à l'inverse, le candidat socialiste semble plus engagé contre la majorité et le président sortant qu'il mentionne en tout vingt six fois. Georges Marchais n'est évoqué qu'une seule fois lors de *Cartes sur table* et les communistes quatorze fois.

Pour la suite de cette étude sur l'évolution du discours de François Mitterrand entre 1978 et 1981, nous allons analyser les concordances du mot « Français ». Cela nous permettra de comprendre comment le candidat socialiste s'adresse aux électeurs français en 1978 puis en 1981 : quels sont ses revendications, ses promesses ou ses mises en gardes vis à vis d'eux ? François Mitterrand ne se positionne pas tout à fait de la même manière en 1978 et en 1981 comme le montre les tableaux suivants. Nous avons classés chaque lignes avec un code couleur pour en faciliter la lecture. Ainsi, les lignes rouges correspondent aux propos mettant en rapport les Français et le gouvernement en place, les lignes vertes aux rapports entre les Français et le parti socialiste et les lignes grises à l'intérêt/au choix des Français.

ContexteGauche	Pivot	ContexteDroit
de l'appropriation sociale de l'ensemble des	Français	, dans les industries soutenues par l'argent des contribuables
je m'adresse à des millions de téléspectateurs que sont le	Français	. Je suis triste lorsque je pense à la façon dont Monsieur Barre
Françaises et les		
Chirac, d'autres encore, méprisent les	Français	car ils croient que les Français peuvent tout avaler.
méprisent les Français car ils croient que les	Français	peuvent tout avaler. Nous faisons une proposition de chiffragedu programme
qu'il entre en politique, se croit obligé de mépriser les	Français	, de les considérer comme stupides. Quand à moi … …
Je vous demande d'en juger, je demande aux	Français	qui m'écoutent d'en juger : Monsieur Barre parle de
le projet socialiste représente 15 milliards de francs. Les	Français	qui m'écoutent se disent : le premier ministre ose parler de 227 milliards
de brouiller toutes les données pour tromper les	Français	. J'en reviens à la question portant sur les dernières mesures
parti socialiste, et cela l'honore, au centre de toutes les attaques. Les	Français	le savent bien et, au fond, ils l'aiment bien, le parti socialiste !
Nous, nous sommes pour que les	Français	choisissent.
ce n'est pas une erreur de calcul. C'est fait pour tromper l	Français	car, s'il avait calculé, il aurait tout simplement dit
c'est le grand parti qui monte ; c'est celui qui inspire confiance aux	Français	mais alors qu'est -ce qu'il prend et moi avec.
des grands intérêts de la France et des grands intérêts des	Français	. Je voudrais pouvoir - on en parlera avant la fin - même les énumérer
Il appartient maintenant aux Françaises et aux	Français	de gauche de choisir entre la proposition communiste et la proposition socialiste
Je ne lui demande rien du tout, ce sont les	Français	qui le lui demandent.
ces arguments qui sont ceux du bon sens et de l'intérêt de	Français	
assez bien, dans la mesure où les	Français	se rendent fort bien compte que les partis de droite qui attaquent
c'est plus important que tout le reste - les	Français	, même ceux qui votent, ou presque tous ceux qui votent
les partis conservateurs actuellement au pouvoir, les	Français	n'aiment pas la majorité, les Français ne les aiment pas
Français n'aiment pas la majorité, les	Français	ne les aiment pas. C'est très important. Ils ne
des missions fondamentales. Il existe pour les	Français	, à travers les problèmes de l'instruction, du savoir,
tellement de choses qui sont grandes que je demande aux Françaises et aux	Français	de choisir dans la clarté entre les formations politiques qui se proposent

Tableau n°15 - Concordances du mot « Français » dans le discours de F. Mitterrand à *Cartes sur table* en 1978.

ContexteGauche	Pivot	ContexteDroit
au gré du suffrage universel si les	Français	m'approuvent.
change de régime et ce n'est pas celui que les	Français	ont adopté en 1958.
Choisissons, que les	Français	choisissent et, si vous le voulez bien, parlons -en.
Je vais essayer de dire exactement pour les	Français	, à travers vous, si vous le permettez, ce que
Au fond, ce sont les	Français	qui décideront lorsqu'ils auront à élire leurs députés.
Chirac déclare : je veux rassembler les	Français	, ce qui signifie ordinairement : je veux rassembler les Français
ce qui signifie ordinairement : je veux rassemb	Français	, moins les 5 à 6 millions d'entre eux qui votent communiste.
emploie le chiffre millier par modestie, de	Français	qui se reconnaitront dans leur nouvel élu, même s'ils n'
je suis tout prêt à le fournir aux	Français	d'ici la fin de cette campagne.
une petite conversation à trois mais beaucoup (	Français	nous écoutent et il faut quand même que je leur explique
Antenne 2 informe aussi exactement que possi	Français	et les Françaises des propositions de fond du candidat socialiste
c'est de réaliser une des plus grande égalité en	Français	. Les inégalités françaises c'est un cancer.
je vous le dis, et j'annonce aux	Français	, que le Président de la République que je serai mettra tout en oeuvre
Il faut bien que les	Français	aient de l'électricité et qu'ils puissent monter en chemin de fer.
ce ne sont pas les Russes qui votent mais les	Français	. Je suis quand même assez étonné de constater que jamais M. Giscard
et c'est pourquoi j'entends rassembler les	Français	sur cette politique afin que nous parvenions le mois prochain à aborder
Alors, je dis aux	Français	qui nous écoutent : j'aborde cette élection avec beaucoup de sérénité
qui s'impose à mon esprit et que je pose aux	Français	c'est celle -ci : est -ce que vous croyez raisonnable de confier
et je demande une majorité de suffrages aux	Français	et je ne la demande pas dans le secret de ma pensée.
échec est d'avoir mis si longtemps à convainc	Français	, ma plus grande réussite c'est d'avoir avec d'autres fondé
me sens autorisé et à partir de là de demander a	Français	leur confiance pour présider la France.

Tableau n°16 - Concordances du mot « Français » dans le discours de F. Mitterrand à *Cartes sur table* en 1981.

Nous remarquons, à travers ces deux tableaux, que lors des élections de 1978, François Mitterrand insiste sur le fait que le gouvernement en place trompe les Français et qu'il les méprise. Le candidat affirme également que les Français n'aiment pas la majorité. Le mot « Français » est, le plus souvent, associé au gouvernement et de manière négative. L'apport positif du parti socialiste envers les Français n'est mentionné que deux fois. François Mitterrand attaque le pouvoir en place plutôt que de venter les mérites de son parti et du bénéfice qu'il pourrait apporter aux électeurs en

cas de victoire. Cela montre qu'il n'est pas suffisamment sur de sa force pour pouvoir convaincre les Français.

En 1981, la tendance s'inverse. Le mot « Français » est le plus souvent associé au parti socialiste et de manière positive. La droite n'est mentionnée que trois fois aux côtés du mot « Français ». Le candidat socialiste se montre, une fois de plus, beaucoup plus sûr de lui et de sa force lors des élections présidentielles. Il se place en leader, il n'a plus autant besoin de dénigrer ses adversaires pour convaincre les électeurs qu'il est le président qu'ils leur faut.

François Mitterrand insiste, en 1978 et 1981, sur l'intérêt des Français et leur possibilité de choisir. Il s'efforce de s'adresser aux téléspectateurs de manière à leur faire comprendre que le choix est le leur. De plus, il explique que ses propositions sont dans l'intérêt des Français. Cela serait applicable à tous les candidats. Pour être élu, il faut montrer que sa priorité est de mener une politique en faveur des Français.

Nous avons vu à travers ce chapitre sur la communication des hommes politiques que la période de diffusion de *Cartes sur table* correspondait à l'introduction des communicants dans la vie politique. Cependant, le marketing politique porté par ces professionnels de la communication ne semble pas plaire et convaincre tout le monde. Certains hommes politiques restent donc seuls pour gérer la communication avec des méthodes bien à eux. C'est le cas de Raymond Barre et de Georges Marchais par exemple. En dehors du comportement des personnalités politiques à l'écran, il faut également étudier le discours porté. À travers l'étude de l'évolution des discours de la gauche, nous avons vu que l'outil de la textométrie pouvait être intéressant pour lire entre les lignes. En effet, certains éléments non-dits par les candidats se devinent assez facilement lorsque l'on étudie de manière précise leurs discours. Cela fait aussi parti du jeu de la communication, certaines choses doivent être dites clairement et d'autres non pour ne pas qu'elles puissent être reprochées.

PARTIE III

AUTOUR DE CARTES SUR TABLE : RÉACTIONS ET OPINIONS DANS LES MÉDIAS

Chapitre 5

Chroniques télévisuelles et radiophoniques post-émissions

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser aux reprises de l'émission *Cartes sur table* lors des journaux télévisés et radiophoniques. Pour ce faire, nous utiliserons les journaux télévisés et radiophoniques diffusés le soir même ou le lendemain des différents *Cartes sur table* de notre étude. L'intérêt est d'observer ce que mettent en avant les médias audiovisuels lors de leurs résumés pour comprendre ce qu'un spectateur n'ayant pas vu l'émission peut en retenir. Il est important de mentionner ici les travaux de David White et sa théorie du « gate-keeping ». Cette théorie se base sur le postulat suivant : les journalistes, détenteurs des informations, ne peuvent pas toutes les relayer et doivent donc faire des choix. Ainsi, ils n'exposent que certaines informations au public. Par ce biais, David White explique que les journalistes ne nous disent pas quoi penser mais orientent le spectateur sur ce à quoi il doit penser.

I. Les reprises de *Cartes sur table* en 1978 : les querelles au premiers plan

A. Le programme commun : l'élément phare retenu

Nous l'avons vu lors des précédents chapitres, le programme commun est un élément phare de la campagne électorale pour les élections législatives de 1978. Ce point est largement évoqué lors des émissions de *Cartes sur table* conviants les candidats des partis de gauche. Les résumés des émissions effectués par les journaux télévisés et radiophoniques ne manquent pas de rappeler l'importance de ce sujet et les querelles qu'il entraine.

Après le passage de Georges Marchais dans l'émission du 1er février 1978, *Les nouvelles, dernière édition* présentées par Noël Mamère sur Antenne 2 exposent les faits les plus importants de l'émission. Le premier fait abordé est l'attaque de Georges Marchais envers ses anciens alliés du Parti Socialiste. Le candidat communiste a qualifié la querelle entre le PS et le PC comme une diversion voulue par François Mitterrand. Un extrait de l'émission est ensuite proposé aux téléspectateurs. Sans grande surprise, il s'agit d'un moment où Georges Marchais scande que les différents internes à la gauche au sujet du Programme commun n'intéressent pas les Français. Il explique que les électeurs veulent des propositions pour une politique nouvelle et que seul le Parti Communiste est à l'aise avec cette question. C'est exactement pour cette raison, par crainte du Parti Communiste que le chef du Parti Socialiste fait diversion. Une journaliste politique, Danièle Breem, intervient ensuite en plateau pour commenter la performance de Georges Marchais. Elle reprend les

reproches faits à François Mitterrand qui fuit le débat de fond en mettant en avant la querelle, selon le candidat communiste. Elle reprend également son indignation des propos qu'a tenu François Mitterrand dans le Provençal sur le fait de reporter l'application du Programme Commun dix-huit mois après l'élection. Georges Marchais souhaitait l'appliquer tout de suite après la victoire de la gauche. Après cette longue reprise sur les querelles liées au Programme Commun, la journaliste reprend également les points principaux abordés par le candidat sur le plateau de *Cartes sur table* : les mesures sociales doivent être prises par un gouvernement de gauche dès la première semaine : SMIC à 2400 francs, retraite à 55 ans, allocation vieillesse, les 40 heures de travail en 5 jours, les 500.000 emplois nouveaux et les nationalisations. Elle conclut en précisant que le candidat a systématiquement refusé de dire si les candidats communistes se désisteraient après le premier tour en cas de triangulaires incluant le parti socialiste.

Sur *Inter Actualité*[1], le lendemain de l'émission, on insiste également sur les propos de Georges Marchais contre le Parti Socialiste. Dans l'extrait proposé, on entend le candidat communiste tenir les propos suivants : « le vote du 12 est une grande démarche nationale, une grande pétition nationale pour dire au Parti Socialiste que ce qu'ils ont fait n'est pas bien puisqu'ils ont abandonné le programme commun de 1972 ». Bernard Valette, analyse politique, explique qu'il est apparut comme un joueur qui a décidé de tout miser sur le 12 juin. Il compte sur les Français pour que les voix aillent aux candidats communistes qui sont les seuls porteurs d'un vrai changement. Georges Marchais veut faire plier les socialistes.

Les résumés du passage de Georges Marchais mentionnent principalement les querelles entre parti socialiste et parti communiste. Ce sujet occupait une place majeure dans l'interview du candidat par Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach mais l'émission, dans son intégralité, abordait tout de même d'autres sujets et notamment les propositions du parti communiste. Finalement, on ne retient quasi-exclusivement, que l'aversion de Georges Marchais pour le parti socialiste qu'il traite comme son principal adversaire.

Les nouvelles, dernière édition du 15 février 1978 soulèvent, en premier point, la précision de François Mitterrand sur les nationalisations prévues dans son plan économique. Cette précision fait suite aux attaques du parti communiste et à celles de la majorité. Noël Copin informe également

[1] Émission *Inter Actualité* diffusée le 02/02/1978 à 8heures.

sur le fait que le candidat socialiste a répondu aux accusations de Raymond Barre qui l'avait attaqué sur son chiffrage. Cependant, l'analyste politique amène rapidement la question des tensions entre les deux partis de gauche. Il explique que François Mitterrand a rappelé qu'il n'était pas question de négocier le programme commun entre les deux tours. De plus, le candidat a été amené à parler du problème de la composition du gouvernement. L'extrait proposé montre François Mitterrand expliquer qu'il a conclut en 1972 un accord prévoyant un gouvernement où serait représentée toute la gauche. Mais il ne sait pas exactement dans quelles conditions et à quels postes. Il affirme n'avoir discuté de cela avec personne. Il n'en parlera pas avant que la question ne se pose vraiment. Il ajoute que le parti communiste est entrain de commettre une erreur en s'éloignant de l'union de la gauche. Noël Copin revient ensuite sur d'autres sujets abordés, mais de manière plus succincte : le rôle du premier ministre dans les sommets européens, la sérénité du candidat et l'affirmation par ce dernier que le PS reste le premier parti de France.

Les actualités de 13h[2] de TF1, le lendemain de l'émission, reprennent la réponse de François Mitterrand à Raymond Barre. La réponse faite à Georges Marchais est également mentionnée. Bruno Masure reprend les propos de François Mitterrand à propos des remarques communistes qu'il a qualifié « d'observation absurdes et de sottises ». Le journaliste précise qu'il a réagit à l'hypothèse d'un refus de la part des communistes de se désister en cas de triangulaire avant de diffuser un extrait illustrant ces propos. François Mitterrand s'y exprime de la manière suivante : « si la gauche n'est pas unie, elle perdra. Unie, elle gagnera, si elle se déchire, elle perdra. Le parti socialiste continue de penser que le seul chemin raisonnable c'est un candidat unique par circonscription, le mieux placé au premier tour. ». De manière plus flagrante que dans *Les nouvelles, dernière édition* d'Antenne 2, les différents internes à la gauche sont largement mis en avant. Le reste de la prestation de François Mitterrand est balayé de manière très rapide.

Enfin, tout comme les deux journaux précédents, *Inter Actualité*[3] soulève deux points principaux au sujet de l'émission *Cartes sur table.* Le premier est la réponse de ce dernier à Raymond Barre concernant l'augmentation des impôts due à sa probable élection. Il s'est défendu en expliquant que les impôts augmenteraient du fait de sa politique sociale et de l'augmentation des aides à la frange de la population la plus défavorisée. Elle est donc nécessaire et justifiée. L'autre sujet abordé concerne le programme commun et le refus de re-négociation du candidat socialiste

---

[2] Émission *Les actualités* diffusée le 16/02/1978 à 13heures.

[3] Émission *Inter Actualité* diffusée le 16/02/1978 à 8heures.

avec Georges Marchais. Il refuse de bâcler en trente six heures une redéfinition du programme commun qui serait absurde selon lui. Pour lui, il revient aux Français de choisir entre le parti communiste et le parti socialiste.

Tout comme les résumés des émissions de Georges Marchais, ceux de l'émission de François Mitterrand sont axés sur le programme commun et les différents internes à la gauche. Les journalistes des différentes émissions, à différents moments (le soir même ou le lendemain) choisissent de parler de ces sujets en particulier plutôt que de faire part des propositions sociales ou des programmes économiques des candidats à des téléspectateurs n'ayant pas vu l'émission. Ainsi, ces résumés ne sont pas très éclairants pour les futurs électeurs. En mentionnant exclusivement le programme commun et les querelles qui en découlent, les journalistes orientent les téléspectateurs sur ce à quoi ils doivent penser comme l'explique David White à travers sa théorie du « gate keeping ». Cela donne une image des deux partis plutôt batailleuses et peu enclines à faire de réelles propositions pour le pays.

B. Entre « danger socialiste » et création de l'UDF

Pour les candidats ou représentants de la droite française, deux sujets sont au coeur des reprises des journaux télévisés et radiophoniques : le danger que représente la gauche et les problèmes d'accord entre les différents partis. Une fois encore, comme nous allons le voir, les différentes rédactions mettent en avant le thème des conflits qui est privilégié au reste des informations.

Dans un premier temps, nous allons voir que le danger que représente la gauche selon les personnalités politiques à droite de l'échiquier est un sujet largement repris dans les journaux. En effet, dans la chronique « Journal des législatives » des *Actualités* de 13 heures sur TF1 du 14 février 1978, on revient sur les propos qu'a tenu Raymond Barre la veille au soir à *Cartes sur table* au sujet de l'alternance. Le présentateur explique que l'alternance est indispensable au bon fonctionnement d'un pays selon le premier ministre, cependant, il a également déclaré que l'opposition actuelle demandait une remise en cause fondamentale de la société. Nous voyons ensuite Raymond Barre chiffrer les propositions du Parti Socialiste dans un extrait de *Cartes sur table*. Le programme socialiste implique le doublement des impôts pour tous les Français selon lui.

Tout comme la reprise des *Actualités* de 13h sur TF1, *Inter Actualité*[4] reprend les propos de Raymond Barre sur l'élection probable des socialistes qui aurait pour conséquence le doublement des impôts. Cela est illustré par un extrait où le premier ministre explique que les mesures sociales revendiquées par le PS sont très couteuses.

Ces deux reprises de l'émission mettent en lumière le Parti Socialiste et le danger qu'il représente pour le parti du gouvernement. En effet, la lumière est mise sur un passage où l'invité s'exprime à propos du parti de François Mitterrand et non sur la défense du gouvernement ou sur le programme de celui-ci.

Deux semaines plus tard, c'est au tour de Michel Poniatowski de participer à l'émission *Cartes sur table*. *Les nouvelles, dernière édition* d'Antenne 2 le 22 février 1978 résume cette participation en mettant également en lumière le danger que représente selon lui l'arrivée des communistes au pouvoir. Il a dénoncé, selon le présentateurs du journal, les programmes socialistes et communistes pendant la majeure partie de l'émission. Ce dernier vante alors l'accélération des mesures sociales (en faveur des familles et des personnes âgées) promises par Valéry Giscard d'Estaing pour faire barrage aux propositions de la gauche française. Dans l'extrait proposé, on peut observer l'ancien membre du gouvernement expliquer que le programme commun comporte un triple risque : celui de la crise économique, celui de la crise politique puisqu'il y aurait un assaut pour prendre le pouvoir entre communistes et socialistes, crise institutionnelle avec le président.

Enfin, la reprise de l'émission de Jacques Chirac par *Les Actualités*[5] de 13h de TF1 reprend également ses propos sur l'impossibilité pour la gauche d'accéder au pouvoir et du danger que cela représenterait. Il est dit que Jacques Chirac a attaqué François Mitterrand lors du *Cartes sur table* de la veille, et qu'il pense que s'il arrivait à Matignon, il serait incapable de se détacher du Parti Communiste qui le harcèlerait sans cesse. De plus, il serait contesté par le RPR et limité par le président de la République. En clair, il serait incapable de gouverner ce qui mettrait le bon fonctionnement du pays en péril.

---

[4] Émission *Inter Actualité* diffusée le 14 février 1978 à 8heures sur France Inter.

[5] Émission *Les actualités* diffusée le 09/02/1978 à 13heures sur TF1.

Les différents journaux télévisés et radiophoniques reprennent largement le danger que représente la gauche française selon les différents représentants de droit. Cela signifie que la gauche est prise très au sérieux et que son ascension au pouvoir semble être largement envisagé. La droite française dans son ensemble est bien consciente qu'elle est menacée dans le contrôle du pays. Elle essaie donc d'effrayer les électeurs en faisant part d'un désastre promis en cas de victoire des socialistes et des communistes. Les médias audiovisuels, en reprenant ces passages spécifiques, indiquent à la population que la gauche est proche du pouvoir et qu'elle pourrait être une menace pour l'économie française.

Le deuxième point abordé par les reprises des interventions des politiques de droite à *Cartes sur table* est celui des conflits entre les différents partis, en grande partie dus à la création de l'UDF. Le premier concerné par ce point est le président du RPR, Jacques Chirac. Lors de la reprise par *Les nouvelles, dernière édition*[6] sur Antenne 2, Jacques Chirac est qualifié de combatif par le présentateur. L'extrait de *Cartes sur table* proposé par le journal est celui qui concerne la création de l'UDF. Jacques Chirac ironise sur le fait que les créateurs de l'UDF ait proposé la place de chef de fil au premier ministre qui l'a refusé. Les créateurs se sont attribués la place et font mine de la proposer ensuite à Raymond Barre, mais ce n'est pas dans leur intérêt. Jacques Chirac conclut que l'on passe trop de temps à parler de l'UDF qui a tout de même un intérêt très limité dans la politique nationale. Et malgré ces propos, c'est bien ce passage là qui est choisi par les journalistes pour illustrer la performance de Jacques Chirac à *Cartes sur table*. Il n'est pas fait mention, dans cette reprise, de son programme et des propositions qu'il a faite lors de l'émission. On retient seulement cette petite phrase à propos de l'UDF. Le téléspectateur qui n'aurait pas vu l'émission n'apprend pas grand chose sur les propositions de son parti.

Inter Actualité reprend également ce thème le matin du 12 janvier 1978, après l'émission de Raymond Barre. Le résumé de l'émission fait mention du pacte électoral de la majorité et du fait que Jacques Chirac soit persuadé, selon le premier ministre, que ses adversaires cherchaient à l'étouffer dans la bataille électorale. L'extrait choisi illustre les positions du président de la République sur le pacte de la majorité. Raymond Barre y explique que le président a toujours préconisé la stratégie de l'entente majoritaire et qu'une multiplicité des candidatures mènerait à l'anarchie. La stratégie d'entente majoritaire est nécessaire et doit se developper. La stratégie

[6] Émission *Les nouvelles, dernière édition* diffusée le 08/02/1978 à 22h38.

électorale prend le pas, une fois de plus, sur les propos de fond exposés pendant l'émission. Le journal ne retient que les alliances ou les divergences qui se jouent entre les différents partis de droite.

Les différentes reprises des interventions des candidats ou des représentants de partie pour les élections législatives de 1978 mettent en évidence trois éléments : l'omniprésence du programme commun pour les candidats de gauche, le danger que représente la gauche pour la droite française et les différents internes à la droite suite à la création de l'UDF. L'attention du téléspectateur est attirée sur ces trois phénomènes et non sur les propositions faites par les candidats. C'est là que le gate-keeping de David White prend tout son sens : le téléspectateur qui n'a pas vu l'émission est orienté du fait du choix des journaux de traiter telle ou telle information. Il ne dispose que de tous les éléments pour faire un choix objectif.

II. Les reprises de 1981 : un traitement peu égalitaire entre les candidats

Dans cette seconde partie, nous allons nous intéresser aux différents traitement des candidats à l'élection présidentielle de 1981 par les journaux télévisés et radiophoniques. Nous allons voir que la forme des reprises ainsi que le fond démontrent une certaine partialité de la part des rédactions.

A. Des candidats non-éligibles

Marie-France Garaud et Michel Crépeau

Les nouvelles, dernière édition diffusée sur Antenne 2 le 26 janvier 1981, à la suite du numéro de *Cartes sur table* partagé par Marie-France Garaud et Michel Crépeau présentent une candidate issue du RPR assez agressive envers les partis, les leaders politiques et le chef de l'Etat. La chroniqueuse politique Patricia Chamelet reprend les propos de Marie-France Garaud selon lesquels les hommes politiques seraient trop embrigadés dans leur querelle pour voir les vrais problèmes du pays. De plus, la seule candidate féminine invitée à *Cartes sur table* reproche fortement à Valéry Giscard d'Estaing sa politique étrangère et notamment sa stratégie à l'égard de l'URSS. La chroniqueuse choisi de diffuser un extrait mettant justement en scène la prise à partie de

Marie-France Garaud envers le président de la République. Elle explique, dans cet extrait, que Valéry Giscard d'Estaing se croit plus intelligent que la France et que les Français ce qui est déjà grave pour la démocratie. Il se croit également plus intelligent que les soviétiques, et cela représente un réel danger pour la démocratie selon la candidate. La chroniqueuse politique termine son résumé en exposant la critique faite par Marie-France Garaud envers le Parti Socialiste qui est, selon elle, dans le flou artistique. Marie-France Garaud est présentée comme une personne très critique du gouvernement mais le résumé de sa prestation ne reprend pas ses propositions politiques ou économiques.

Le traitement de Michel Crépeau est bien moins valorisant encore. En effet, le résumé de sa prestation est nettement plus court que celui de la candidate qui l'a précédé. Cela montre que la candidate a réussi à s'imposer davantage que son concurrent des radicaux de gauche. On retient de la performance de ce dernier qu'il appellera au deuxième tour à voter pour François Mitterrand. Puis, un extrait est également proposé pour Michel Crépeau et concerne le programme commun. On y voit le candidat expliquer que le Parti Communiste est largement responsable de l'éclatement de l'alliance entre les gauches.

Si l'on s'en tient au résumé proposé par Antenne 2 à la suite de la diffusion de *Cartes sur table*, on retient uniquement que Marie-France Garaud a été bien plus agressive et revendicative que Michel Crépeau qui a juste parlé des querelles internes à la gauche et qui a apporté son soutien futur à François Mitterrand pour le deuxième tour de l'élection présidentielle.

Sur la chaine concurrente, le journal du soir Soir 3 propose une lecture encore plus claire de la prestation des deux candidats puisque seule celle de Marie-France Garaud est commentée. On y explique qu'elle a mené un véritable réquisitoire contre Valéry Giscard d'Estaing et qu'elle a beaucoup parlé de la menace soviétique (un des thèmes principal de sa campagne). L'extrait diffusé par la chaine montre Marie-France Garaud dire que le président actuel a disposé de sept années de mandats pour changer de politique et qu'il ne l'a pas fait, il n'est donc pas utile de lui permettre un second mandat. Alain Schimdt, chroniqueur politique, commente le passage de Marie-France Garaud mais ne dit absolument rien de celui de Michel Crépeau.

L'analyse proposée par *Soir 3* et *Les nouvelles, dernière édition* montre que Marie-France Garaud a parfaitement mené sa prestation sur le plateau de *Cartes sur table*. En occupant l'espace de manière si intense, elle n'a pas permis à son concurrent de se faire entendre. Le téléspectateur

n'ayant pas vu l'émission retiendra uniquement la prestance et l'assurance de Marie-France Garaud en oubliant presque qu'elle a partagé l'émission avec le candidat des Radicaux de gauche.

Cependant, cette émission n'a pas été jugée assez importante pour être retenue par la matinale *Inter Actualité* de France inter le lendemain matin. En effet, rien est dit à son propos.

L'émission partagée par Michel Crépeau et Marie-France Garaud n'a pas un retentissement très important dans les médias audiovisuels à la suite de sa diffusion. Marie-France Garaud est retenue pour son assurance et sa vive critique de la politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing mais aucune de ses propositions n'est mise en lumière. Pour Michel Crépeau, l'analyse est sans doute encore plus claire. La seule chose dont on retient de lui est qu'il pourrait voter pour François Mitterrand au second tour, l'excluant complètement de la bataille présidentielle.

Georges Marchais

Le dernière édition du journal de TF1 diffusée le 23 mars 1981 reprend la prestation que Georges Marchais vient de livrer sur la chaine concurrente Antenne 2. Il y est majoritairement question de la réponse formulée par le candidat communiste au sujet du deuxième tour de l'élection présidentielle. L'analyste politique présent sur le plateau fait part des tensions qui existent encore entre les deux grands partis de gauche. Il explique que Georges Marchais a posé ses conditions pour s'allier aux socialistes dans le cas où ils seraient présents au second tour. Dans le journal *Antenne 2 Midi* du lendemain, on affirme que l'intervention de Georges Marchais a marqué un véritable tournant dans la campagne. Le résumé met également en avant la réponse du candidat communiste sur sa position au second tour. Noel Copin, analyste politique, explique que l'attitude de Georges Marchais, lors du *Cartes sur table* qui lui était consacré, rappelle celle qu'il avait en 1978. Il ne veut pas de victoire de la gauche si son parti ne pèse pas autant que le Parti Socialiste. C'est toute l'importance du score au premier tour. Si François Mitterrand est élu et qu'il ne nomme pas des ministre communistes, il y aura une mobilisation de caractère social et le début d'une lutte sociale. François Mitterrand doit tout de même compter sur les communistes. À travers ces analyses, on remarque que les journalistes croient peu en la présence du candidat communiste au second tour. Les résumés sont axés sur le report de voix que son clan pourrait apporté à François Mitterrand. Il

n'y a que cela qui puisse lui donner de l'importance lors des élections présidentielles à venir. Son programme importe finalement assez peu.

Le lendemain, *Les actualités* de 13h de la même chaine résument le *Cartes sur table* de la veille. Le présentateur annonce un extrait qu'il qualifie de « principale intervention de Georges Marchais », on y voit le candidat expliquer qu'il ne choisira pas Valéry Giscard d'Estaing, qu'il ne souhaite pas non plus s'abstenir mais que voter François Mitterrand lui pose un grave problème. Il s'exprime ainsi : « Il y a un énorme danger pour les travailleuses et les travailleurs à voter pour le candidat socialiste. Le problème grave est l'orientation de F. Mitterrand. Mitterrand va gouverner avec la droite. ». Alain Fernbach, chroniqueur politique, explique que pour une fois Georges Marchais n'a pas improvisé. Sur le contenu du discours, il affirme qu'il y a toujours un affrontement entre communistes et socialistes et que Georges Marchais veut enfermer à droite le candidat socialiste pour se positionner comme seule candidat de gauche face à Valéry Giscard d'Estaing. Finalement, la stratégie du candidat communiste est de pousser François Mitterrand à la négociation avec lui, pour que ce dernier lui confie quelques postes au gouvernement.

Enfin, *Inter Actualité*[7] reprend la prestation du candidat dans les mêmes termes que les journaux précédents. La question « Pour qui voter au second tour s'il opposait François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing ? ». La réponse du candidat communiste est répétée une fois de plus.
Alain Joannes, chroniqueur politique pour France Inter explique que les électeurs communistes ne voteront pas pour Valéry Giscard d'Estaing mais pas non plus pour François Mitterrand. Ils ne s'abstiendront pas parce que ce n'est pas dans la culture des communistes. Il ne reste comme solution que le vote blanc. L'essentiel de la prestation télévisée de Georges Marchais a consisté à préparer ses électeurs à un acte de défiance pour le 10 mai. Il a fait peur à ceux qui seraient quand même tenter de voter pour le candidat socialiste. Pour Alain Joannes, Georges Marchais a intensifié son entreprise de destruction politique contre François Mitterrand.

Toutes ses reprises sur la prestation de Georges Marchais montre la même chose : selon les rédactions des journaux, il ne sera pas présent au second tour. En effet, tous axent leur résumé sur un extrait de Georges Marchais mentionnant sa position en cas de duel entre le candidat socialiste et le président sortant. On ne parle pas du reste de son intervention. Il ne peut avoir une importance que pour le second tour pour le report de ses voix.

---

[7] Émission *Inter Actualité* diffusée le 24/03/1981 à 8heures sur France Inter.

Les trois candidats présentés dans cette partie ne sont pas qualifiables pour le second tour de l'élection présidentielle si l'on s'en tient aux différentes reprises de leur prestation faite par les médias. Ils sont présentés comme des semeurs de troubles ou des critiques des politiques en place . Ils n'intéressent que pour le report de voix qu'ils pourraient apporter lors du second tour de l'élection. Les spectateurs ou auditeurs attentifs aux reprises des émissions ne sont pas poussés à croire en ces différentes candidatures. On ne peut pas dire que ces candidats soient critiqués par les différents médias audiovisuels mais ils ne sont pas non plus valorisés.

B. Un deuxième tour qui se dessine

À l'inverse des candidats mentionnés dans cette première partie, certains semblent pris plus au sérieux par les journaux télévisés et radiophoniques. En effet, les reprises qui sont faites sont plus factuelles et s'intéressent davantage aux propositions des candidats. De ces résumés se dégage une image plus profonde, plus crédible des candidats Chirac, Mitterrand et Giscard d'Estaing.

Jacques Chirac

Jacques Chirac semble sûr de pouvoir arriver au deuxième tour si l'on en croit la reprise faite par *Les nouvelles, dernière édition* d'Antenne 2 le 9 mars 1981. Le présentateur, Paul Amar, explique que le candidat du RPR pense battre Valéry Giscard d'Estaing et arrivé au deuxième tour face à François Mitterrand. Selon lui, il est beaucoup plus apte à être élu face au candidat socialiste que le président sortant. Jacques Chirac a expliqué, lors de son intervention à *Cartes sur table*, que le président de la République avait déjà eu sa chance et qu'il avait profondément déçu les Français. Finalement, en cas de duel entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, ce dernier aurait toutes ses chances de gagner. Jacques Chirac considère donc être le seul candidat de droite capable de vaincre le chef de file du Parti Socialiste lors de la prochaine échéance électorale.
Le journal de 13h[8] de TF1 fait passer le même message le lendemain. Ce qui est retenu est la conviction de Jacques Chirac d'arriver au second tour de l'élection présidentielle et l'intime conviction qu'il est le seul à pouvoir battre François Mitterrand. Le présentateur annonce un extrait de l'émission de la veille allant directement dans ce sens. On y observe Jacques Chirac affirmer que

[8] Émission *Les actualités* diffusée à 13h sur TF1 le 10/03/1981.

trop de Français sont déçus du mandat de Valéry Giscard d'Estaing et qu'il aura, par conséquent, beaucoup trop de difficultés à l'emporter face à François Mitterrand au second tour.
Le même soir, *Soir 3*[9] propose un sujet sur les présidentielles qui reprend le passage du candidat du RPR de la veille à *Cartes sur table*. Une fois de plus, les mêmes propos sont mis en avant. On retient principalement la conviction de Jacques Chirac d'être présent au second tour et d'être le mieux placé pour battre le candidat socialiste. Cependant, les différentes propositions de son programme ne sont pas mises en avant. Le spectateur sait uniquement que le candidat a de l'assurance et de la confiance en ce qui concerne sa position à l'issue du premier tour. Cette image est plutôt rassurante et valorisante. Seule la reprise faite sur France Inter le lendemain matin[10] est critique envers le candidat. Arlette Chabot relate son discours tenu la veille et attaque Jacques Chirac en déclarant qu'il fait penser à un personnage pique-assiette que l'on voit dans les dessins animés et qui tente de trouver une place à une table déjà complète. Les reprises faites dans les différents journaux ne le place pas en favoris mais ne le relaie pas non plus en position de candidat de second rang comme c'est le cas de Marie-France Garaud, Georges Marchais ou Michel Crépeau.

François Mitterrand 1981

Le 16 mars 1981, à la suite de l'émission *Cartes sur table* avec la participation de François Mitterrand, la dernière édition des nouvelles[11] d'Antenne 2 souligne l'entrée en campagne du candidat. La présentatrice, Patricia Charnelet, reprend l'anecdote livrée par le candidat socialiste lors de l'émission sur ses divers tentatives de fuite lorsqu'il était retenu captif pendant la Seconde Guerre mondiale. Il explique qu'il a finalement réussi à s'échapper au bout de la troisième tentative. Or, il se trouve qu'il se présente à l'élection présidentielle pour la troisième fois, et donc la bonne si on met cela en parallèle avec son anecdote. On revient ensuite sur le conflit avec les communistes qui a une fois de plus été abordé durant l'émission. François Mitterrand a affirmé qu'il ne voulait pas de ministres communistes, ce qui est illustré par un extrait de l'émission. La journaliste présentatrice aborde également la partie du débat sur l'économie. Le candidat socialiste y fait part du très mauvais bilan économique du président sortant en mentionnant la hausse des prix, le déficit

[9] Émission *Soir 3* diffusée à 21h51 sur FR3 le 10/03/1981.

[10] Émission *Inter Actualité* diffusée à 8h le 11/03/1981.

[11] Émission *Les nouvelles, dernière édition* diffusée sur Antenne 2 à 23h50.

du commerce extérieur et le chômage. On aborde également, au sein de cette reprise, les solutions proposées par François Mitterrand : réduire le temps de travail, négocier la semaine de 35 heures, la création d'emplois dans la fonction publique … La fin de ce résumé est consacré à la déclaration très importante de François Mitterrand en ce qui concerne la peine de mort.

Sur TF1, le même soir, Bruno Masure présente son résumé de l'interview du candidat socialiste[12]. Il revient sur la réponse de François Mitterrand à Valéry Giscard d'Estaing concernant son grand nombre de candidatures. Le candidat socialiste a expliqué que le président était bien mal placé pour faire une telle remarque étant donnée sa longévité dans les affaires politiques françaises. L'anecdote sur les tentatives d'évasion de François Mitterrand en période de guerre est également reprise. Puis, il revient sur l'alliance avec le parti de Georges Marchais en utilisant le même extrait que celui diffusé sur Antenne 2. Un résumé des objectifs économiques proposés par François Mitterrand est ensuite présenté et un second extrait est montré, cette fois-ci sur l'impôt. La conclusion est réservée à l'annonce faite par le candidat au sujet de la peine de mort.

Ces deux reprises sont construites exactement sur le même schéma. On montre d'abord l'image combattante de François Mitterrand avec son anecdote sur la Seconde guerre mondiale. Ensuite, on mentionne la rupture totale du candidat avec les communistes avant d'étaler le programme assez complet du candidat. Enfin, on reprend le moment grave de l'émission avec l'annonce de sa position sur la peine de mort. Presque tous les éléments de la prestation de François Mitterrand sont abordés ce qui montre la prise au sérieux de sa candidature par les journaux audiovisuels. On observe une différence claire avec les reprises des émissions des candidats précédemment cités.

Les reprises du lendemain mentionnent davantage les critiques de François Mitterrand à l'égard de la politique étrangère menée par le président Giscard d'Estaing. Le journal de 13 heures de TF1 reprend la prestation du candidat socialiste dans sa page *Élysée 81*[13]. L'accent est placé sur la critique du chef de file socialiste à propos de la politique extérieure de la France menée par le président actuel puisque ce dernier a répondu dans un communiqué en expliquant que les propos de François Mitterrand sur la politique étrangère et sur la situation internationale de la France étaient indignes. L'extrait de l'émission correspondant aux reproches faits par le candidat socialiste est ensuite projeté. On l'entend dire qu'il gouvernerait avec les soviétiques lui aussi, mais sans passer

---

[12] Émission *TF1 dernière* diffusée sur TF1 le 16/03/1981.

[13] Émission *Les actualités* diffusée à 13h sur TF1 le 17/03/1981.

sous la table. La même information et les mêmes propos sont relatés plus tôt dans la journée par la matinale de France Inter[14]. L'actualité créée par le communiqué du président Giscard oriente le propos du journal de 13h. L'accent est mis sur un des sujets qui créé la polémique le jour même. Sinon, on peut émettre l'hypothèse que la reprise aurait été similaire à la veille.

Valéry Giscard d'Estaing

Dans l'édition de *Soir 3* du 30 mars 1981, Alain Schmidt ouvre sa page *Présidentielle 1981* avec la performance de Valéry Giscard d'Estaing à *Cartes sur table* diffusée le soir même. Il explique que ce dernier y a achevé sa campagne d'explication. Il s'est aussi exprimé sur la distance qui pouvait parfois être ressentie entre lui et les Français. Un extrait est projeté à ce propos : selon Valéry Giscard d'Estaing, la présidence a une double fonction. Il y a des obligations de représentation dont on ne peut se soustraire. Il ne faut pas atténuer cette incarnation de la France. De l'autre coté, il y a l'individu qui a été élu et qui souhaiterait garder une proximité avec ses compatriotes. Puis, un second extrait est proposé et s'attarde plus longuement sur le programme politique et économique du président. En plateau, on reprend les mesures annoncées par le candidat notamment à propos de l'emploi et de la politique étrangère. Cette reprise est intéressante pour les propos que le journal choisi de mettre en avant. En effet, on accentue le fait que le président n'est pas proche des Français, qu'il le regrette et qu'il aimerait l'être davantage. Seulement, la fonction même qu'il occupe l'en empêche. Ici, on convoque l'émotion des téléspectateurs en envoyant un message assez clair : le président aime ses concitoyens. C'est une manière de le sauver de l'image de président assez froid qu'il peut renvoyer. On reprend également les éléments de son programme ce qui prouve, tout comme pour François Mitterrand que c'est un candidat prix au sérieux, d'autant qu'il occupe déjà la fonction.

Inter Actualité[15] reprend également la prestation du président de la République le lendemain. Le journal radiophonique choisi de mettre en avant l'explication chiffrée du programme du candidat en reprenant sa prestation très imagée muni de son tableau et de son feutre. Il est expliqué que Valéry Giscard d'Estaing a donné, dans le détail, le coût de son programme. Il a déclaré être le seul à pouvoir le faire puisque tous les programmes de ses concurrents sont très vagues. Il prend comme

[14] Émission Inter Actualité diffusée à 8h sur France Inter le 17/03/1981.

[15] Émission *Inter Actualité* diffusée à 8h le 31/03/1981 sur France Inter.

exemple le programme de François Mitterrand qui n'expose qu'un chiffre, qui de plus est faux de plus de cinquante pour cent selon lui. Puis, on reprend les mesures phares de son programme : propositions pour baisser les charges qui pèsent sur les entreprises françaises, la suppression de l'allocation chômage pour les travailleurs immigrés pour inciter au retour dans leur pays d'origine etc. Le présentateur déclare que le programme de Valéry Giscard d'Estaing ressemblait à un devis. Pour convaincre, il s'est voulu moins politique que technique et c'est pour cela qu'il a utilisé les chiffres. Cela a rendu l'émission laborieuse pour ne pas dire ennuyeuse.

Même si l'intervention de Valéry Giscard d'Estaing à *Cartes sur table* n'a pas passionné et que son rythme ne semblait pas soutenue si l'on s'en tient aux reprises faites par les journaux, le candidat bénéficie - comme son concurrent socialiste - d'un résumé relativement complet. Le journal télévisé *Soir 3* est plutôt clément avec le président sortant, il met en avant un côté sensible que beaucoup de Français pouvaient ne pas soupçonner. La prestation du candidat est prise au sérieux par les différents journaux. On ne parle que de lui et de sa candidature sans le mettre en conflit ou en critique de ses concurrents comme c'était le cas des candidats cités dans la première partie.

Les trois candidats Jacques Chirac, François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing ne reçoivent pas le même traitement que les candidats précédents. En effet, on s'intéresse à eux pour ce qu'ils disent d'eux même et non pour ce qu'ils disent des autres. Leur programme et leur personne sont mis en avant. De plus, les reprises de leur émission respective occupent bien plus d'espace que celles des candidats précédent ce qui est un signe de plus de l'intérêt qu'on leur porte. Les journaux télévisés et radiophoniques voient en eux des candidats potentiels pour le second tour de l'élection présidentielle.

Nous avons vu dans ce chapitre, quels propos les journaux télévisés et radiophoniques mettaient en avant dans leur reprise des émissions de Cartes sur table et les conséquences que ces choix pouvaient avoir. La théorie de David White sur le « gate keeping » se vérifie dans ce que nous avons vu. En effet, on ne peut pas dire que les reprises disent aux téléspectateurs ce qu'ils doivent penser mais ce à quoi ils doivent penser. On voit pour les élections de 1978 que les reprises indiquent trois thèmes dominants aux téléspectateurs : le programme commun, le danger de la

gauche pour la droite et les différents internes à la droite suite à la création de l'UDF. En 1981, la situation est un peu différente mais on observe une différence de traitement assez claire entre deux groupes de candidats. On a d'un côté des candidats dont les propositions intéressent peu et dont on retient seulement les critiques et d'un autre côté les candidats qui semblent plus sérieux, plus force de propositions pour le pays et qui occupent une place bien plus importantes dans les différents journaux. Ainsi, même si les journaux n'influencent pas les électeurs de manière directe, il les dirigent tout de même dans leur réflexion.

Chapitre 6

La réception de l'émission à travers les sources écrites

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser aux reprises de l'émission *Cartes sur table* par le presse écrite puis aux sondages réalisés sur et autour de l'émission. Nous allons donc utiliser différents articles de presse publiés la veille et les jours suivants les différentes émissions. L'intérêt est d'observer ce que mettent en avant les sources écrites à propos de *Cartes sur table*. Nous allons nous intéresser à une réception par des professionnels (journalistes de presse écrites) et par les téléspectateurs (à travers les sondages). Nous nous interrogerons sur le regard que porte la presse sur les émissions télévisées comme *Cartes sur table* et sur ce qu'elle peut nous apprendre de plus que les médias audiovisuels. Puis, nous nous concentrerons sur les différentes enquêtes d'opinions publiées par différents organes comme le Centre d'Etude d'Opinion (CEO) et les journaux à propos de l'émission et des hommes politiques lors de leurs parutions télévisées (incluant *Cartes sur table*).

I. La presse : un média vu par un autre

A. Un témoin engagé des événements produits à l'écran ?

La presse quotidienne française joue un rôle très important dans la vie politique du pays. En effet, presque tous les journaux sont orientés politiquement et participent activement aux débats, notamment en période d'élection. Lors des diffusions des émissions *Cartes sur table*, les journaux promeuvent certaines émission, relatent les faits produits à l'écran, donnent leur avis et soutiennent parfois un candidat. Ils mettent en avant les évènements produits à l'écran. Pourquoi parle-t-on d'évènement ici ? (Revoir la synthèse pour la définition évènement). L'événement est prescrit par une certaine catégorie de personne. Cette même catégorie hiérarchise les événements. Ce sont généralement les médias qui décident de faire d'une situation ou d'un acte un événement.

La presse promeut parfois la venue de certains candidats sur le plateau de *Cartes sur table* en promettant l'arrivée d'un évènement. Il s'agit souvent d'une presse engagée qui, par ce biais, souhaitent maximiser les chances de faire une audience importante et donc de toucher le plus grand nombre d'électeurs. Un premier exemple de ce procédé se trouve dans *Le matin de Paris* qui est un journal très engagé aux côtés du Parti Socialiste. Le journal publie un article le 16 mars 1981 où les propos suivants sont tenus : « Ce *Cartes sur table* constitue en soi un petit événement : il marquera

le véritable démarrage de la campagne électorale de François Mitterrand ». Ici, le journal met en avant son candidat en expliquant que son passage à la télévision est un événement. Les journalistes du *Matin de Paris* ont tout intérêt à vendre le passage de François Mitterrand à *Cartes sur table* comme étant quelque chose à ne pas rater, quelque chose d'important. L'aspect évènementiel est renforcée par le fait que le candidat a repoussé déjà plusieurs fois son passage dans l'émission. On peut donc s'attendre à ce que cela ait servi à préparer au mieux l'émission et donc à ce que des propos importants y soient tenus. Les lecteurs du journal, surement déjà acquis à la cause du candidat, sont prévenus : il ne faut pas rater l'émission. La promotion est importante puisqu'elle permet de maximiser les chances de faire une audience importante et donc de toucher le plus grands nombre d'électeurs.

On trouve d'autres exemples d'articles qui ne sont pas une promotion directe pour les candidats mais qui peuvent tout de même remplir ce rôle. *Le Quotidien* du 23 mars 1981 écrit : « Invité ce soir de *Cartes sur table*, le candidat communiste préfèrera sans doute reprendre ses attaques contre François Mitterand que de revenir sur la drogue ou les immigrés ». Même si cet article ne vente pas la venue du candidat communiste sur le plateau de *Cartes sur table*, le lecteur est informé de sa participation à l'émission et peut être tenté de la regarder pour vérifier l'hypothèse émise par le journal ou par le spectacle qui semble promis.

La presse joue donc un rôle important dans la promotion de l'émission. Elle reste un média d'importance et une grande source d'information pour une majorité des Français à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Enfin, elle est un média d'opinion qui se démarque de ses concurrents audiovisuels, souvent plus neutres. Les personnes les plus engagées politiquement y trouvent donc plus de réponses qu'à travers les autres médias. Cette presse politisée propose également des décryptages après l'émission.

La deuxième fonction de la presse est la valorisation et le décryptage des propos tenus lors d'une émission passée. On retrouve donc divers articles, parfois engagé, qui font état des sujets abordés par les différents candidats en mettant en avant ce qui leur semble le plus intéressant. On trouve ainsi des articles qui proposent des résumés des émissions passées. Ainsi, le lendemain de l'émission de François Mitterand, la plupart des journaux reprennent le thème de la peine de mort qui a été abordé. C'est un point essentiel de l'émission selon la presse, bien que ce thème n'a occupé qu'une toute petite partie de l'émission. Les autres thèmes retenus pour cette émission sont

les nationalisations, le refus d'intégrer des ministres communistes dans la gouvernement et l'affaire de la Pravda. Or, d'autres thèmes ont été abordés, parfois plus longuement lors de l'émission (c'est le cas du chômage ou des trente cinq heures notamment).

On trouve alors dans le *Révolution* du 27 mars 1981, un commentaire très gratifiant sur le passage de Georges Marchais à l'émission le lundi précédent.

> *Les grandes émissions télévisées auxquelles participe Georges Marchais sont toujours, que cela plaise ou non, des moments forts de la vie politique française […]. La vérité est que Georges Marchais a fait mouche en éclairant devant le pays le véritable enjeu de l'élection présidentielle […]. Depuis Lundi, des millions de travailleurs ont pris conscience qu'il est possible de gagner. Un nouvel élan est donné.*

Pour le journal, il n'y a aucun doute sur le fait que l'émission de Georges Marchais a rebattu les cartes de l'élection. Le candidat a été très persuasif. Au delà de la question que l'on peut se poser sur la véracité des propos, on peut tout de même retenir que la mission est ici d'appuyer le passage du candidat. Il faut montrer que l'on y croit pour que les électeurs ne se détournent pas vers un autre candidat. Le journal rassure les électeurs communistes, leur candidat a été bon et il a toutes les chances de gagner.

On retrouve également d'autres exemples de journaux qui relèvent les « petites phrases » des candidats lors de leur participation à l'émission. Ainsi, *Le Mond*e titre un de ces articles « À *Cartes sur table* : "Je serais présent au deuxième tour … j'en suis persuadé" affirme M. Jacques Chirac »[16] à la suite de l'invitation du candidat par Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach le 10 mars 1981. Tout comme les journaux télévisés et radiophoniques, la presse reprend cette affirmation du candidat RPR qui semble être un élément phare de la soirée. Cette reprise met en avant une certaine arrogance du candidat qui se place lui-même en position de favoris. De même, le quotidien *Sud-Ouest* met en évidence une petite phrase de Valéry Giscard d'Estaing dans son numéro paru le le lendemain de l'intervention du président sortant :

---

16 Article paru dans le journal *Le Monde* le 11 mars 1981. L'article fait une reprise de la participation de Jacques Chirac à l'émission *Cartes sur table* diffusée la veille.



Giscard à « Cartes sur table » :

« Je n'ai pas d'adversaires je n'ai que des concurrents »

Figure n°13 - Article paru dans *Sud-Ouest* le 31 mars 1981 dans la page Élysée 81. (Europresse).

Une fois de plus, on souligne l'assurance du candidat en mettant en avant une phrase dite à un certains moments et en réponse à une question. Cette phrase devient le titre principale de l'article alors que d'autres choses ont été évidemment évoquées.

Enfin, la presse ne se prive pas de mettre en avant également certains comportements qui font évènement. C'est le cas, majoritairement, du candidat communiste Georges Marchais. Ce dernier est une fois de plus mis à l'honneur pour ses prestations spectaculaires. On relève plusieurs articles qui racontent à quel point il a été tumultueux lors de son interview, laissant souvent de côté les propos qu'il a tenu. *Le matin de Paris* publie, le 24 mars 1981, un article assez dévalorisant à la suite du passage de Georges Marchais. Ici, la cible est double : le candidat communiste et les journalistes.

> *Il démarre au violoncelle, attaque au basson fait sonner les trompettes et arrache quelques sanglots à son violon. Ce n'est plus un homme politique, mais une véritable symphonie vivante. On se demande d'ailleurs pourquoi Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach s'escriment à vouloir canaliser ce flot wangnérien. Les malheureux ont l'air de deux joueurs de triangle, cachés dans le ténébreux Walhalla où Georges Marchais fait tonner ses cuivres.*

Le journal socialiste se fait un plaisir de décrédibiliser totalement Georges Marchais en le présentant comme un véritable concert. Il est associé à des instruments forts, qui expriment sa tendance à crier sans cesse. Les deux journalistes sont ainsi rabaisser au rang de l'instrument le moins audible comparativement à Georges Marchais : des triangles.

D’autres journaux choisissent de publier des caricatures pour illustrer les performances du candidat du PCF et pour s’en moquer. On retrouve dans *Le Parisien*, le lendemain de la prestation du candidat, un dessin mettant en avant une des principales répliques qui lui est associée « C’est un scandale », soulignant ainsi ses colères répétées.

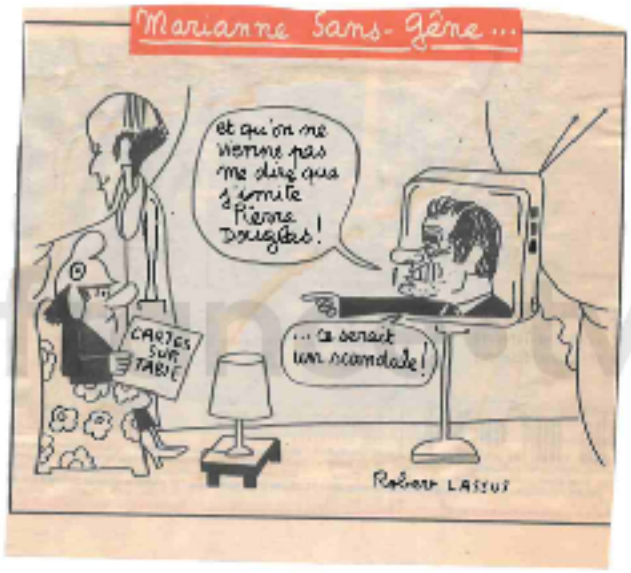


Figure n°14 - Caricature de Georges Marchais par Robert Lassus publiée dans *Le Parisien* du 24 mars 1981. (Archives France Télévision)

Enfin, *Télérama* livre un article, dans son numéro du 21 au 27 mars 1981, sur les hypothèses du succès de Georges Marchais à la télévision « Georges Marchais, c’est sûr, fait recette à la télévision : il a le sens du public et sait jouer avec les journalistes alternant colères et sermons ». On reconnait ici le sens de la communication du candidat communiste.

D’autres comportements sont mis à l’honneur dans les journaux, souvent pour leurs aspects négatifs tout comme nous l’avons montré pour Georges Marchais. Michel Poniatowski en subit les conséquences en 1978. *Le Monde* publie un article où il souligne le caractère ennuyeux du fondateur de l’UDF. L’article annonce la teneur de son propos dès son titre : « Hors jeu ». On comprend dès lors qu’il ne sera pas favorable à l’ancien ministre qui a dû se montrer inintéressant et complètement en dehors des enjeux du moment. Le début de l’article est formulé ainsi :

> « Impression de déjà vu ? Insignifiance des questions ? Monotonie du propos ? Placidité naturelle de l’invité ? M. Michel Poniatowski a distillé un grand ennui, mercredi soir 22 février,

> à l'émission *Cartes sur table* sur la deuxième chaîne. Ce n'était pourtant pas faute, pour l'ancien ministre, d'avoir préparé son intervention et d'avoir apporté avec lui de quoi nourrir le débat, du moins en théorie. »[17]

Ces différents articles faisant état des performances des invités donnent aux lecteurs des informations, non seulement sur ce qui a été dit, mais également sur le comportement. Le lecteur est ainsi guidé dans son interprétation de l'émission qu'il a pu voir. S'il ne l'a pas vu, il peut avoir une idée des performances d'orateurs des invités. Tout comme pour les reprises radiophoniques et télévisées, le lecteur n'est pas forcément guidé dans son choix mais peut utiliser ces informations de décryptage comme des armes supplémentaires lors de débat qu'il aurait avec des individus qui ne partageraient pas son opinion.

La presse a donc un triple rôle : la promotion, l'information et l'interprétation des émissions. Elle permet de promouvoir la venue d'un candidat en faisant d'elle un évènement positif ou négatif comme nous l'avons vu. Dans les deux cas, le spectateurs peut être accroché par cette annonce et avoir envie de la regarder. Elle permet également d'être un outil de rattrapage si le lecteur n'a pas pu ou n'a pas voulu assister à l'une des émissions : la presse relaie les propos qui ont été tenus, dans leur profondeur ou en surface comme c'est le cas avec les « petites phrases » mais également les comportements des participants. Le lecteur peut se faire une idée sur la qualité de l'intervention des différents invités. Enfin, pour nous, la presse a une importance cruciale puisqu'elle est une source d'information sur la lecture faite à l'époque de diffusion de *Cartes sur table* des différentes émissions et sur leur réception.

B. Une source d'information complémentaire sur l'invisible : la candidature de Coluche

La candidature de Coluche en 1981 est une surprise qui ne fait pas l'unanimité. En effet, ce dernier se présente pour briser les codes de la politique et, comme il le disait délibérément « pour foutre la merde ». Le pari est finalement à moitié réussi puisque sa stratégie qui consistait à occuper le devant de la scène par divers pitreries et actions provocatrices fini par tomber à l'eau. Michel Colucci est victime d'une censure instaurée par ses concurrents politiques et par les médias.

---

[17] Article « Hors jeu » publié dans *Le Monde* le 22 février 1978.

Coluche annonce sa candidature à l'élection présidentielle le 30 octobre 1980, dans une mise en scène déjà débordante de provocation. Son but est d'imposer l'idée que la politique n'est qu'un vaste spectacle, une comédie où l'on méprise tous les électeurs qui ne s'en rendent eux même pas compte. Il explique d'ailleurs ne pas être illégitime à se présenter à une élection puisque les hommes politiques font le même métier que lui : ils font rire tout le monde. Pour illustrer cette idée, Coluche déclare en novembre 1980 « J'arrêterai de faire de la politique lorsque Marchais arrêtera de faire rire ». Même si les hommes politiques ne le prennent que très peu aux sérieux lors de son annonce, les premiers résultats dans les sondages commencent à les alerter. Le 17 novembre 1980, le journal *Le Nouvel Observateur* publie les résultats d'une enquête réalisée au près de cinq cent lecteurs. Et les résultats sont frappants : 27% d'entre-eux se disent près à voter pour Coluche au premier tour de l'élection. Chaque candidat se rend compte que la candidature de l'humoriste est prise au sérieux par certains électeurs. François Mitterrand peut en être la principale victime selon le journal puisqu'une partie des électeurs de gauche ne se déclarent pas insensibles aux propositions de Coluche. Le candidat du Parti Socialiste reste d'ailleurs très prudent à ce sujet, ne lançant jamais d'invectives trop violentes à propos de l'humoriste. La pression s'accroit lorsque les premiers sondages révèlent des intentions de vote à 10% pour Coluche. Les tensions et la censure commencent à se faire connaître. L'assassinat de René Gorlin, le régisseur du candidat-humoriste, est ressenti comme un avertissement par ce dernier. Il apprend peu de temps après que la coupable était finalement la femme de René Gorlin, mais il est déstabilisé et ne parvient plus à mener sa campagne comme à ces débuts. Au même moment, les médias l'excluent du devant de la scène, il n'est pas invité nulle part.

Les deux présentateurs de *Cartes sur table* ne dérogent pas à la règle en choisissant de ne pas convier Michel Colucci sur leur plateau. De plus, ils ne font à aucun moment mention de la candidature de l'humoriste. *Cartes sur table* se retrouve tout de même au centre de l'intérêt de l'humoriste qui entame une guerre psychologique avec les médias en instaurant un chantage par une grève de la faim. Cette nouvelle est largement relayée par les journaux qui, tour à tour, exposent les raisons de l'acte de l'humoriste.



Les tristes pitreries de Coluche (suite)

A 15 HEURES précises, le rideau rouge du théâtre du Gymnase, à Paris, s'est levé, hier, sur un intéressant spectacle : Michel Colucci, dit Coluche, attablé devant des pizzas et des spaghetti, et des micros.

C'est donc d'une voix forcément pâteuse que le « candidat nul », qui fut aussi un candidat nu (« Sud-Ouest » du 2 mars), a tenu, tout en mangeant de fort bon appétit, ce que l'on n'ose pas appeler une conférence de presse.

« Aujourd'hui, a-t-il articulé avec peine, je mange devant vous pour la dernière fois. À partir de ce repas, j'entame une grève de la faim jusqu'à ce que je sois invité au Club de la presse d'Europe 1 et à « Cartes sur table » d'Antenne 2. Un huissier et un médecin sont là pour me surveiller. Je continuerai à jouer tant que j'en aurai la force... »

Tout en mangeant, M. Colucci a tenté de faire avaler aux journalistes quelques couleuvres. « J'ai annoncé dimanche que je n'étais plus candidat à la présidence pour que la presse s'intéresse de nouveau à moi », a-t-il dit. Pour ajouter aussitôt, se moquant de tout le monde : « Je n'ai jamais dit à personne que je me retirais, sauf hier, où je l'ai dit à tout le monde. »

En fait, les pitreries de celui dont l'unique programme était de « foutre la merde », n'intéressent plus personne. » Et l'on croit rêver quand on se souvient qu'en novembre 1980 plusieurs intellectuels, dont M. Gilles Deleuze, professeur de philosophie, avaient lancé un très sérieux appel à la candidature de Coluche. »

J.-M. B.

Figure n°15 - Article « Le journal des présidentielles » publié dans *Sud Ouest* le 17 mars 1981 (Europresse)

Coluche veut donc être entendu, être vu à travers des émissions radiophoniques ou télévisés telles que *Cartes sur table* où le *Club de la presse*. Il sait qu'en étant exclu de la scène médiatique audiovisuel, il ne fait pas le poids face aux autres candidats qui bénéficient d'une visibilité toute autre que la sienne. Il estime être un candidat comme les autres qui a le droit à un créneau de télévision ou de radio où il pourra exposer ces idées. Malheureusement, il ne trouve que la presse pour relayer ses frasques à l'image de *Sud-Ouest* (article ci-dessus) ou du *Monde* qui publie un article tout à fait similaire le lendemain.

Il trouve, au delà de l'écho dont la presse lui fait fait bénéficier, d'un soutien de plusieurs personnalités qui sont favorables à une égalité d'accès à la radio et/ou à la télévision entre chaque candidat. *Le Monde* publie un article à ce sujet le 28 mars 1981.

> « Soixante-neuf personnalités ont signé un appel afin de demander que les postulants à la candidature à l'élection présidentielle aient accès à la radio et à la télévision " dans des conditions qui respectent le principe d'égalité ". Cet appel concerne en particulier M. Michel Colucci, dit Coluche, qui a commencé une grève de la faim, le 16 mars, pour obtenir de participer à deux émissions politiques, le " Club de la presse " d'Europe 1 et " Cartes sur table " d'Antenne 2.
> " Quelles que soient leurs opinions sur les démarches entreprises par M. Michel Colucci ", les signataires " estiment contraire à l'esprit de la Constitution le refus systématique d'inviter Coluche à des émissions politiques. "
> Plusieurs membres de l'équipe de Charlie-hebdo ont signé cet appel, ainsi que des journalistes, dessinateurs, enseignants, écrivains, M. Jacques Attali, directeur de cabinet du candidat socialiste à l'élection présidentielle, et le général François Bécam. »

Coluche trouve un soutien auprès de certaines personnalités. Celles-ci se rassemblent autour de lui pour lui porter secours dans sa demande d'invitation sur les plateaux de radio et de télévision. Les personnalités qui se manifestent sont des proches de Coluche et de sa cause, comme l'équipe de Charlie Hebdo mais également des concurrents directs comme Jacques Attali, membre de l'équipe de François Mitterrand. Tous se mettent d'accord sur le fait que la demande de Coluche est totalement légitime et que la censure dont il est victime est anti-constitutionnelle. Sa candidature devrait bénéficier des mêmes droits et avantages que celles des autres, à savoir : être présent sur la scène audiovisuelle française. Malheureusement pour le candidat humoriste, aucune des deux émissions concernées n'accèdera à sa demande, leurs présentateurs restent dans un silence total par rapport à son action.

II. Les enquêtes d'opinion : quel rôle joue *Cartes sur table* dans les élections ?

A. La télévision fait-elle l'élection : études et théories à l'époque de *Cartes sur table*

La télévision fait-elle l'élection ? Cette question se pose de plus en plus à l'époque de diffusion de *Cartes sur table*, depuis que les campagnes et pré-campagnes électorales s'exposent sur le petit écran. Mais cette question renvoie à une interrogation plus large : comment les médias, ici audiovisuels, peuvent influencer le téléspectateurs/électeurs ? Plusieurs théories ont été exposées à ce sujet, toutes faisant avancer la réflexion sur l'influence supposée des médias. Nous allons dans un premier temps exposer ces théories plutôt générales avant de nous concentrer sur des études spécifiques à la lecture, par l'électeur, des campagnes électorales médiatisées.

Une des premières études, menée par Serge Tchakotine[18], démontre une prédisposition des populations à se faire influencer par les médias. Cette première thèse est démentie par Paul Lazarsfeld[19] qui met en évidence la capacité humaine à faire le tri dans les informations qu'un individu veut garder ou non. Ainsi, les individus sont en capacité de choisir seuls la personne pour qui ils vont voter. Cependant, les médias jouent un rôle dans le renforcement de leurs idées. L'individu va se diriger naturellement vers le média qui partage son opinion et qui la renforce. Si l'on applique cette théorie à notre émission *Cartes sur table*, cela signifierait que les individus regarderaient plus facilement une émission avec leur candidat de prédilection qu'une émission avec les autres candidats. En effet, l'électeur s'informera davantage sur le candidat pour qui il pense voter et cherchera à se conforter dans son choix en observant la prestation de celui-ci. Un article publié en 1981 dans Antenne n°7 vient appuyer cette théorie.

> « Néanmoins, il faut savoir que pour l'ensemble de l'électorat, les choix sont effectués en dehors des campagnes électorales et qu'un socialiste ne devient que rarement giscardien au cours de l'une d'elles. Un fidèle ne consommera que ce qui concerne ses opinions, il ne cherchera pas à la télévision (qu'il regarde) des avis contraires mais les éléments retenus par son

---

[18] Serge Tchakhotine (1883-1973) est un microbiologiste et sociologue allemand. Il est l'un des premiers théoriciens de la psychologie des masses et nous a fait part de ses hypothèses à ce sujet dans son ouvrage *Le viol des foules par la propagande politique* paru en 1939.

[19] Paul Lazarsfeld (1901-1976) est un sociologue américain. Son sujet de prédilection est celui des effets des médias sur la société. Il étudie également la sociologie électorale.

> parti. Il cherchera confirmation de ce qu'il pensait déjà, se mettra au courant des thèmes du jour et en tirera des arguments pour ses discussions. »[20]

Cet article est particulièrement intéressant puisqu'il est publié à l'époque de diffusion de *Cartes sur table*. On voit que la théorie de Paul Lazarsfled est retenue ici. En effet, un électeur socialiste ne se dirigera pas vers un autre parti en pleine campagne électorale. L'électeur cherche davantage à s'abreuver de nouveaux arguments pour débattre avec d'autres électeurs qui ne seraient pas du même avis que lui. La démarche n'est pas de se renseigner et de forger son opinion mais de la renforcer et de se conforter dans sa conviction.

Les études suivantes se sont davantage concentrées sur les messages délivrés par les médias. Les premiers résultats montrent que les messages sont compris par la population tels qu'ils ont été délivrés. À la suite de cela, David White monte la théorie du « gate-keeping » dont nous avons fait mention au chapitre précédent. Dans les années 1970, Maxwell McCombs et Donald Shaw s'intéressent aux conséquences du « gate-keeping » avec leur théorie de « l'agenda-keeping ». Trois agendas entrent en compte : celui des médias, celui des hommes politiques et celui de l'opinion. Chacun de ses acteurs met en avant ce qui lui parait important en faisant abstraction des autres sujets. Cependant, cette théorie ne me parait pas valable en ce qui concerne *Cartes sur table*. En effet, elle s'applique davantage aux informations délivrées dans les journaux télévisés et peu à une émission de plateau comme celle qui fait l'objet de notre étude. Pour terminer, il faut mentionner les travaux de Stuart Hall qui met en évidence trois niveaux de lectures des informations données par les médias par les individus : la lecture hégémonique (les partisans d'un leader politique accepte tout ce qui est dit en sa faveur), la lecture oppositionnelle (les médias délivrent une opinion favorable à une cause et les individus la rejette par pure opposition à la volonté médiatique) et la lecture négociée (l'individu accepte une partie du message délivrée et en rejette une autre). Cette étude montre que l'individu fait son choix politique indépendamment des médias.

Une étude plus spécifique est menée par Jay G. Blumler, Roland Cayrol et Gabriel Thoveron et publiée en janvier 1978. Celle-ci est doublement intéressante de par son sujet et sa date de parution. En effet, elle se base sur l'élection de 1974, soit juste avant les élections concernées par notre sujet. Elle répond donc parfaitement à notre interrogation qui est la suivante : quel rôle joue l'émission *Cartes sur table* dans les élections ?

---

[20] Article « Quand le marketing fait l'élection » paru dans Antenne n°7 (Avril 1981)

Cette étude montre dans un premier temps que la télévision s'est imposée parmi les mass médias comme l'outil d'information le plus utilisé lors des campagnes électorales. Plus des deux tiers des Français ont fortifié, modifié ou forgé leur jugement ou leur choix devant le petit écran, 13% seulement d'entre eux recourent aux journaux, 10% à l'écoute de la radio, 7% s'en remettent aux conversations amicales professionnelles, seulement 3% à des meetings ou en observant les affiches ou des tracts. On trouve ensuite la question : qu'attendait les électeurs-téléspectateurs de la télévision durant les campagnes et pré-campagnes ? Les réponses principales sont : voir comment sont les candidats (75%), se remettre en tête les programmes politiques (64%), faire son choix électoral (63%). Mais seulement 51% ont recouru à la télévision pour nourrir leurs arguments dans la discussion avec d'autres personnes. La théorie de Paul Lazarsfeld est ici contrée. La télévision a plus servi à se forger une opinion qu'à se conforter dans un choix ou à trouver de nouveaux arguments pour débattre lors des élections de 1974. On peut imaginer que cette tendance s'est poursuivie lors des échéances électorales de 1978 et 1981. Cela signifierait que *Cartes sur table* a eu un rôle dans le choix des électeurs/téléspectateurs. L'étude menée par les trois auteurs rapporte également que l'aspect « spectaculaire » des émissions ne serait pas une motivation primaire pour les téléspectateurs. Cependant, on peut souligner ici que les émissions de *Cartes sur table* avec le candidat communiste Georges Marchais, connu pour ses performances théâtrales, sont les plus regardées. Les audiences de ses émissions sont très régulièrement au dessus des 10% de parts d'audience contrairement à certains de ses concurrents qui peinent à dépasser la barre des 5%.

La conclusion la plus importante de cette étude semble être l'intérêt très sérieux de l'électorat pour les campagnes électorales télévisées. Ce sérieux est sans doute largement sous estimé par les hommes politiques et par les professionnels de l'information selon les trois auteurs. Les auditeurs cherchent l'information pour guider leur choix.

Une autre enquête est publiée dans Télérama[21] en 1978 sur le thème « La télévision durant la pré-campagne ». Or, comme nous l'avons démontré dans un chapitre précédent, *Cartes sur table* est une émission dite de pré-campagne. Cette enquête est donc tout à fait en rapport avec notre sujet. Nous allons exposer ici les résultats de ce sondage.

La question n°1 de cette enquête est exposée dans les termes suivants « Parmi les moyens suivants, quels sont ceux qui, à vous personnellement, vous sont le plus utiles pour vous aider à savoir

[21] Enquête publiée dans le magazine *Télérama* n°1468 paru la semaine du 4 au 10 Mars 1978.

comment voter ? ». Une fois de plus, la télévision revient comme la source d'information la plus utilisée avec 58% des réponses. Les journaux et la radio viennent à la suite avec respectivement 41% et 28% des réponses. Ce nouveau mode de communication pour les campagnes électorales semble donc très largement apprécié par les téléspectateurs/électeurs.

La question n°2 concerne le type d'émission favoris des téléspectateurs durant cette période particulière de pré-campagne. Les émissions dites d'interview comme *Cartes sur table* n'arrivent qu'en deuxième position avec 22% des réponses contre 42% pour les émissions de débat. Les téléspectateurs apprécient davantage les confrontations entre les hommes politiques que celles avec les journalistes en plateau. Nous devons souligner tout de même qu'il ne s'agit pas de définir quelle émission informe le mieux mais bien celle qui est le plus appréciée. On peut imaginer que le « match » plait davantage aux téléspectateurs que l'exercice plus banal de l'interview.

Vient ensuite la question de la capacité d'information de la télévision durant la pré-campagne. Les téléspectateurs estiment en majorité être « plutôt bien » informée par celle-ci (« Très bien » 13%, « Plutôt mal » 5%, « Très mal » 5% et « Sans opinion » 15%). Au total, 66% des téléspectateurs ont une opinion positive sur la qualité des informations fournies par les différentes émissions de télévisions durant la période de la pré-campagne électorale, ce qui leur confère un rôle que l'on peut juger important. En effet, les électeurs ont confiance en la télévision et peuvent fonder un choix de vote solide grâce à ses différents programmes. Une autre enquête menée par le Centre d'Etude d'Opinion (CEO) parue en avril 1979[22] sur les différentes sources d'informations pendant la campagne électorale confirme ces propos. Cette étude pose la question de la confiance dans ces sources d'informations et la télévision se classe en première position avec 64% de réponses positives contre 32% pour la presse écrite et 30% pour la radio. Cette même enquête pose la question du caractère utile des émissions politiques. En effet, les émissions télévisées sont elles indispensables pour s'informer ou pour faire un choix, sont-elles plus importantes que les articles de journaux ou les émissions radiophoniques ? Les résultats ne sont pas tranchés puisque 43% des personnes interrogées sont plutôt d'accord pour dire que les émissions politiques sont indispensables en période électorale contre 37% d'avis contraire. Enfin, une dernière question concernant l'influence des émissions de campagne sur le vote des téléspectateurs est proposée dans cette enquête. Les résultats sont les suivants : 82% avait déjà fait leur choix et s'y sont tenus, 4% d'hésitants ont été aidés par les émissions pour faire un choix, 2% ont modifié leur choix.

---

[22] Enquête parue en Avril 1979, voir carton n°AR E ORI 00012858 INA 095 à l'Inathèque

Nous pouvons retenir de ces deux enquêtes que *Cartes sur table* est une émission qui a son importance lors des échéances électorales puisqu'elle est diffusée à la télévision, moyen le plus utilisé pour s'informer durant les élections. Les électeurs/téléspectateurs sont relativement confiants face aux informations délivrées lors des émissions politiques. Elle n'est cependant pas le format préféré des électeurs français qui se dirigent plus facilement vers une émission de débat et n'est pas non plus décisive dans le vote des téléspectateurs comme le montre la dernière question posée par l'enquête du CEO. Les avis ne sont pas tranchés sur l'importance d'une telle émission dans les élections comme le montre les différentes études exposées plus haut. Il est donc difficile de mesure l'impact de *Cartes sur table* dans les élections. Son rôle d'informatrice est cependant reconnu de tous.

B. Que retient l'électeur-téléspectateur des prestations de *Cartes sur table* : les sondages

En dehors de la question de l'impact direct de l'émission *Cartes sur table* dans les élections législatives et présidentielles de 1978 et 1981, on peut s'intéresser à ce qui est retenu des téléspectateurs/électeurs des différentes prestations des candidats et à celles qui ont le plus grand succès. Cela donne une indication sur la réception globale de ces émissions particulières.

L'un des premiers éléments que nous pouvons exposer ici sont les résultats d'audience de ces différentes élections. Ces dernières nous donne une indication sur les candidats les plus appréciés, pas forcément pour leurs idées mais pour leur performance télévisée.

Participants	Audiences 1978	Résultats électoraux 1978	Audiences 1981	Résultats électoraux 1981
Raymond Barre	6,7 %	X	X	X
Georges Marchais	13%	20,61 %	17,9%	15,35 %
Jacques Chirac	14,3%	22,54 %	8,5%	18 %
François Mitterrand	10,9%	22,79 %	11,1 %	25,85 %
Michel Poniatowski	4,3%	X	X	X
Valéry Giscard d'Estaing	X	19,63 %	12 %	28,32 %

Tableau n°17 - Tableau comparatif des audiences à *Cartes sur table* et des résultats électoraux pour les années 1978 et 198.

Le premier élément que l'on peut souligner sont les très faibles audiences des participants qui ne se présentent pas aux élections législatives de 1978, mais qui sont simplement des soutiens de grands partis (ou de parti nouveau). En effet, Raymond Barre et Michel Poniatowski affichent des résultats très médiocres comparativement aux autres participants, tous au dessus de la barre des 10%. Le deuxième élément à mentionner sont les audiences de Georges Marchais et Jacques Chirac qui performent avec 13% et 14% d'audiences, meilleurs scores de cette période de pré-campagne. Pour Georges Marchais, ce rassemblement de téléspectateurs s'explique par sa performance de show-man fortement appréciée. La même explication ne s'applique pas au candidat RPR. L'audience de Jacques Chirac à *Cartes sur table* s'explique davantage par l'intérêt qu'il suscite chez les électeurs. En effet, il réalise un score de 22,52%[23] des voix et se place en deuxième position derrière François Mitterrand (22,82%).

Pour 1981, nous observons un phénomène similaire à celui de 1978 avec une part d'audience remarquable pour le candidat communiste. La même explication s'applique : les téléspectateurs attendent son intervention pour le spectacle qu'elle promet. Jacques Chirac se place en dernière position avec seulement 8,5% de téléspectateur le soir de son passage à *Cartes sur table*. Enfin, François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing sont très proches en terme d'audience pour leur *Cartes sur table* respectif de 1981.

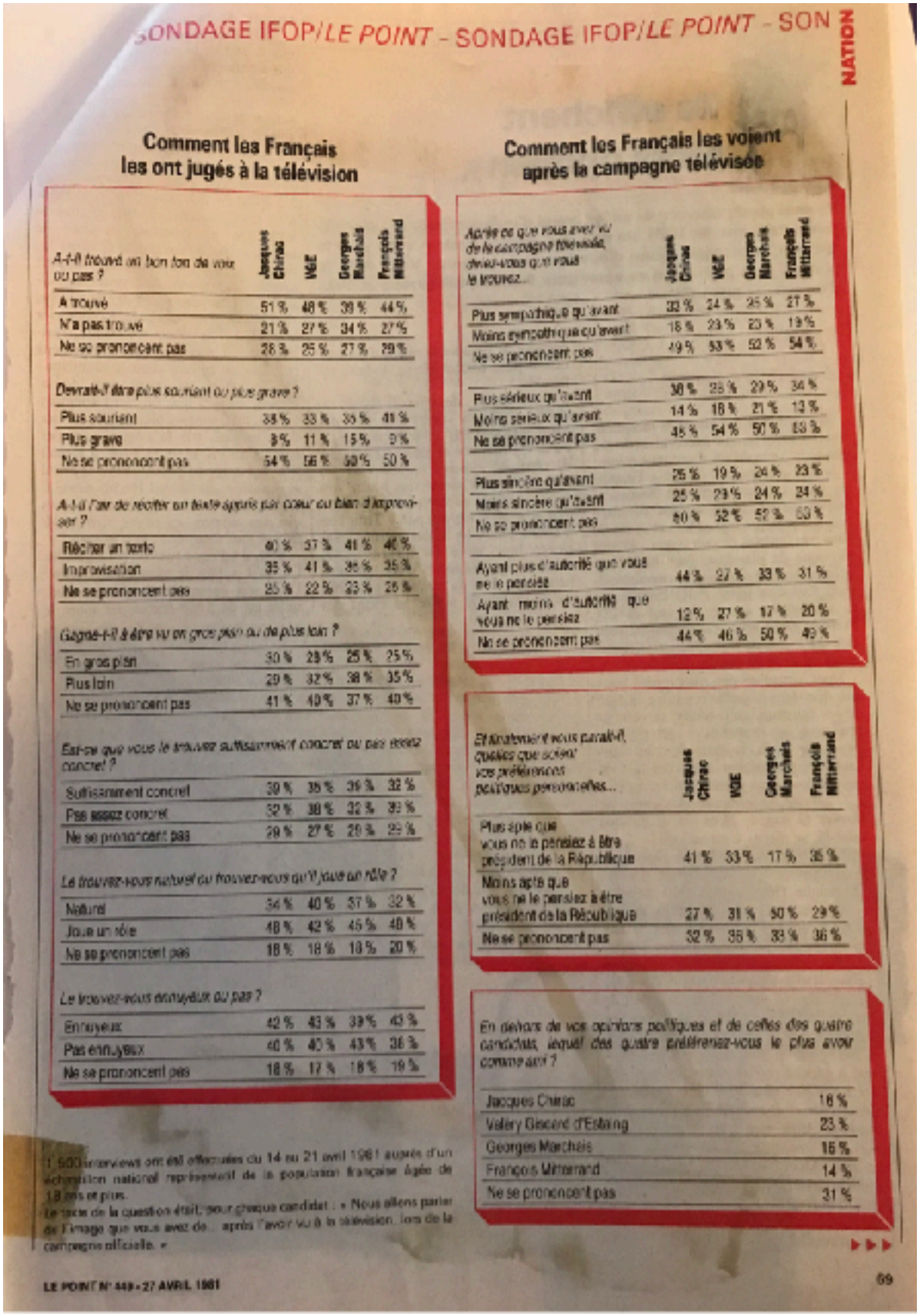
Nous ne pouvons pas observer de rapport direct entre les audiences et les résultats électoraux pour les élections de 1978 et de 1981. En effet, les audiences peuvent correspondre à des intentions de vote comme nous l'avons vu par Jacques Chirac en 1978 et comme cela semble être le cas pour François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing en 1981 mais elles peuvent aussi refléter une appréciation pour une performance télévisuelle sans dénoter une intention de vote particulière.

L'enquête publiée dans *Télérama* en 1978 sur le thème « La télévision durant la pré-campagne » présentée plus haut fait également un bilan par personnalité politique. On y retrouve les personnalités présentent lors des *Cartes sur table* diffusés à l'occasion des législatives. Ils sont évalués selon les critères suivants par un panel de téléspectateurs : Sincère, Convaincant, Chaleureux, Intelligent, Simple, Compétent, Dynamique, Courtois, Proche des préoccupations des gens comme vous, Intéressant, Clair, s'explique bien, Amusant. Nous avons donc recensé les trois

[23] Résultats parus sur le site https://www.france-politique.fr.

qualités premières de chaque personnalité selon ce sondage. L'image de Raymond Barre selon les téléspectateurs est celle d'un homme intelligent (41%), compétent (26%) et clair dans ses explications (24%). Le premier ministre français renvoie donc une image plutôt rassurante de lui même mais son manque de dynamisme et de chaleur lui font défaut. Les opinions sur la personne de Jacques Chirac sont moins tranchées, il est jugé dynamique par 38% des sondés et intelligent par 35%. Cependant, 18% des personnes interrogées ne lui trouve aucune qualité. De plus, il n'est jugé que peu courtois et peu sincère ce qui lui confère une image assez hautaine lors de ses parutions télévisées. Sans grande surprise, la qualité première de Georges Marchais est son côté amusant selon les sondés (28%). Il est également reconnu pour son dynamisme (18%) et sa sincérité (17%). Ces défauts principaux sont son manque de courtoisie et d'intérêt, ce qui révèle un problème de communication peu négligeable. Même s'il plait pour ses frasques et pour le spectacle qu'il délivre lors de ses interventions, Georges Marchais ne parvient pas à convaincre. Enfin, François Mitterrand est apprécié pour son intelligence (34%), sa compétence (16%) et sa proximité avec les préoccupations des Français (16%). Le candidat socialiste est cependant trop froid et peu dynamique selon les sondés.

Ces différents résultats ne placent pas un candidat comme favori de l'élection de 1978. Il permet de mieux comprendre les images, toutes différentes, que renvoient les candidats. Ce sont les hommes qui sont jugés et non leurs idées. Cela nous donne des indications sur les campagnes de communication les mieux menées. Georges Marchais, qui refuse toute aide en communication, bénéficie de l'image la plus sympathique aux yeux des sondés. Les quatre autres ont une image sérieuse mais ne créent par l'enthousiasme lors de leurs apparitions. Les défauts comme le manque de dynamisme, de chaleur ou encore de courtoisie sont largement mis en avant. Cela change pour certains lors de la campagne de 1981, François Mitterrand affiche une image nouvelle plus dynamique et bienveillante. (Exemple de reprise où cela est soulevé). Ces conseillers en communication, plus présents lors des présidentielles de 1981, l'ont aidé à se défaire de son image d'homme froid pour laisser place à un nouvel homme plus souriant et plus sympathique comme le montre les résultats de l'enquête ci-après.



SONDAGE IFOP/*LE POINT* - SONDAGE IFOP/*LE POINT* - SON

NATION

Comment les Français les ont jugés à la télévision

A-t-il trouvé un bon ton de voix ou pas ?	Jacques Chirac	VGE	Georges Marchais	François Mitterrand
A trouvé	51 %	48 %	39 %	44 %
N'a pas trouvé	21 %	27 %	34 %	27 %
Ne se prononcent pas	28 %	25 %	27 %	29 %
Devrait-il être plus souriant ou plus grave ?				
Plus souriant	38 %	33 %	35 %	41 %
Plus grave	8 %	11 %	15 %	9 %
Ne se prononcent pas	54 %	56 %	50 %	50 %
A-t-il l'air de réciter un texte appris par cœur ou bien d'improviser ?				
Réciter un texte	40 %	37 %	41 %	46 %
Improvisation	35 %	41 %	36 %	35 %
Ne se prononcent pas	25 %	22 %	23 %	19 %
Gagne-t-il à être vu en gros plan ou de plus loin ?				
En gros plan	30 %	28 %	25 %	25 %
Plus loin	29 %	32 %	38 %	35 %
Ne se prononcent pas	41 %	40 %	37 %	40 %
Est-ce que vous le trouvez suffisamment concret ou pas assez concret ?				
Suffisamment concret	39 %	35 %	39 %	32 %
Pas assez concret	32 %	38 %	32 %	39 %
Ne se prononcent pas	29 %	27 %	29 %	29 %
Le trouvez-vous naturel ou trouvez-vous qu'il joue un rôle ?				
Naturel	34 %	40 %	37 %	32 %
Joue un rôle	48 %	42 %	45 %	48 %
Ne se prononcent pas	18 %	18 %	18 %	20 %
Le trouvez-vous ennuyeux ou pas ?				
Ennuyeux	42 %	43 %	39 %	43 %
Pas ennuyeux	40 %	40 %	43 %	38 %
Ne se prononcent pas	18 %	17 %	18 %	19 %

1 500 interviews ont été effectuées du 14 au 21 avril 1981 auprès d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
Le libellé de la question était, pour chaque candidat : « Nous allons parler de l'image que vous avez de... après l'avoir vu à la télévision, lors de la campagne officielle. »

Comment les Français les voient après la campagne télévisée

Après ce que vous avez vu de la campagne télévisée, diriez-vous que vous le trouvez...	Jacques Chirac	VGE	Georges Marchais	François Mitterrand
Plus sympathique qu'avant	33 %	24 %	25 %	27 %
Moins sympathique qu'avant	18 %	23 %	23 %	19 %
Ne se prononcent pas	49 %	53 %	52 %	54 %
Plus sérieux qu'avant	38 %	28 %	29 %	34 %
Moins sérieux qu'avant	14 %	18 %	21 %	13 %
Ne se prononcent pas	48 %	54 %	50 %	53 %
Plus sincère qu'avant	25 %	19 %	24 %	23 %
Moins sincère qu'avant	25 %	29 %	24 %	24 %
Ne se prononcent pas	50 %	52 %	52 %	53 %
Ayant plus d'autorité que vous ne le pensiez	44 %	27 %	33 %	31 %
Ayant moins d'autorité que vous ne le pensiez	12 %	27 %	17 %	20 %
Ne se prononcent pas	44 %	46 %	50 %	49 %

Et finalement vous paraît-il, quelles que soient vos préférences politiques personnelles...	Jacques Chirac	VGE	Georges Marchais	François Mitterrand
Plus apte que vous ne le pensiez à être président de la République	41 %	33 %	17 %	35 %
Moins apte que vous ne le pensiez à être président de la République	27 %	31 %	50 %	29 %
Ne se prononcent pas	32 %	36 %	33 %	36 %

En dehors de vos opinions politiques et de celles des quatre candidats, lequel des quatre préféreriez-vous le plus avoir comme ami ?

Jacques Chirac	16 %
Valéry Giscard d'Estaing	23 %
Georges Marchais	16 %
François Mitterrand	14 %
Ne se prononcent pas	31 %

▶▶▶

LE POINT N° 449 • 27 AVRIL 1981

69

Figure n°16 - Sondage IFOP/*Le Point* sur les personnalités politiques à la télévision durant la campagne pour les élections présidentielles publiées en 1981, publié le 27 avril 1981. (Inathèque carton AR E ORI 00014468 INA 122)

Le sondage publié dans *Le point* établi un comparatif de l'image des candidats entre la campagne officielle de 1981 et avant en fonction de leurs apparitions télévisées. Nous pouvons émettre l'hypothèse que ce sondage vaut également pour les émissions de pré-campagnes qui précèdent de très peu de temps la campagne officielle. L'image des candidats n'a donc pas changer de manière significative entre ces deux périodes. Nous retenons ici les critères les plus tranchés (écart important entre le résultat positif et le résultat négatif).

Les quatre candidats sont jugés plus souriants qu'avant la campagne de 1981. Ils dégagent donc tous un aspect plus enjoués selon les téléspectateurs. Pour autant, seuls deux candidats paraissent plus sympathiques : Jacques Chirac (33%) et François Mitterrand (27%). François Mitterrand est, comme nous l'avons dit, entouré d'une équipe de communicant qui l'ont aidé à changer son image, ce qui est moins le cas de Jacques Chirac. Ce dernier a également été jugé comme ayant un bon ton de voix, faisant preuve d'autorité, étant apte à être président et plus sérieux qu'il ne l'était auparavant. Cependant, les sondés lui reprochent de ne pas être sincère (48% pensent qu'il joue un rôle). François Mitterrand a également un bon ton selon les téléspectateurs, il est aussi plus sérieux et plus sympathique qu'il ne l'était avant. Paradoxalement, il est le candidat avec qui les sondés voudraient le moins être ami. On peut donc se demander s'il transmet une image vraiment plaisante et si sa campagne de communication est finalement satisfaisante. Georges Marchais ne bénéficie pas d'une très bonne image lors de la campagne électorale de 1981. En effet, il renvoie une image très peu sincère, autoritaire et ne démontre pas de capacité à être président (pour 50% des sondés). Enfin, le président sortant bénéficie d'une assez bonne image : il a un bon ton de voix, il est naturel et il est celui avec qui les sondés voudraient le plus être ami. Cependant, on lui reproche d'être moins sincère qu'avant et de tenir des propos relativement illisibles (38% des sondés ne le trouvent pas assez concret).

Jacques Chirac a su imposer une image d'homme « présidentiable » en 1981. Son comportement, selon les sondages présentés, est plus sérieux et plus autoritaire qu'en 1978. Georges Marchais conserve une image de personne divertissante mais dont le crédit n'est que trop peu présent. Il n'est pas une personne de confiance et n'est pas assez sérieux pour occuper un poste à responsabilité selon les sondés de 1978 et 1981. François Mitterrand a su se détacher de son aspect d'homme froid tout en conservant son caractère sérieux qui rassure les électeurs/téléspectateurs.

Enfin, Valéry Giscard d'Estaing qui ne faisait pas partie des personnes analysées dans les sondages de 1978 affiche une image plutôt plaisante en 1981. Il est, avec François Mitterrand, celui qui plait le plus et qui paraît le plus convaincant.

Nous avons vu à travers ce chapitre que les sources écrites jouaient plusieurs rôles dans la réception de *Cartes sur table*. La presse, dans un premier temps, permet de promouvoir, de résumer et de livrer des interprétations sur les différentes émissions. À l'inverse des médias audiovisuels, elle n'est pas toujours neutre et peut prendre parti pour un candidat, servant ainsi sa cause. Elle essaie également de transmettre aux lecteurs les différentes émotions qui on pu être ressenties durant la diffusion d'une émission au moyen de mot fort ou de caricatures permettant de palier aux extraits qu'elle n'est pas en capacité de diffuser. Elle est aussi une source d'information supplémentaire sur ce qui ne parait pas à l'écran comme la grève de la faim de Coluche. Les sondages sont également très précieux pour nous puisqu'ils délivrent une réception d'un public plus large. En effet, nous ne pouvons pas nous contenter des différents résumés effectués par les journalistes de presse, de télévision ou de radio. Même si elles ne peuvent pas être représentatives de la population dans son entièreté, les enquêtes nous donnent un aperçu des opinions de l'époque sur l'émission et sur l'image que les différents hommes politiques renvoie à l'écran.

Conclusion

Notre étude des émissions *Cartes sur tables* diffusées en période électorale avait pour ambition de répondre aux questions suivantes : En quoi l'émission politique *Cartes sur table* est-elle un marqueur du changement du paysage audiovisuel ? Comment les émissions diffusées en périodes électorales témoignent du renouveau politique et communicationnel qui s'opère entre 1978 et 1981 ? Comment une telle émission participe aux campagnes électorales et en devient une étape incontournable ?

Cartes sur table constitue un renouveau de la politique à la télévision en s'inscrivant entre tradition et modernité. L'émission est un entretien, format déjà bien connu pour les émissions politiques, à la mise en scène nouvelle comme nous l'avons vu dans le premier chapitre. Elle a pour particularité d'être la première émission diffusée après l'éclatement de l'ORTF. *Cartes sur table* est donc diffusée lors des débuts de ce bouleversement dans le paysage audiovisuel français et en utilise les nouveaux codes. Elle profite de nouvelles libertés et doit s'adapter à de nouvelles contraintes, notamment celles concernant l'interdépendance qui existe entre journalistes et hommes politiques. La liberté qu'apporte l'éclatement de l'ORTF est donc relative puisque nous sommes face à un déplacement des contraintes. On peut se demander ce qu'il en est aujourd'hui de l'interdépendance entre journaliste et hommes politiques et plus globalement des contraintes indirectes du pouvoir politique sur le service public. Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) qui régule la télévision française aujourd'hui n'est pas totalement indépendant du pouvoir politique puisque le collège de conseillers qui le dirige compte trois membres de l'Assemblée Nationale en son sein. De plus, le président de ce collège est désigné par le président de la République. *Cartes sur table* se place aux prémices d'une nouvelle ère d'indépendance qui n'est cependant pas entière aujourd'hui.

Cartes sur table donne d'importantes informations sur les enjeux politiques en France en 1978 et en 1981. On retrouve des informations à travers la programmation même de l'émission et par les propos qui y sont tenus. L'émission permet de comprendre les principaux enjeux de la politique française durant la période allant de 1978 à 1981 avec les ruptures internes à la gauche au sujet du programme commun et les ruptures internes à la droite suite au détachement de Jacques Chirac de la majorité et à la fondation du RPR. Les enjeux économiques sont également mis en avant, la France connaît une période difficile suite aux deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Le

chômage est une des préoccupations principales du pays. Les enjeux internationaux sont évoqués notamment en 1981. Les différents avec le bloc soviétique sont régulièrement abordés. Enfin, *Cartes sur table* est une émission témoin des bouleversements politiques du pays et particulièrement de l'ascension de François Mitterrand au pouvoir. On assiste à un basculement du pays à gauche, ce qui n'était pas arrivé depuis 1947.

Les émissions politiques comme *Cartes sur table* sont de bons indicateurs sur ce qui se joue à une période donnée. Pour les historiens, elles peuvent être une source d'informations importante tant par ce qui y est dit que par ce qui y est suggéré. Elles ne sont pas une source suffisante cependant puisque tous les sujets ne sont pas abordés suffisamment profondément. Nous pouvons également retenir que les conflits internes aux partis politiques et entre les partis politiques sont presque autant mis en avant que les enjeux économiques, sociaux ou internationaux. Aujourd'hui, ce phénomène fait débat. Il est souvent rappeler par les hommes politiques eux mêmes, sur les plateaux de télévision ou de radio, que « les querelles politiques n'intéressent pas les français » et qu'il vaudrait mieux se concentrer sur les problèmes réels auxquels ils sont confrontés chaque jour (notamment en matière économique). Nous pouvons nous demander ce que cela implique en terme de communication ? Les journalistes sont-ils responsable de cela ? Pourquoi les querelles politiques sont-elles souvent mises au centre des attentions sur les plateaux des émissions de télévision politique ?

Sur les enjeux de communication, nous avons vu à travers notre étude que la période de diffusion de *Cartes sur table* correspondait à l'introduction des communicants dans la vie politique. Ce marketing politique ne fait pas l'unanimité et est largement remis en cause. On lui reproche essentiellement ses similitudes avec le monde publicitaire à cause de ses méthodes et des professionnels qui lui sont associés. La crainte première semble être la désacralisation de la politique avec une idée qui revient régulièrement : « Peut-on vendre un président comme un paquet de lessive ? ». Pourtant, l'accompagnement des hommes politiques par des communicants semble être indispensable au moment où la télévision devient une arme de communication massive pour les hommes politiques. Ils ne peuvent simplement se contenter de discours travaillés mais doivent également perfectionner leur image. Les experts en communication deviennent, au fil du temps, des alliés essentiels des personnalités politiques. Ils accompagnent aujourd'hui chaque campagne et chaque élu en place. Ils ne sont pas pour autant plus acceptés même si le débat s'est un peu déplacé

autour d'une question plus large : la politique dans son intégralité n'est-elle que du marketing ? Une fois de plus, *Cartes du table* se place au début de ce rejet de la communication et donc d'un nouveau bouleversement dans le monde communicationnel.

Cartes sur table joue un rôle important lors de la période que l'on appelle la « pré-campagne électorale ». À l'inverse de la campagne officielle, la pré-campagne bénéficie d'une plus grande liberté dans la forme puisqu'il n'existe pas d'obligation d'égalité entre les candidats. Cela est un avantage pour les « grands candidats » qui monopolisent l'espace au détriment des plus petits candidats qui ne sont pas (ou très rarement) invités. Cela s'explique en partie par la recherche d'audience : les grands candidats sont plus prometteurs de rassembler un nombre important de téléspectateurs. Le deuxième élément d'explication est le manque de réglementation de la télévision française à l'époque de diffusion de l'émission. En effet, avant que le CSA n'apparaisse en 1989, les instances de régulations peinent à se mettre en place et à s'organiser. Il n'y a donc pas de contrôle sur les temps de parole des candidats aux différentes élections. Cette inégalité entre les candidats est très pénalisante puisque *Cartes sur table* permet une très large visibilité. L'émission est largement reprise dans les médias ce qui fait d'elle un espace doublement important. L'émission en tant que tel est un espace de communication non négligeable puisqu'elle est diffusée à une heure de grande écoute. Mais les reprises qui en sont faites à la radio et à la télévision sont une autre manière pour les candidats d'occuper l'espace audiovisuel et donc d'atteindre les électeurs-télespectateurs. L'émission est également reprise par la presse, l'électeur qui ne serait pas un adepte de la télévision peut tout de même suivre les événements produits à *Cartes sur table* par ce biais. L'émission est donc un espace incontournable de la pré-campagne électorale puisqu'elle offre une double visibilité aux candidats de par elle-même et de par ses reprises. Nous avons évoqué un autre élément qui prouve que *Cartes sur table* est une émission importante de l'époque à travers la grève de la faim de Coluche relayée par la presse. Ce dernier sait qu'il a besoin de visibilité qu'une émission comme *Cartes sur table* peut lui apporter. Elle est une véritable tribune qui permet de rassembler les électeurs.

Cette visibilité multiple que permet *Cartes sur table* est à liée à l'impact, lui aussi multiple, que l'émission peut avoir lors des élections. Nous avons évoqué la théorie du « gate keeping » de David White qui consiste en l'orientation de la pensée des téléspectateurs. L'émission en elle même oriente l'électeur sur ce à quoi il doit penser à travers les questions ciblées des journalistes et les

sujets abordés par les différents candidats. Mais une autre orientation intervient avec les reprises faites par les médias. En effet, les résumés de chacune des émissions forcent à un nouveau tri dans les informations pour n'en donner qu'une partie. On oriente ainsi le téléspectateur de manière encore plus précise dans sa réflexion. Une fois de plus, nous pouvons affirmer que *Cartes sur table* a une importance dans les élections pour ce qu'il s'y passe et pour la postérité qu'elle a dans les médias.

Enfin, le dernier objet qui nous a permis de comprendre l'enjeu que représente *Cartes sur table* dans les échéances électorales sont les sondages. Ils nous ont apporté des informations sur la réception directe par le public de l'émission. Même s'ils ne peuvent être représentatifs de la population française dans son ensemble, ils nous donnent quelques éléments sur la perception de l'émission par les électeurs-téléspectateurs. Nous avons donc pu étudier la position de *Cartes sur table* lors des campagnes électorales mais également ce que renvoyaient les hommes politiques lors de leur participation à cette émission. Aujourd'hui, les sondages et enquêtes d'opinions sont courantes lors des élections. Nous pourrions également nous interroger sur l'impact de ces enquêtes sur la population et sur ce qu'elles impliquent dans les décisions de vote. Leurs résultats peuvent influencer les électeurs dans leur choix.

Nous observons aujourd'hui une multiplication des émissions politiques en même temps qu'une hausse de la défiance des Français à l'égard de la parole politique. Cependant, ces émissions restent indispensables dans les périodes de campagnes et de pré-campagnes électorales. Une partie de la population se montre réticente aux politiques mais également aux journalistes politiques du fait d'une communication dont on se méfie de plus en plus. Pour parvenir à intéresser les téléspectateurs, un nouveau renouvellement est donc recherché. Les formats se diversifient avec d'une part les émissions dites traditionnelles (interview ou face à face) et de nouvelles émissions de reportages ou de débat sans personnalités politiques. Ce genre est donc en renouvellement constant pour contrer une défiance et un désintérêt toujours plus marqué pour la politique.

Annexes

Annexe n°1 : Corpus du mémoire

Date	Participants	Durée
11/01/1978	Raymond Barre	01:06:00
01/02/1978	Georges Marchais	01:08:30
08/02/1978	Jacques Chirac	01:08:09
13/02/1978	Raymond Barre	01:11:48
15/02/1978	François Mitterand	01:20:22
22/02/1978	Michel Poniatowski	01:07:38
26/01/1981	Marie France Garaud & Michel Crepeau	01:27:56
09/03/1981	Jacques Chirac	01:20:14
16/03/1981	François Mitterand	01:20:00
23/03/1981	Georges Marchais	01:34:00
30/03/1981	Valéry Giscard D’Estaing	01:23:00

Annexe n°2 : Entretien Alain Duhamel

L'entretien avec Alain Duhamel n'a pas été évident à obtenir. J'ai dans un premier temps envoyé un mail en février 2018 directement à RTL dans l'espoir d'obtenir un contact avec lui. La réponse a été très rapide et j'ai été mise en contact avec son assistance Cathia Marino. Après quelques échanges, elle m'a expliqué que l'entretien ne serait pas possible cette année du fait du déménagement des locaux de RTL à Neuilly Sur Seine. Nous avons donc convenu que je reprenne contact avec elle à l'automne de la même année. J'ai donc envoyé un nouveau mail à Cathia Marino en octobre mais aucune réponse ne m'est parvenue. J'ai donc attendu un long moment avant de la relancer à nouveau et j'ai finalement envoyé une nouvelle fois un mail au début du mois de Janvier 2018. Cette fois-ci, la réponse ne s'est pas faite attendre. Elle m'a demandé de la contacter directement par téléphone et après quelques échanges, elle m'a proposé de rencontrer Alain Duhamel le 31 janvier 2018 à 15h30 dans les locaux de RTL. Je suis donc satisfaite de ce rendez-vous, le seul problème étant que je ne disposerai que de trente minutes pour lui poser des questions.
Je me suis donc rendu dans les locaux de RTL (56 avenue Charles de Gaulle, Neuilly sur seine) le 31 janvier à l'heure convenue. J'espère, à travers cet entretien, obtenir des réponses très difficile à trouver dans les archives. Ces questions concernent son ressenti par rapport à l'émission mais aussi des éléments sur le déroulement de l'émission en lui même. De plus, j'espère comprendre davantage l'entourage des hommes politiques lors de leur passage sur le plateau de Cartes sur table (membre du parti, conseiller en communication, équipe de campagne ...). Cet entretien est également un de mes derniers espoirs pour obtenir un moyen de contacter Jean-Pierre Elkabbach.
L'entretien a débuté à l'heure et Alain Duhamel a accepté d'être enregistré via le dictaphone de mon téléphone portable.

Lou : Tout d'abord merci de me recevoir pour cet entretien. Je me doute que votre emploi du temps est très chargé. Je me présente à nouveau, je suis Lou Delhommeau et je fais actuellement un Master 2 Histoire et Audiovisuel à La Sorbonne. Dans ce contexte, je réalise mon mémoire de recherche sur l'émission « Cartes sur table » que vous avez présentée avec Jean-Pierre Elkabbach et plus précisément sur les émissions diffusées en période électorale donc en 1978 et en 1981.
La première question que je vous voudrais vous poser est : Quel était l'idée de l'émission quand vous l'avez créée et en quoi s'inscrivait-elle dans la vie politique du moment ?

Alain Duhamel : Quand j'ai eu l'idée de cette émission c'est Pierre Desgraupes qui m'avait demandé de réfléchir à une émission et j'ai voulu faire quelque chose de différent. J'avais deux objectifs : le premier était de faire quelque chose de foncièrement différent de ce qui avait existé avant. Avant, j'avais animé avec Michel Bassi des émissions de duel et donc là je voulais autre chose. Donc la première idée qui était banale c'était d'avoir un invité et la seconde idée qui était

moins banale parce que ça n'avait jamais été fait, c'était d'avoir un présentateur que je ne voulais pas être, parce que je n'ai jamais voulu présenter, parce que ça ne m'intéresse pas, mais trois interrogateurs se succédant. Donc de créer à la fois un changement de séquence et un renouvellement dans la forme et une compétition entre les journalistes : l'idée étant d'avoir des journalistes différents, de styles différents, de sensibilités différentes en prenant les meilleurs possibles et donc de créer une compétition. Et ensuite, alors tout le reste, la mise en scène, le décor, la musique célèbre, la scénographie, ça pour le coup je ne m'en suis pas du tout occupé.
On s'est mis d'accord assez rapidement avec Pierre Desgraupes pour que Virieu présente, pour que moi je fasse en règle générale la première interrogation et puis qu'il y ait des gens très différents de moi après.
Alors sur le contexte politique, l'autre objectif évidemment c'était de donner une image de pluralisme compte tenu du moment où on se trouvait, donc de mise en scène du pluralisme. Donc de ce point de vue, le fait qu'on ait une émission avec des journalistes très différents c'était déjà une première idée et puis quand l'émission est devenue hebdomadaire alors là un invité par dimanche c'était la mise en scène pour le pluralisme.

Lou : D'accord. Mais vous n'étiez que deux journalistes à Cartes sur table, Jean-Pierre Elkabbach et vous même.

Alain Duhamel : Oui et avant *Cartes sur table* c'était *À armes égales* où on était deux journalistes avec Michel Bassi et moi.

Lou : Donc moi je travaille exclusivement sur Cartes sur table. Est-ce qu'il y avait un rôle prédéfini entre vous et Jean-Pierre Elkabbach pour le déroulement de l'émission ?

Alain Duhamel : Non pas du tout. On se préparait ensemble, on avait la même série de questions et on improvisait chacun notre tour. Parfois on relançait donc on ne définissait pas à l'avance qui poserait quelle question.

Lou : Vous vous aviez la première question généralement.

Alain Duhamel : Oui, oui.

Lou : Et effectivement, on voit dans certaines émission, notamment avec Georges Marchais, que vous aviez besoin de vous appuyer l'un et l'autre parce qu'il avait tendance à prendre un petit peu de place.

Alain Duhamel : Absolument.

Lou : Ma troisième question concerne le choix des candidats et la gestion des temps de parole. En effet, en fonction des personnalités des candidats, ce n'était pas toujours évident de recentrer le débat ?

Alain Duhamel : Gérer le temps de parole n'était pas très compliqué. Évidemment on était soumis à un équilibre, notamment en période de campagne électorale. On était obligé de se fixer nous un échéancier. De toute façon notre idée était que toutes les sensibilités devaient s'exprimer, ce qui nous a conduit à être les premiers à inviter Jean-Marie Lepen par exemple, ce qui a été un grand sujet de polémique sur le moment. Mais on été les premiers à inviter beaucoup de gens, on a été les premiers à inviter Besancenot par exemple qui n'avait pas encore fait d'émission. Il y a toute une génération qu'on a fait découvrir : la génération François Hollande, Ségolène Royale, François Bayrou, Nicolas Sarkozy c'est l'émission qui les a faits surgir. On avait l'idée d'alterner les principaux hommes politiques en place, qu'on voulait avoir évidemment, et au contraire les jeunes pousses. Donc on a eu ces deux catégories, et on invitait aussi mais évidemment pas en période électorale, des gens plus périphériques par rapport à la politique que ce soit des syndicalistes, des chefs d'entreprises, des intellectuels etc. Mais ça c'était évidemment hors période électorale.

Lou : En période électorale justement est ce que vous aviez des mécontentements de gens que vous ne pouviez pas inviter ? Parce que vous ne pouviez pas inviter tout le monde…

Alain Duhamel : Oui, bien sûre. Et puis à l'intérieur d'un même groupe politique ou d'un même groupe parlementaire si on invitait celui ci et pas celui là, on a un des deux qui était mécontents. Enfin ça, vous savez quand on gère des émissions, c'est classique.

Lou : D'accord. Alors autre question, je n'ai pas réussi pour le moment à trouver d'information précise à ce sujet, y avait-il une réglementation stricte comme aujourd'hui en période électorale sur le temps de parole des candidats ?

Alain Duhamel : Elle était moins stricte qu'aujourd'hui mais enfin il y avait, pendant la campagne électorale légale qui est différente de la campagne, il y avait à ce moment là une obligation d'équilibre d'autant plus qu'on était sur le service public. Donc on le respectait, on a jamais eu de drame. Ce qui a fait vraiment polémique c'est le fait qu'on soit les premiers à inviter Jean-Marie Lepen et que ce soit un succès d'audience gigantesque et ensuite le fait qu'on l'invitait une fois par an. Ce qui veut dire que comme l'émission a duré 12 ans, 13 ans même, on l'invité 13 fois.

Lou : Alors elle a changé de nom entre temps ?

Alain Duhamel : Non elle n'a pas changé de nom non.

Lou : Parce que Cartes sur table n'a été diffusée que de 1977 à 1981.

Alain Duhamel : Ah non non non, pas du tout. Ca a continué jusqu'en 1993 je crois ou même 1995. Il n'y a aucun doute. Donc le fait qu'on ait une douzaine de fois Jean-Marie Lepen, on faisait de nous les spécialistes de Jean-Marie Lepen. En réalité, on avait une trentaine d'émissions par an une fois qu'on a été hebdomadaire et donc il était le seul d'extrême droite qu'on a invité. Donc en réalité, un sur trente, c'était peu. On donnait l'impression de sur-inviter Jean-Marie Lepen et en réalité on sous invitait l'extrême droite par rapport à ce qu'elle représentait électoralement. Les grandes difficultés c'était surtout ceux qui étaient furieux de ne pas être invités ou ceux qui avaient été mauvais qui ensuite étaient très mécontents du journalisme mais bon c'est banal.

Lou : Oui, effectivement, dans un de vos livres, vous disiez que François Mitterrand était très méticuleux sur ses apparitions à l'écran.

Alain Duhamel : Oui et très réactif aussi sur les performances des autres. Il me téléphonait le lendemain de pratiquement chaque émission pour me dire ce qu'il avait pensé de l'invité en particulier s'il était socialiste. Et il n'était pas toujours tendre, tant s'en faut.

Lou : Autre question : comment et où étaient préparées les émissions ? Est-ce que certains sujets étaient définis avec les invités?

Alain Duhamel : Ah non avec les hommes politiques pas du tout. En revanche entre nous oui, il fallait qu'on se répartissent les thèmes puisqu'il y avait trois journalistes qui se succédaient. Autant avec Jean-Pierre par exemple on avait exactement la même fiche devant nous, enfin moi toute petite et lui très grande, chacun avait son truc mais c'était les mêmes questions. Mais à partir du moment où on se succédait à trois, il fallait bien se répartir les thèmes parce qu'autrement ça aurait été redondant et puis dans certains cas on aurait laissé de côté certaines choses qui étaient importantes. Donc on se répartissait les thèmes au cours d'une réunion qu'on avait par semaine. Et puis le dimanche matin François Henri me téléphonait toujours à neuf heures pour qu'on discute sur sa présentation.

Lou : L'époque de Cartes sur table est aussi l'époque de l'introduction des conseillers en communication des hommes politiques en France. C'est le début des grands publicitaires dans les campagnes politiques. Est-ce qu'ils accompagnaient les invités sur le plateau ?

Alain Duhamel : Ah de toute façon ils avaient le droit à des invités sur le plateau alors ils venaient avec qui ils voulaient. Nous on faisait plus attention honnêtement, puisque pour le réalisateur c'était important de le savoir, aux politiques qui accompagnait l'invité. Notamment le premier rang parce qu'à ce moment là c'était utilisé pendant les émissions : les réactions, les visages, les expressions

étaient utilisés. Les communicants à l'écran on s'en moquait complètement, on cherchait pas du tout à les mettre en valeur.

Lou : Ils pouvaient être présents mais plus en recul ?

Alain Duhamel : Présents, ça dépendait de l'invité. C'était lui qui amenait un certain nombre de personne, il choisissait qui ils voulaient.

Lou : D'accord et donc généralement ils étaient accompagnés par des membres du parti ?

Alain Duhamel : Oui ou par d'autres politiques aussi pour montrer leur importance, ils aimaient bien être accompagnés également par des gens connus. En même temps les gens connus n'étaient pas forcément disposés à gâcher leur dimanche et à être obligés d'être à Paris ce jour là s'ils étaient provinciaux simplement pour faire plaisir à l'invité.

Lou : Quels ont été les moments forts pour vous de l'émission ? Est-ce qu'il y a des émissions ou des hommes politiques qui vous ont plus marqués que d'autres ?

Alain Duhamel : Oh oui forcément. Il y a eu Marchais évidemment, moins qu'à l'époque avec Jean-Pierre puisqu'il était déjà sur le déclin. Mais enfin, il y avait Marchais, il y a Tapie qui s'est vraiment imposé et qui avait une présence et un charisme qui était assez impressionnant. Il y a eu des émissions qui ont été importantes politiquement notamment l'émission avec Fabius venant d'être nommé premier ministre et où, quand je l'ai interrogé sur ces relations avec François Mitterrand il m'a répondu « Lui c'est lui, moi c'est moi » immédiatement ça été … ça a couvert la fin de son gouvernement. Ca ça été une émission qui a marquée. Lepen ça a marqué parce qu'il a voulu une minute de silence en se levant à la mémoire des anciens combattants de la guerre d'Algérie etc et que c'était Albert Deroy qui était entrain de l'interroger, il a continué à lui poser des questions, que lui n'a pas répondu alors immédiatement il y a eu un petit psychodrame, comme pratiquement à chaque fois qu'il est venu d'ailleurs. C'est avec lui qu'on a fait les émissions les plus écoutées souvent mais ce n'est pas avec lui qu'on a fait les meilleures émissions. Bon il y a un moment où, quand on savait que c'était la fin de Mauroy, on s'est amusé à inviter - en intercalant évidemment des gens de droite et du centre - mais à inviter les quatre premier ministrables. Les quatre qui paraissaient être en pointe pour être les successeurs éventuels de Mauroy pour qu'il puisse y avoir une comparaison. Donc là par exemple j'avais à chaque fois François Mitterrand le lendemain qui m'appelait pour me dire ce qu'il avait pensé.

Lou : Et en dehors des réactions des politiques est-ce que vous receviez des courriers ou des réactions des téléspectateurs ?

Alain Duhamel : Ah oui alors moins qu'aujourd'hui puisqu'il n'y avait pas internet donc on recevait pas mal de lettre et il y a des moments et des campagnes même, à propos de Lepen par exemple, il y a vraiment eu des campagnes. Bon dire que ça avait une influence pas vraiment, et une importance non, c'est pas comparable à ce qu'il se passe aujourd'hui. Aujourd'hui les réactions des téléspectateurs, des internautes, c'est en soit un élément constitutif d'une émission.

Cet entretien ne s'est pas avéré très concluant pour ma recherche. Malheureusement, j'ai obtenu plus d'informations sur l'émission postérieure à Cartes sur table : l'Heure de vérité.

Annexe n°3 - Dossier informatique Master 2 - Analyse lexicométrique

Introduction

Mon sujet de mémoire porte sur les émissions de Cartes sur table diffusées en période électorale (1978 et 1981). Il m'a paru judicieux de choisir l'outil de la textométrie pour construire ce dossier d'informatique. En effet, l'analyse des discours politiques tenus lors des émissions que j'étudie me seront d'une grande utilité dans la construction de mon mémoire de recherche de Master 2. Dans ce dossier, je propose un aperçu du travail total que j'effectue pour mon mémoire. Il s'agit ici de présenter, dans un premier temps, une comparaison des discours portés par François Mitterrand et Georges Marchais lors des législatives de 1978. À cette période, les deux représentants des partis majoritaires de la gauche française, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, se déchirent à propos du programme commun établi en 1972. Chacun des deux hommes essaient de prendre la tête d'une gauche unifiée. Dans un second temps, je présenterai une analyse du discours du premier ministre en exercice, Raymond Barre. Ce dernier est le représentant du gouvernement pour les mêmes élections législatives de 1978. Je me limiterai donc aux élections de 1978 pour ce dossier et étendrai mon travail aux élections de 1981 pour mon mémoire de recherche (ce qui représente un travail plus conséquent).

Partie 1 - Analyse comparative des discours de François Mitterrand et de Georges Marchais

Après avoir établi et signé ensemble le Programme Commun de la Gauche en 1972, Georges Marchais et François Mitterrand trouvent des points de désaccords. En effet, chacun des deux hommes politiques n'entendent pas appliquer de la même manière les points clés du programme sur lesquels ils avaient trouvé un accord en cas de victoire aux élections législatives de 1978. François Mitterrand parait être le plus aptes à être élu selon les sondages mais Georges Marchais estime ne pas pouvoir être laissé sur le côté. Il demande donc à ce qu'un nouveau programme commun soit discuté pour qu'un nouveau terrain d'entente soit trouvé. Ainsi, il espère contenter les électeurs du Parti Socialiste ainsi que ceux du Parti Communiste. François Mitterrand ne semble pas du même avis. Il est assez sûr de pouvoir remporter ces élections sans l'aide du Parti Communiste. Le thème de l'accord entre les deux partis, notamment à travers le Programme Commun de 1972, reste un débat majeur dans les élections de 1978.

Tableau 1 - Lexique de François Mitterrand

Mot	Nombre d'utilisation
Je	145
Nous	107
Parti	62
Gauche	56
Socialiste	45
Communiste	38
Politique	27
Gouvernement	23
Programme	23
Commun	22
France	20
Français	20

Tableau 2 - Lexique de Georges Marchais

Mot	Nombre d'utilisation
Nous	190
Je	123
Politique	37
Parti	35
Gouvernement	32
Français	27
Socialiste	26
Gauche	25
Commun	23
Travailleurs	17
Communiste	16
France	2

Les tableaux **1** et **2** présentent les mots les plus utilisés par les deux candidats lors de leur passage sur le plateau de l'émission *Cartes sur table* (après avoir enlevé tous les mots outils). François Mitterrand utilise plus le « Je » que le « Nous » au contraire de Georges Marchais. Cela peut être un signe du fait qu'il est plus sûre de gagner seul, avec son parti uniquement que son adversaire. En effet, Georges Marchais sait qu'il a davantage besoin de rassembler tous les électeurs de gauche pour une éventuelle victoire. Cette utilisation du « Je » et du « Nous » peut aussi être interprétée de la manière suivante : François Mitterrand se présente en homme providentiel, chef de son parti, sur qui repose les décisions. Il parle davantage avec le « Je ». Georges Marchais inclus tous les membres du parti communiste et ses électeurs dans son discours. Il se place en porte-parole de tout un parti et plus encore, du peuple français. Il utilise donc plus le « Nous » que le « Je ».

De manière général, les mots qui reviennent le plus sont communs aux deux candidats à l'exception de « Programme » qui est présent dans le discours de François Mitterrand et moins dans celui de Georges Marchais. Ce dernier mentionne plus les « travailleurs » que son adversaire socialiste. Autre fait remarquable, François Mitterrand mentionne davantage le mot « socialiste », qui désigne son parti et les personnes qui s'y rattachent, que le mot « communiste » qui désigne ses adversaires. L'inverse n'est pas vrai pour Georges Marchais qui parle plus de ses adversaires que de ses alliés. Cela donne, une fois de plus, des indications sur les positions des deux hommes. François Mitterrand place au premier plan les socialistes puisqu'il est sûre de leur force alors que Georges Marchais les place au premier plan puisqu'il les redoute.

Tableau 3 - Coocurrence « Programme » - discours F. Mitterrand

	Fréquence	CoFréquence
Commun	22	20
Gouvernement	23	7

Tableau 4 - Coocurrence « Programme » - discours G. Marchais

	Fréquence	CoFréquence
Commun	23	23
Gauche	25	12

Les coocurrences permettent de connaître les mots plus souvent associés à un autre mot donné. Ainsi, pour François Mitterrand les deux mots les plus employés avec le mot « programme » sont « commun » et « gouvernement ». Pour Georges Marchais, les deux mots revenants le plus souvent avec « programme » sont « commun » et « gauche ». De manière plus précise, pour François Mitterrand, le mot « commun » est employé 22 fois. Sur ces 22 fois, il est placé près du mot « programme » 20 fois. Dans les discours des deux hommes, le mot « programme » est généralement utilisé pour désigner le programme commun de gouvernement de la gauche établi, comme dit plus haut, en 1972. Ils n'utilisent le mot « programme » que très rarement pour parler d'un programme spécifique à leur parti.

Tableau 5 - Questions des journalistes à F. Mitterrand

Mot	Nombre d'utilisation
Communiste	14
Gauche	13
Socialiste	10
Programme	9
Marchais	7
Barre	4

Tableau 6 - Questions des journalistes à G. Marchais

Mot	Nombre d'utilisation
Gauche	17
Communiste	13
Gouvernement	11
Socialiste	11
Marchais	10
Majorité	8

Les tableaux **5** et **6** mettent en évidence les mots les plus utilisés par les journalistes lorsqu'ils s'adressent à l'un ou l'autre candidat. Tout comme dans les tableaux **1** et **2** on peut relever une particularité. En effet, les journalistes interrogent davantage F. Mitterrand sur les communistes que sur les socialistes. L'inverse n'est pas vrai pour G. Marchais. Cependant les deux partis sont mentionnés dans les questions aux deux candidats. Cela montre une fois de plus à quel point la question de l'alliance et de l'opposition des deux partis est importante.

Tableau 7 - Concordance « socialiste » dans le discours de François Mitterrand

ContexteGauche	Pivot	ContexteDroit
, ils l'aiment bien, le parti	socialiste	! Ils savent en effet que c'est la seule force neuve
Mais alors, ces fonctionnaires, le parti	socialiste	prévoit qu'ils ne recevront même pas le SMIC actuel, c'
et vous constaterez que les calculs du parti	socialiste	sont justes et que ceux de leurs adversaires sont faux. Je
pas dans quelle situation se trouve le parti	socialiste	; c'est le grand parti qui monte ; c'est celui
peu avant que vous n'évoquiez ces ministres	socialiste	et communiste main dans la main. Je me demandais : les
des mesures infiniment plus sévères que le parti	socialiste	qui, lui, ne demande rien de très sévère mais simplement
nous sommes leurs défenseurs, que le parti	socialiste	les représente et les exprime. La preuve en est que,
de plus en plus important pour le parti	socialiste	. Mais nous sommes dans une période électorale et, dans les
ses dirigeants s'inquiète de voir le parti	socialiste	devenu, mais oui, le premier parti de gauche par le
regrette pas du tout le progrès du parti	socialiste	. Donc, si le déclin communiste apparait simplement sur le plan
que continuer mon effort pour que le parti	socialiste	apparaisse de plus ne plus comme le premier parti français. Mais
est-à-dire que nous travaillons pour que le parti	socialiste	, placé largement en tête des partis politiques de France après le
choisir entre la proposition communiste et la proposition	socialiste	. Bien entendu, à compter du moment où ils se seront
déjà tranchée par le comité directeur du parti	socialiste	: il ne pourra pas y avoir de négociation sur l'actualisation
-là, c'est le cas du parti	socialiste	, continuent de désirer assurer la victoire de la gauche par la
. Posez -lui la question ! Le parti	socialiste	comptera ses électeurs, ils seront nombreux, et il remettra tous
avec d'autres. Donc, le parti	socialiste	est tout à fait prêt à engager une discussion sur les propositions
partis de droite qui attaquent constamment le parti	socialiste	exagèrent et trompent l'opinion et que le parti communiste est en
cette gauche, il a vu un parti	socialiste	extrêmement puissant. Ce n'est pas un problème de relations personnelles
la discipline. Eh bien ! le parti	socialiste	n'en sera pas moins le premier parti de France. On
même temps, d'amitié pour le parti	socialiste	qui non seulement pouvait lui assurer la victoire, qui était resté
l'avenir, et de choisir le parti	socialiste	, non pas parce que j'en suis mais parce que je

Tableau 8 - Concordance « communiste » dans le discours de François Mitterrand

ContexteGauche	Pivot	ContexteDroit
près au même, sinon que le parti	communiste	demande, par ses moyens là, la nationalisation de 49 autres
différence d'appréciation qui nous séparent du parti	communiste	qui va imposer les sociétés aussi sur leurs dettes, ce que
des remarques acides de la part du parti	communiste	, d'accorder des aides aux entreprises pour compenser les charges nouvelles
violence et ils voient avec tristesse le parti	communiste	joindre sa voix au concert. Je crois que je suis assez
que vous n'évoquiez ces ministres socialiste et	communiste	main dans la main. Je me demandais : les communistes français
s'arrangent -ils avec la politique du parti	communiste	italien qui, précisément, demande des mesures infiniment plus sévères que
droite a perdu le nord et le parti	communiste	fait de même. Nous sommes les seuls à rester, avec
il y beaucoup le fait que le parti	communiste	dans ses dirigeants s'inquiète de voir le parti socialiste devenu,
parti socialiste. Donc, si le déclin	communiste	apparait simplement sur le plan comparatif, bien entendu je ne peux
on s'est engagé. Pour le parti	communiste	, je pense que le moment viendra où l'heure de vérité
nous avons souscrit un engagement avec le parti	communiste	. Nous restons fidèles à cet engagement. Il dépend du parti
à cet engagement. Il dépend du parti	communiste	de ne pas tenir compte de l'engagement souscrit. Nous,
Français de gauche de choisir entre la proposition	communiste	et la proposition socialiste. Bien entendu, à compter du moment
la défaite de la gauche. L'électorat	communiste	, dans une très fort majorité, appliquera la discipline. Mais
, je ne doute pas que le parti	communiste	, conscient de son devoir, ne se range finalement à ces
et trompent l'opinion et que le parti	communiste	est en train de commettre une erreur en s'éloignant de l'
changement brutal, le changement brusque du parti	communiste	lui -même est explicable par le fait que tout d'un coup
fait que tout d'un coup le parti	communiste	a vu la gauche gagner ; il avait raison d'ailleurs.
cette hypothèse puisqu'elle dépend strictement du parti	communiste	. En effet, la parti communiste peut faire perdre la gauche
parti communiste. En effet, la parti	communiste	peut faire perdre la gauche s'il ne respecte pas la discipline
union, pourquoi pas, si le parti	communiste	revient à la raison. Mais il est évident que si le
Mais il est évident que si le parti	communiste	a détruit toutes les chances de la gauche, nous pourrions connaître

Tableau 9 - Concordance « socialiste » dans le discours de Georges Marchais

ContexteGauche	Pivot	ContexteDroit
non. Non, non. Le parti	socialiste	n'a fait que revenir sur une question, sur une question
dans laquelle il dit « Pour le parti	socialiste	, le redressement de la situation exige d'abord 18 mois d'
». Ça veut dire que le parti	socialiste	c'était engagé avec nous à procéder immédiatement à la nationalisation des
gauche l'emporte, se former un gouvernement	socialiste	homogène. Sinon, qu'est -ce qui nous attend ? C'
de Mars pour essayer d'obtenir du parti	socialiste	qu'il accepte d'actualiser le programme commun. Nous n'y
été assez fort. Non seulement le parti	socialiste	n'a pas voulu actualiser le programme commun comme il aurait fallu
qu'on nous donne maintenant et le parti	socialiste	reste insensible à nos propositions. Vous voyez bien même, il
ceux qui veulent le changement que le parti	socialiste	devra bien en tirer la conclusion qu'il faut que nous revenions
François Mitterrand était devant moi avec la délégation	socialiste	, j'étais de l'autre côté, nous discutions des nationalisations
tout seul. Attendez, mais le parti	socialiste	pourquoi il a progressé ? Il a progressé comme nous aussi nous
les Français ont cru sincèrement que le parti	socialiste	respecterait ce programme qu'il avait signé avec nous. Mais maintenant
change. Quand ils voient que le parti	socialiste	abandonne le programme commun, mais qu'est -ce qu'ils disent
est, bah effectivement c'est le parti	socialiste	tel qu'on l'a toujours connu. Par conséquent, moi
candidats de notre parti pour dire au parti	socialiste	ce n'est pas bien ce que vous avez fait ! Vous
pour justement surmonter les obstacles que le parti	socialiste	a placé sur le chemin. Voilà la réalité. Mais écoutez
, les radicaux de gauche et le parti	socialiste	font causes communes là où il y a des candidats socialistes il
nous ramenions à une politique raisonnable le parti	socialiste	». Ce qu'on a à faire c'est rien à
voulons. Non, c'est le programme	socialiste	, c'est le programme commun de la gauche de 1972 actualisé
un peu ça la difficulté avec le parti	socialiste	. C'est que lorsqu'on veut prendre des voix un peu
. C'est là la vérité du parti	socialiste	. Mais alors là ça veut dire que vous renvoyez tout ça
difficultés qui existent actuellement du fait du parti	socialiste	et qu'au second tour nous remporteront la victoire. C'est

Tableau 10 - Concordance « communistes » dans le discours de Georges Marchais

ContexteGauche	Pivot	ContexteDroit
est à l'aise à l'exception des	communistes	avec cette question, on se livre à des diversions comme celle
est ce qu'il y aura des ministres	communistes	au gouvernement ? ». Je répond « Oui, M.
l'emporte, il y aura des ministres	communistes	». Ça veut donc dire très clairement qu'il est exclu
voulons un gouvernement de gauche avec des ministres	communistes	pour appliquer un programme commun bien actualisé, c'est la garantie
de la gauche et la participation des ministres	communistes	au gouvernement. Je crois que comme ça c'est clair pour
il faut vous mettre d'accord avec les	communistes	pour qu'on gagne ensemble au deuxième tour ! Voilà ! La
était ceci « Nous sommes prêts nous,	communistes	, à assumer toutes nos responsabilités dans la gestion des affaires du
aucune raison, aucune motivation à dire les	communistes	ne peuvent pas, ne devraient pas avoir tel ou tel portefeuilles
former un gouvernement de gauche avec des ministres	communistes	pour mettre en oeuvre une politique nouvelle. Alors à chaque jour
Vous savez, l'union, les	communistes	ils n'ont jamais cesser de lutter pour l'union, pour

Les tableaux **7 à 10** permettent de mettre en exergue les concordances des mots « communiste » et « socialiste » dans les discours des deux candidats. Les concordances sont utiles pour replacer un mot précis dans un contexte plus général. Ici, elles permettent de voir dans quels contextes les deux mots cités précédemment sont employés. Sans surprises, le mot « socialiste » est employé dans un contexte positif lorsqu'il est employé par François Mitterrand tout comme le mot « communiste » lorsqu'il est utilisé par Georges Marchais. L'inverse est vrai aussi : le mot « communiste » est employé dans un contexte négatif par François Mitterrand et inversement. Cela montre bien l'aversion qu'ont les deux partis l'un pour l'autre bien qu'ils aient été alliés très peu de temps auparavant.

Partie 2 - Analyse du discours de Raymond Barre

Tableau 11 - Lexique Raymond Barre

Mot	Nombre d'utilisation
Je	144
Nous	87
Gouvernement	43
Français	35
Politique	33
France	32
Pays	27
Président	26
Effort	22
Programme	22
Parti	19
Majorité	17

Ce tableau de lexique met en avant les mots porteurs de sens que Raymond Barre a le plus utilisés lors de son passage sur la plateau de *Cartes sur table* en 1978. Le « Je » est extrêmement présent. Raymond Barre est invité ici pour défendre son bilan en tant que Premier Ministre de Valéry Giscard d'Estaing. Il est le premier responsable de la politique intérieur du pays et doit donc endosser la responsabilité des succès et des échecs de cette politique. Le « Nous » revient tout de même beaucoup puisqu'il ne mène pas la politique du gouvernement seul, il implique donc tous les membres qui contribuent à son bon fonctionnement.

En dehors de ces éléments d'expressions, les mots qui sont le plus employés montre bien à quel camp Raymond Barre appartient : celui du gouvernement. Ainsi, les mots « gouvernement », « président », « majorité » reviennent régulièrement. Le premier ministre place également la France et les Français au coeur de son argumentaire.

Enfin, le mot « programme » est lui aussi très présent, ce qui prouve que Raymond Barre s'exprime dans un contexte d'élection. Il doit défendre ses futurs intentions auprès des électeurs.

Tableau 12 - Coocurrence « gouvernement »

Mot	Fréquence	CoFréquence
Gouvernement	43	10
République	22	10
Programme	22	7
Objectifs	6	6

Les coocurrences du mot « gouvernement » montrent que les termes qui lui sont le plus associés sont « gouvernement », « République », « programme » et « objectifs ».
Raymond Barre insiste donc sur le gouvernement en associant le terme avec lui même lorsqu'il l'emploi. Il l'emploi également régulièrement avec le mot « République ». Enfin, les mots « programme » et « objectifs » reviennent au côté du gouvernement puisque nous sommes en période de campagne électorale. Il faut donc informer les téléspectateurs sur le programme du gouvernement et sur les objectifs que ce dernier propose. Raymond Barre se place donc plutôt dans une situation offensive lors de son allocution. Il est ici pour défendre la majorité et prouver qu'elle a encore des choses à proposer aux électeurs.

Le tableau 13 situé à la page suivante re-contextualise les utilisations du termes les « Français » lors de l'intervention du Premier ministre. La liste est non-exhaustive mais la sélection est tout de même représentative. J'ai ensuite classé les concordances avec un code couleur en fonction du vocabulaire auxquels les Français sont associés dans le discours de Raymond Barre. Ainsi, les concordances surlignées en bleu se rattachent à un vocabulaire rassurant, pédagogique et honnête, celles en vert sont associés à l'idée de glorification et à l'encensement des Français, celles en rose montre la volonté du gouvernement de répondre aux désirs des Français. À l'inverse, les concordances signalées en jaune sont celles où les Français sont associés à d'autres partis politiques. Le terme est alors employé avec un vocabulaire plutôt négatif et dénonciateur.
Ici encore, on remarque que le Premier ministre opère à une classification bien défini. Le vocabulaire est plutôt mélioratif lorsque les Français sont associés aux gouvernement et à ses idées et plutôt péjoratif lorsqu'ils sont associés à ses concurrents.

Tableau 13 - Concordance du mot « Français » dans le discours de Raymond Barre

ContexteGauche	Pivot	ContexteDroit
agit de répondre au bon sens auquel les	Français	aspirent. Je souhaite pour ma part que, la stratégie d’
balance des paiements … il parait que les	Français	ne comprennent pas ces mots quand je les dis. Je n’
dis. Je n’ai jamais traiter les	Français	comme des sous-développés intellectuels. Et enfin, c’est l’effondrement
Alors cela on ne le dit pas aux	Français	. Moi je veux bien que l’on soit généreux, mais
et d’un accroissement de la prospérité des	Français	. À partir de cette hypothèse, qui est commandé d’ailleurs
que c’est honnête vis à vis des	Français	, ce que je demande c’est que cela soit étudié sérieusement
du pouvoir d’achat de l’ensemble des	Français	. Nous avons stabilisé le pouvoir d’achat, nous ne l’
Duhamel, j’ai toujours pensé que les	Français	était un peuple raisonnable. Apparement, fantasque parfois fantaisiste mais profondément
Et je crois par ailleurs, que les	Français	sont un peuple adulte. Il n’y a que dans certains
l’administration et les citoyens et donner aux	Français	l’accès à la responsabilité. C’est la raison pour laquelle
: la France et les Français. Les	Français	pour l’accroissement de leur bien être d’abord les plus défavorisés
déficit extérieur. C’est l’effort des	Français	, l’adaptation a commencé et elle se poursuivra à une condition
Un effort d’explication pour faire comprendre aux	Français	la situation où ils se trouvent, ils commencent à la comprendre
électoralisme. Il faut que nous parlions aux	Français	un langage digne. Qui peut le faire, sinon le gouvernement
mêler aux débats électoraux mais d’indiquer aux	Français	ce qui est important pour la France. Mais il ne va
il ne s’agit pas d’allécher les	Français	, il s’agit de leur proposer des actions qui soient à
l’actuelle majorité mais aussi par d’autres	Français	qui peuvent être sensibles à l’effort que nous avons fait pour
, un certain nombre de Françaises et de	Français	qui sont attachés aux libertés et à la justice. En tout
Les Français sont saturés de promesses, les	Français	, à l’heure actuelle tel que je les vois, tel
. Et bien je suis convaincu que les	Français	se détournent d’une certaine forme de politique et ils ont raison
ce langage là, je crois que les	Français	sont capables de la comprendre. Et je regrette que dans mon
que m’ont donnés les Françaises et les	Français	qui m’ont encouragé. Et cela je ne l’oublierais pas

Conclusion

La découverte de la textométrie à travers le cours d'*Histoire et informatique* m'a permis de développer de nouvelles perspectives dans ma recherche. En effet, l'analyse des discours de certains candidats et leur comparaison permettent d'étoffer mon argumentation.

Comme je l'ai montré dans ce dossier à travers la comparaison des discours de François Mitterrand et de Georges Marchais, la textométrie confirme le ressenti que l'on a de la concurrence entre les deux hommes en visionnant leur intervention. On remarque ainsi que les deux hommes ont une forte tendance à dégrader leur adversaire, leur parti et leurs idées. Cela me permettra d'établir une étude de cas précise dans mon mémoire.

L'analyse du discours de Raymond Barre démontre également sa position quant aux élections. Il doit se défendre par rapport à un bilan et convaincre les électeurs de lui faire confiance à nouveau.

La textométrie est un bon complément des éléments trouvés dans les archives. Elle montre, de manière effective, l'application des stratégies de communications des hommes politiques à travers les mots et les expressions employés par ces derniers.

Bilbiographie et état des sources

Bibliographie :

Éléments de contexte

BOURDON Jérôme, *Haute fidélité. Pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Seuil, 1994, 373p.
CHASSAIGNE Philippe, *Les années 70. Fin d'un monde et origine de notre modernité*, Paris, Armand Colin, coll. U, 2012, 400p.
JOST François, *Années 70, la télévision en jeu*, Paris, CNRS édition, 2005

Outils

COHEN Évelyne, GOETSCHEL Pascale, « Le service des archives de France Télévisions : entre logique d'entreprise et vocation patrimoniale », *Sociétés & Représentations* 2015/1 (N° 39), p. 165-176.
HOCQ Christian, *Dictionnaire d'histoire politique du XXe siècle*, Paris, Ellipses Marketing, coll. Ellipses poche, 2014, 800p.
COLLECTIF (à voir), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 2010

I . Histoire de la télévision

Généralités sur la télévision

BALLE François, *Les médias*, Paris, PUF, coll. Que sais-je?, 2014, 127p.
BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Liber/Raison d'agir, 1996
JEANNENEY Jean-Noël, *L'écho du siècle. Dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France*, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 2001, 700p.
JEANNENEY Jean-Noël, *Une histoire des médias des origines à nos jours*, Point, 2015
OLIVESI Stéphane, *Histoire politique de la télévision*, Paris, L'Harmattan, 2000
SAUVAGE Monique, VEYRAT-MASSON Isabelle, *Histoire de la télévision française*, Paris, Nouveau Monde Eds, 2012, 450p.

Fonctionnement et économie de la télévision

BOURDON Jérome, JOST François, « Les dispositifs télévisuels », *Penser la télévision*, Nathan, Paris, 1998, p. 59-74
CHANIAC Régine, JÉZÉQUEL Jean-Pierre, *L'économie de la télévision*, La découverte, 2005
CHUPIN Ivan, HUBÉ Nicolas, KACIAF Nicolas, *Histoire politique et économique des médias en France*, La découverte, 2012
DANARD Benoit, LE CHAMPION Rémy, *Les programmes audiovisuels*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2014, 64p.
DÉRIBÉRÉ Maurice, *La couleur*, PUF, coll. Que sais-je?, Paris, 1991
DUCCINI Hélène, *La télévision et ses mises en scène*, Paris, Nathan, coll. « 128 », 1998, 127p.
JOST François, *Comprendre la télévision et ses programmes*, Paris, Armand Colin, coll. Focus Cinéma, 2017, 168p.

Les débats télévisés

AMEY Patrick, « Mise en scène des débats télévisés : vers une (socio)sémiopolitique des plateaux de télévision », *Questions de communication* [en ligne], n°11, 2017, p.239 à 255
BROMBERG Marcel, LANDRE A., « Analyse de la structure interactionnelle et des stratégies discursives dans un talk-show », *Psychologie française*, n°38, 1992, p.99-109.
CHARAUDEAU Patrick, GHILIONE Rodolphe, *La parole confisquée. Un genre télévisuel, le talk-show*, Dunod, Paris, 1987
NEL Noël, *À fleurets mouchetés : 25 ans de débats télévisés*, Paris, La documentation française, coll. Audiovisuel et communication, 1988, 243p.
ROUQUETTE Sébastien, *Vie et mort des débats télévisés*, Bruxelles-Paris, De Boeck, INA, 2002, 251p.

La télévision après l'ORTF

AMBROISE-RENDU Anne-Claude, DELPORTE Christian, HECK Hélène, « Préserver son indépendance », *Le temps des médias*, Nouveau monde édition, 2009/2 n°13, p.263-268
CHANIAC Régine, JÉZÉQUEL Jean-Pierre, *La télévision*, La découverte, coll. Repères, 2005, 128p.
CHAUVEAU Agnès, « La voie institutionnelle de l'indépendance », *Le temps des médias*, Nouveau monde édition, 2009/2 n°13, p.105-121

Réception

GAITI Brigitte, « L'opinion publique dans l'histoire politique ; impasses et bifurcations », *Le mouvement social* 2007/4 (n°221), La Découverte, 2007, p.95-104,
GOETSCHEL Pascale, JOST François, TSIKOUNAS Myriam, *Lire, Voir, Entendre : La réception des objets médiatiques*, Paris, Publication de la Sorbonne, coll. Histoire contemporaine, 2010, 400p.
GENETTE Gérard, *Seuils*, Paris, Points, coll. Points Essais, 2002
DE CERTEAU Michel, *L'invention du quotidien*, Editions Gallimard, coll. Folios essais, 2002
POELS Géraldine, *Les Trente Glorieuses du téléspectateur. Une histoire de la réception télévisuelle des années 1950 aux années 1980*, Paris, Ina, coll. « Médias essais », 2015, 420p.

II . Histoire du journalisme

Généralité sur le journalisme

CHARON Jean-Marie, « L'éthique des journalistes au XXe siècle. De la responsabilité devant les pairs aux devoirs à l'égard du public », *Le Temps des médias*, n°1, Nouveaux Mondes édition, 2003, p.200-210
FERENCZI Thomas, *Le journalisme*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je?, 2007, 128p.

NEVEU Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2013, 128p. RIEFFEL Rémy, « Pour une approche sociologique des journalistes de télévision », *Sociologie du travail*, t. XXXV, n°4, 1993
ROHDE Eric, *L'éthique du journalisme*, Paris, Presse Universitaire de France, coll. Que sais-je ?, 2010, 128p.
VERON Eliséo, « Il est là, je le vois, il me parle », *Réseaux*, volume 4, n°21, 1986, p.71-95

Le journalisme politique

CHAMPAGNE Patrick, *La double dépendance : sur le journalisme*, Paris, Raison d'agir, 2016
CHARON Jean-Marie, « Les journalistes politiques : qui sont-ils ? », *Le Temps des médias* 2006/2 (n° 7), p. 176-190.
KACIAF Nicolas, *La page politique. Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, coll. Res Publica, 2013, 360 p.

III . Histoire des représentations des hommes politiques

Histoire politique

BATARDY Christophe, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », Vingtième siècle. Revue d'histoire 2017/4 (n°136), p. 115-129
BECKER Jean-François, CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France*, Vol. 2, Paris, La découverte, coll. L'espace de l'histoire, 2004, 776p.
BERSTEIN Serge, *Les cultures politiques en France*, Point, coll. Point histoire, 2003
BERSTEIN Serge, MILZA Pierre, Histoire du XXe siècle de 1973 aux années 1990 : la fin du monde bipolaire, Tome 3, Hatier, coll. Initial, 2010, 287p.
LANCELOT Alain, *Les élections sous la Ve République*, PUF, coll. Que-sais-je ?, Paris, 1988, 127p.
RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France. De 1815 à nos jours*, Paris, Éditions Perrin, 2017, 640p.

SANTAMARIA Yves, *Histoire du parti communiste français*, Paris, La découverte, coll. Que-sais-je?, 1999, 128p.
SIRINELLI Jean-François, *Histoire des droites en France*, Tome 2, Paris, Gallimard, réed. 2006
SIRINELLI Jean-François, *Histoire des droites en France*, Tome 3, Paris, Gallimard, réed. 2006

La communication politique

BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Point, coll. Point essais, 2014
CHAUVEAU Agnès, « L'homme politique et la télévision. L'influence des conseillers en communication », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2003/4 (n°80), p.89-100
DAKHLIA Jamil, LHÉRAULT Marie, « Peopolisation et politique », *Le temps des médias*, 2008/1 (n°10), p. 8-12
DELPORTE Christian, « Quand la peopolisation des hommes politiques a-t-elle commencé ? », *Le temps des médias*, 2008/1 n°10, p. 27-52
DELPORTE Christian, *La France dans les yeux, Histoire de la communication politique de 1930 à nos jours*, Flammarion, 2007
DELPORTE Christian, VEYRAT-MASSON Isabelle, « Campagnes politiques, tribunes médiatiques », *Le Temps des médias,* 2006/2 (n° 7), p. 5-9.
DELPORTE Christian, « Image, politique et communication sous la cinquième République », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2001/4 (n°72), p.109-123
NEVEU Erik, *Les mots de la communication politique*, Toulouse, Editions du Mirail, 2012
PILHAN Jacques, « L'écriture médiatique. Entretien avec Jacques Pilhan », *Le débat*, n°87, 1995

Les hommes politiques à la télévision

BORELL Alexandre, « La campagne officielle, un programme télévisé sous contraintes, un genre sous influence », *Télévision* 2017/1 (N°8), p.57-75
ESQUENAZI Jean-Pierre, *Télévision et démocratie : Le politique à la télévision française, 1958-1990*, Paris, PUF, 1999

GUIGO Pierre-Emmanuel, *Com et Politique, les liaisons dangereuses ? : 10 questions pour comprendre la communication politique*, Paris, Arkhe éditions, coll. Tête chercheuse, 2017, 202 p.

NEVEU Erik, « Les Emissions politiques à la télévision : l'impossible vulgarisation ? », *Quaderni,* n°16, 1991, p. 83-99

LHÉRAULT Marie, « Les émissions politiques : réduction ou redéfinition de l'espace de communication télévisuelle ? », *Le Temps des médias* 2006/2 (n° 7), p. 191-203

VEYRAT-MASSON Isabelle, « Les recherches sur les campagnes électorales à la télévision », *Le Temps des médias,* 2006/2 (n° 7), p. 289-301.

Etat des sources :

I . Sources audiovisuels

- Reprises d'extrait des émissions *Cartes sur table* dans les journaux nationaux les soirs et lendemain d'émissions(Soir 3, Antenne 2 Midi, TF1 Actualités dernières), décryptage ensuite des propos tenus par les hommes politiques par des spécialistes politiques.
- Emission « Un livre, un jour » du 05/08/2011, avec Alain et Patrice DUHAMEL pour la sortie du livre Cartes sur table
- Emission « Apostrophes » du 26/02/1982 avec Jean-Pierre ELKABBACH sur Antenne 2

II . Fonds d'archives

INATHÈQUE :

- Fond Jacques Durant

Carton n°00012841 INA 028 (grille des programmes)

Carton n°00012841 INA 025 (documents administratifs)

Carton n°00012841 INA 035 (sur la télévision et les émissions durant les campagnes électorales)

Carton n°00026280 INA 014 (documents administratifs)

Carton n°00026280 INA 022 (documents administratifs)

Carton n°0012858 INA 095 (sur la campagne présidentielle de 1981)

Carton n°00012858 INA 006, Carton n°00012858 INA 007, Carton n°00012858 INA 008, Carton n°00012858 INA 009, Carton n°00012858 INA 010, Carton n°00012858 INA 011, Carton n°00012858 INA 012, Carton n°00012858 INA 013, Carton n°00012858 INA 014 , Carton n°00012858 INA 015, Carton n°00012858 INA 016, Carton n°00012858 INA 017 , Carton n°00012858 INA 018, Carton n°00012858 INA 019, Carton n°00012858 INA 020, Carton n°00012858 INA 021, Carton n°00012858 INA 022, Carton n°00012858 INA 023, Carton n°00012858 INA 024, Carton n°00012858 INA 025, Carton n°00012858 INA 026, Carton n°00012858 INA 027, Carton n°00012858 INA 028, Carton n°00012858 INA 029, Carton n°00012858 INA 030

Tous ces cartons contiennent des mesures d'audiences pour la période allant de 1977 à 1981.

- Fond Jérôme Bourdon

Carton n°00013513 INA 020 (lettres internes Antenne 2)

Carton n°00013513 INA 021 (cahier des charges d'Antenne 2)

- Fond Xavier Larère

Carton n°00014809 INA 010 (sur les finances et les ressources d'Antenne 2)

Carton n°00014809 INA 011 (sur les finances et les ressources d'Antenne 2)

Carton n°00014809 INA 014 (grille des programmes)

Carton n°00014809 INA 016 (affaire Jean-Pierre Elkabbach)

Carton n°00014809 INA 017 (affaire Jean-Pierre Elkabbach)

Carton n°00019232 INA 006 (bilan d'Antenne 2 en 1981)

- Fond CSA

Carton n°00020752 INA 021

Carton n°00020752 INA 045

Carton n°00020752 INA 050

Carton n°00020752 INA 073

Carton n°00020752 INA 074

Carton n°00020752 INA 132

Tous ces cartons contiennent des enquêtes d'opinion réalisées auprès du public d'Antenne 2.

- Fond INA

Carton n°00014468 INA 017 (sur Jean-Pierre Elkabbach - directeur de l'information)
Carton n°00014468 INA 121 (sur les élections présidentielles de 1981 et la télévison)
Carton n°00014468 INA 122 (sur les élection et la télévision en 1978 et 1981)
Carton n°00014468 INA 123 (sur l'après élection présidentielle de 1981 et la télévision)

ARCHIVES NATIONALES :

- Service de documentation (secrétariat général du gouvernement)

Carton n°19990107/1

- Fond Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch (XXe siècle)

Carton n°626AP/398

- Fonds Jacques Kayser

Carton n°465AP/14

- Papiers Michel Poniatowski (1922-2002)

Carton n°AP/340(III)/39
Carton n°AP/340(III)/40

- Archives de Jacques Attali, conseiller spécial à la présidence de la République (1981-1991)

Carton n°AG/5(4)/JAT/7

- Premier ministre; Service juridique et technique de l'information, Service audiovisuel (1974-1979); Sous direction audiovisuel, action extérieure

Carton n°19930051/1

- Premier ministre, Ministres et secrétaires d'Etat déléguées, Ministre de la communication (1977-1986)

Carton n°19920052/3

Carton n°19920052/4

FRANCE TELEVISION

Scripts des émissions suivante :

8 Février 1978 - Jacques Chirac ; 13 février 1978 - Raymond Barre ; 22 février 1978 - Michel Poniatowski ; 12 janvier 1981 - Marie-France Garaud et Michel Crépeau; 9 février 1981 - Jacques Chirac ; 16 mars 1981 - François Mitterand ; 23 mars 1981 - Georges Marchais ; 30 mars 1981 - Valéry Giscard d'Estaing

Dossiers photographique pour les émissions suivantes :

9 mars 1981 - Jacques Chirac ; 16 mars 1981 - François Mitterand ; 23 mars 1981 - Georges Marchais ; 30 mars 1981 - Valéry Giscard d'Estaing

Dossiers de presse :

- À propos de l'annulation de l'émission du 2 février prévue avec François Mitterand.
- Autour de l'émission du 16 mars 1981 et de l'annonce de la volonté de suppression de la peine de mort par François Mitterand.
- Autour de l'émission du 23 mars 1981 et de Georges Marchais
- Autour de l'émission du 30 mars 1981 et de Valéry Giscard d'Estaing

III . Sources littéraires

Ouvrages :

DUHAMEL Alain, *Derrière le miroir, les Hommes politiques à la télévision*, Plon, 2001

QUIVY Vincent, Profession : Elkabbach, Paris, Du moment, coll. Biographie, 2009

IV. Sources orales

Entretien avec Alain Duhamel

Table des annexes

Annexe n°1 - Corpus du mémoire ……p.165

Annexe n°2 - Entretien avec Alain Duhamel..……..……p.166

Annexe n°3- Dossier informatique TXM …….p.172

Tables des illustrations

Figure n°1 - Imagette de l'émission *Face à Face* diffusée le 07/03/1966 - Invité : Waldeck Rochet……..p.35

Figure n°2 - Imagette de l'émission *À armes égales* diffusée le 28/03/1973 - Invités : Robert Boulin et André Chandernagor……..……..p.35

Figure n°3 - Imagette de l'émission *Actuel 2* diffusée le 08/07/1974 - Invité : François Ceyrac……..p.35

Figure n°4 - Imagette de l'émission *Cartes sur table* du 15 février 1978 avec François Mitterrand. ……..…p.36

Figure n°5 - Imagette de l'émission du 08/02/1978 avec Jacques Chirac - Générique du début d'émission……..……..p.37

Figure n°6 - Imagette de l'émission du 08/02/1978 avec Jacques Chirac - Générique de fin d'émission…….…..p.37

Figure n°7 - Imagettes de l'émission du 30/03/1981 avec Valéry Giscard d'Estaing……p.38

Figure n°8 - Imagette de l'émission *Cartes sur table* du 30 mars 1981 avec Valéry Giscard d'Estaing.……..……..p.101

Figure n°9 - Imagette de l'émission *Cartes sur table* du 30 mars 1981 avec Valéry Giscard d'Estaing.…….…..p.101

Figure n°10 - Imagette de l'émission *Cartes sur table* du 01 février 1978 avec Georges Marchais……..…..p.102

Figure n°11 - Imagette de l'émission *Cartes sur table* du 01 février 1978 avec Georges Marchais……..…..p.102

Figure n°12 - Imagette de l'émission *Cartes sur table* du 16 mars 1981 avec François Mitterrand……..…….……..p.104

Figure n°13 - Article paru dans *Sud-Ouest* le 31 mars 1981 dans la page Élysée 81 (Europresse).. ……..…p.140

Figure n°14 - Caricature de Georges Marchais par Robert Lassus publiée dans *Le Parisien* du 24 mars 1981 (Archives France Télévision)……..…..…p.141

Figure n°15 - Article « Le journal des présidentielles » publié dans *Sud Ouest* le 17 mars 1981 (Europresse).……..p.144

Figure n°16 - Sondage IFOP/*Le Point* sur les personnalités politiques à la télévision durant la campagne pour les élections présidentielles publiées en 1981, publié le 27 avril 1981. (Inathèque Carton AR E ORI 00014468 INA 122)…….p.153

Table des matières

Dédicace……p.7

Remerciements ……p. 8

Sommaire ……p. 9

Introduction……..p.11

PREMIÈRE PARTIE - *Cartes sur table*, le renouveau de la politique à la télévision (1977-1981) ……..…p.27

Chapitre 1 - Une émission sur le nouveau service public……..…p. 29

I. *Cartes sur table* : un concept entre innovation et tradition ……..p.31

A. Un entretien presque mensuel……..…p.31

B. Une émission triangulaire : la mise en scène……..……p. 34

II. Antenne 2 : un nouveau service public après l'éclatement de l'ORTF……p. 40

A. Réglementation d'une chaîne de télévision : Antenne 2…….……..p.40

B. Fin du monopole d'Etat : une nouvelle liberté journalistique ?……..….p.44

Chapitre 2 - *Cartes sur table* en période électorale (1978-1981) ……..…….p.51

I. Une émission de pré-campagne sur Antenne 2……p.53

A. Campagne ou pré-campagne : un statut ambiguë……p.53

B. *Cartes sur table* : une tribune pour tous ?……..p.57

II. Notion de temporalité à *Cartes sur table* : temps accordé et rythme imposé…….p. 61

A. La différenciation des candidats par le temps…….p.61

B. Le rythme comme révélateur d'autorité…….p.64

DEUXIÈME PARTIE - Campagnes électorales de 1978 et 1981 : comprendre les enjeux politiques et communicationnels à travers *Cartes sur table* ……..……..……..…p.71

Chapitre 3 - Espoirs de pouvoir et concrétisation : une ascension en deux temps pour la gauche……p.73

I. Élections législatives de 1978 : dernière chance pour la droite…..…….p.75

A. Une majorité désunie : construction d'une opposition entre Jacques Chirac (RPR) et Valéry Giscard d'Estaing (UDF)…….p.75

B. Une union de la gauche fragilisée, une opportunité pour la majorité présidentielles……..….p.79

II. Élections présidentielles de 1981 : la conquête du pouvoir par la gauche ……..p.83

A. Discorde au sein du RPR, nouvel espoir pour l'UDF de Valéry Giscard d'Estaing ……p.83

B. Imposition de François Mitterrand comme grande figure de la gauche française……..p.87

Chapitre 4 - Faire campagne à la télévision : adaptation des stratégies de communication à travers l'exemple de *Cartes sur table*……..……p.93

I. Nouvel espace d'exposition, nouvelles stratégies de communication……..p.95

A. Introduction des conseillers en communication : des stratégies plus abouties……p.95

B. Marquer les esprits : instruire, plaire, émouvoir…….p.99

II. Étude de cas : les discours portés par la gauche à *Cartes sur table* en 1978 et 1981……p.105

A. 1978 : la construction d'une opposition de la gauche par les discours..……p.105

B. 1978-1981 : évolution du discours de François Mitterrand……p.109

TROISIÈME PARTIE - Autour de *Cartes sur table* : réactions et opinions dans les médias français ……..……..……p.115

Chapitre 5 - Chroniques télévisuelles et radiophoniques post-émissions……..……p.117

I. Les reprises de *Cartes sur table* en1978 : les querelles au premier plan……p.119

A. Le programme commun : l'élément phare retenu……..….p.119

B. Entre « danger socialiste » et création de l'UDF…….…..p.122

II. Les reprises de 1981 : un traitement peu égalitaire entre les candidats ……..…..p.125

A. Des candidats non-éligibles……..…….p.125

B. Un deuxième tour qui se dessine……p.129

Chapitre 6 - La réception de l'émission à travers les sources écrites ……p.135

I. La presse : un média vu par un autre……..……p.137

A. Un témoin engagé des événements produits à l'écran ?……..…..p.137

B. Une source d'information complémentaire sur l'invisible : la candidature de Coluche..….p.142

II. Les enquêtes d'opinion : quelle rôle joue *Cartes sur table* dans les élections ?……p.146

A. La télévision fait-elle l'élection : études et théories à l'époque de *Cartes sur table*……..…p.146

B. Que retient l'électeur-télespectateur des prestations à *Cartes sur table* : les sondages…..…p.150

Conclusion……..…..p. 157
Annexes……..……..p.163
Bibliographie et état des sources…….….p.185
Table des annexes……p.197
Table des illustrations……..….p.198
Table des matières ……..….p. 200